UNITÉ PROLÉTARIENNE

Revue théorique du Groupe marxiste-léniniste canadien
EN LUTTE!

No 15 (Vol. 3, No 3) février-mars 1979

IRAN: la crise révolutionnaire

UNITÉ PROLÉTARIENNE

Revue théorique du Groupe marxiste-léniniste canadien EN LUTTE!

UNITÉ PROLÉTARIENNE est la revue théorique du Groupe marxiste-léniniste canadien EN LUTTE!. **UNITÉ PROLÉTARIENNE** paraît régulièrement à tous les deux mois, publiant des articles théoriques et d'analyse sur toutes les questions fondamentales du programme communiste et de la révolution canadienne.

"Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire"; cette affirmation de Lénine demeure aujourd'hui encore tout aussi juste dans les conditions de notre pays. Depuis la dégénérescence du Parti communiste canadien, devenu un parti révisionniste ayant totalement trahi les intérêts de la classe ouvrière, le prolétariat canadien s'est retrouvé sans programme révolutionnaire et sans son parti d'avant-garde marxiste-léniniste. Représentant les positions du Groupe marxiste-léniniste canadien EN LUTTE!, **UNITÉ PROLÉTARIENNE** a pour tâche d'intensifier la lutte idéologique sur toutes les questions de ligne politique et du programme communiste qui permettront de faire avancer la construction du Parti prolétarien canadien.

Le Parti prolétarien canadien, détachement d'avant-garde du prolétariat canadien ne pourra se créer que sur la base d'un programme véritablement marxiste-léniniste, un programme se démarquant résolument du révisionnisme et de toutes les formes d'opportunisme. C'est dans cette lutte qu'est engagée la revue **UNITÉ PROLÉTARIENNE** et elle invite ses lecteurs à contribuer à son développement en nous écrivant, en nous faisant parvenir leurs critiques, en la diffusant auprès de leurs camarades de travail et leurs amis et finalement en contribuant à la soutenir financièrement.

On peut contacter la rédaction d'**UNITÉ PROLÉTARIENNE** à l'adresse suivante: Revue **UNITÉ PROLÉTARIENNE**, A/S 4933 De Grand Pré, Montréal, Québec, Canada.

EN LUTTE!

Beauce ..... C.P. 633, St-Georges Est, Qué.
Drummondville ..... C.P. 173, Drummondville, Qué.
Est du Québec ..... C.P. 219, Pointe-au-Père, Qué.
Halifax ..... C.. 7099, Halifax-Nord, N.-E.
Hull-Ottawa ..... C.P. 1055, Succ. B. Hull, Qué.
Joliette ..... C.P. 301, Joliette, J6E 3Z6, Qué.
Montréal ..... 4933 de Grand Pré (514-844-0756), Montréal, Qué.
Québec ..... 110 St-Vallier ouest (418-522-2186), Québec, Qué.
Regina ..... C.P. 676, regina, Sask.
Rouyn-Noranda ..... C.P. 441, Noranda, Qué.
St-Hyacinthe ..... C.P. 717, St-Hyacinthe, Qué.
Saguenay—Lac St-Jean ..... C.P. 424, Alma, Qué.
Sherbrooke ..... C.P. 871, Sherbrooke, Qué.
Sorel ..... C.P. 182, Sorel, Qué.
Thetford-Mines ..... C.P. 32, Thetford Mines, Qué.
Toronto ..... 2749 Dundas ouest (416-763-4413), Toronto, Ont.
Trois-Rivières ..... C.P. 1323, Trois-Rivières, Qué.
Vancouver ..... 2542 rue Kingsway (604-438-3121), Vancouver, C.-B.
Victoriaville ..... C.P. 797, Victoriaville, Qué.

Pour s'abonner ou correspondre, adressez-vous au journal:
a/s Librairie L'Etincelle, 4933 de Grand Pré, Montréal, Québec, Canada.

TABLE DES MATIÈRES

Editorial
La social-démocratie "de gauche", "radicale" et "eurocommuniste" 2

Correspondance
Quelques questions sur le socialisme et la révolution 8
Réponse d'UNITÉ PROLÉTARIENNE 9
Les communistes étudient le révisionnisme dans un seul but: le vaincre 10

Le début d'une nouvelle offensive contre l'impérialisme: la crise révolutionnaire en Iran 12

Le féminisme, drapeau de la bourgeoisie dans le mouvement des femmes 18
Classes sociales et divisions sexuelles 19
Du sexisme chauvin au sexisme féministe 20
Une nouvelle invention: "le mode de production domestique" 22
La lutte pour l'émancipation des femmes partie intégrante de la lutte pour le socialisme et le communisme 25

Le révisionnisme, c'est le capitalisme sans la propriété formelle des moyens de production:
Les dirigeants du PCC engagent la Chine sur la voie du capitalisme 27
Notes théoriques sur l'économie politique marxiste 36

A propos du livre de Charles Bettelheim, Questions sur la Chine après la mort de Mao Tsé-toung: Pas de dictature du prolétariat sans Parti prolétarien 43

Le mouvement communiste international en marche
La crise économique et financière dans le monde capitaliste 48
La lutte de classe dans le domaine politique durant la période du socialisme 53

page couverture: photo de femmes iraniennes lors de la libération des prisonniers politiques en Iran.

people" (planification pour le peuple) des sociaux-démocrates "de droite" et des boss syndicaux du CTC (dont il condamne le tripartisme), il oppose le slogan "planning with people" (planification avec le peuple). Il ne veut pas que la rationalisation de la structure industrielle du Canada se fasse au détriment du peuple et au seul bénéfice des monopoles.

Pour cela, selon Cy Gonick, la planification économique doit avoir pour but le "plein emploi" et l'"élimination des crises"; elle doit assurer la **"représentation ouvrière à tous les niveaux où se prennent les décisions"** (2)*; elle doit reposer sur une* **"expansion rapide du secteur public ("non-profit sector")** (3)*, grâce à la* **"nationalisation"** *des* **"200 plus grosses corporations"** *oeuvrant dans les domaines* **"manufacturier, minier et forestier"***, incluant aussi* **"les plus grosses banques et compagnies de finance, et quelques douzaines de compagnies dans les domaines de la distribution, des transports et des communications". (4)**

Pour ceux qui seraient tentés de voir dans ce projet les grandes lignes d'un programme révolutionnaire et pour ceux que l'idée même de révolution socialiste incite au sarcasme et à l'hystérie, notre stratège "populaire" a les paroles réconfortantes qui suivent:

> **"Ceci est loin d'être un programme révolutionnaire. Il faut le prendre pour ce qu'il est — un programme de réformes de structures. Son objectif est de retirer de la sphère du profit les secteurs clés du pouvoir économique et financier et de les mettre sous responsabilité politique." (5)**

Par quel tour de magie Cy Gonick va-t-il réaliser son objectif économique, comment va-t-il arracher tout le pouvoir économique à la bourgeoisie? Il affirme ne pas avoir de point de vue très articulé sur le sujet. Mais il est convaincu cependant que ça ne se fera pas d'une façon révolutionnaire, mais par des réformes, et pas n'importe quelles réformes, mais des réformes "démocratiques"... Socialisme démocratique (par opposition à la dictature du prolétariat), nationalisations, participation des ouvriers à la gestion des entreprises, stratégie industrielle, rejet de la révolution comme d'une idée farfelue, gauchiste et dogmatique, toutes ces idées ne dépassent pas l'horizon du réformisme social-démocrate. Mais elles sont plus gourmandes, plus "radicales", plus attrayantes aux yeux de ceux qui aspirent à de profondes transformations de la société; et par cela, elles sont plus insidieuses. Car sous le couvert d'une critique radicale du NPD, et par sa référence explicite à l'"eurocommunisme", cette tendance social-démocrate "de gauche" au Canada peut réussir à rallier certaines couches de la classe ouvrière désillusionnées par les trahisons répétées du NPD, tout en les maintenant dans les ornières du réformisme.

La nouvelle stratégie industrielle que propose Cy Gonick aura beau se présenter sous des airs plus radicaux, elle aura beau prôner l'autogestion et plus de nationalisations que le NPD, elle aura beau critiquer la stratégie industrielle du NPD, il n'en demeure pas moins qu'au plan politique elle propose le même cul de sac au prolétariat. C'est en effet à ce niveau que se rejoignent totalement les projets réformistes du NPD comme ceux de Cy Gonick. Nationaliser les grandes entreprises, pratiquer l'autogestion, opérer des réformes, même de "structure", c'est encore une fois de plus réformer le capitalisme tout en laissant intact le pouvoir d'Etat bourgeois, son Etat, sa dictature de classe. C'est semer des illusions criminelles dans la classe ouvrière, illusions qui ont pourtant déjà

mené la classe ouvrière a des échecs répétés, au Chili, entre autres. Cy Gonick nous propose peut-être une stratégie industrielle plus radicale que celle du NPD soit, mais son projet demeure sur le même terrain miné de la réforme du capitalisme, bref une stratégie qui, faute de s'attaquer à l'Etat bourgeois, au pouvoir politique de la bourgeoisie ne saurait être autre chose qu'une stratégie de renforcement du capitalisme, de déguisement de la dictature bourgeoise.

* * *

Contrairement à d'autres pays, comme la France, l'Italie et l'Espagne, le Canada n'a pas son parti révisionniste "de masse". L'opposition "antimonopoliste", représentée par le NPD et le Parti communiste canadien, n'a pas su élaborer un programme aussi cohérent et aussi alléchant que ceux du Parti communiste français et du Parti communiste italien. Il existe donc beaucoup de courants dits "de gauche" qui sont à la recherche de ce que Cy Gonick nomme le **"véhicule politique capable d'arracher le pouvoir aux corporations et leurs alliés". (*)**

Nous savons que les partis révisionnistes européens sont devenus des appareils politiques au service des intellectuels, cadres et ingénieurs salariés du grand capital monopoliste, et de ce que l'on nomme généralement les couches moyennes. La véritable base de classe de ces partis n'est plus le prolétariat, mais ces éléments à demi déclassés par le grand capital et les couches supérieures de la classe ouvrière. (*)

Au Canada, le parti révisionniste, le Parti communiste canadien, n'a pas réussi cette "percée" avec autant de succès. Il n'a pas encore posé les gestes qui lui auraient assuré l'appui de ces couches, notamment la critique de l'URSS et l'abandon formel du marxisme-léninisme. Que dans la foulée des sociaux-démocrates de gauche pour créer leur "véhicule politique" le PCC réajuste ses flûtes n'est pas chose impossible. Il a déjà sous le bras son fameux projet de "parti fédéré de masse" qui pourrait bien faire l'affaire.

Par ailleurs, la veulerie, la trahison et l'arrogance du NPD-CTC envers les couches les plus militantes du mouvement syndical canadien ont produit un état de crise, que la trahison envers les postiers dernièrement a considérablement aggravé. Des pans entiers de la forteresse du CTC critiquent sa direction, non seulement sur les questions de tactique syndicale, mais aussi sur des questions politiques centrales, comme le droit à l'autodétermination du Québec. Cette crise a fortement stimulé tous les courants à l'oeuvre dans le mouvement ouvrier canadien. Et les sociaux-démocrates de gauche n'entendent pas se croiser les bras.

Dans un tel contexte, il ne faudrait pas s'étonner que les idées de Cy Gonick fassent des petits. Et cela vaut autant pour le mouvement syndical au Québec, où certains des appuyeurs critiques du PQ lorgnent de tous bords tous côtés à la recherche d'une bouée politique plus reluisante, que pour des secteurs importants du mouvement syndical canadien.

Aux couches de la classe ouvrière désabusées et déçues par la trahison du NPD-CTC, les sociaux-démocrates de gauche brandissent les idées "eurocommunistes **de gauche**"

(*) Il est à cet égard significatif que le numéro spécial de *Canadian Dimension* sur l'"eurocommunisme" consacre un article à la description de la vie d'une cellule du PCF, cellule composée presqu'essentiellement de ce que les sociologues français nomment les "ITC (ingénieurs, techniciens et cadres)"! Pour ne pas effaroucher leur clientèle sans doute...

(radicalisme oblige), notamment celle des "réformes de structure" dans les usines elles-mêmes par la participation à la gestion des entreprises, et celle du militantisme syndical politisé. Aux couches de l'aristocratie ouvrière, des intellectuels salariés et de ce qu'elle nomme les couches moyennes, la social-démocratie de gauche offre un programme de transition pacifique et "démocratique" (lire: parlementaire) au socialisme, le tout appuyé par une campagne de dénigrement de la dictature du prolétariat et de la révolution socialiste.

Voilà comment, dans la conjoncture politique et économique canadienne, la social-démocratie de gauche entend créer le "véhicule politique" dont certaines fractions de la petite bourgeoisie et de l'aristocratie ouvrière ont besoin pour maintenir leur hégémonie sur le mouvement ouvrier.

* * *

Certes, devant des articles comme ceux de Cy Gonick, la tentation est forte de se limiter à la démonstration que ces idées ne sont que des rêveries puériles de la petite bourgeoisie, qu'elles sont des illusions destinées à leurrer la classe ouvrière. Elle est en effet risible, cette prétention d'arracher "pacifiquement et démocratiquement", par des "réformes de structure", les principaux leviers économiques et politiques de la bourgeoisie monopoliste. L'histoire a démontré que de telles illusions sont ou bien condamnées à végéter dans le cerveau des idéologues patentés de la petite bourgeoisie, ou bien elles sont responsables de la défaite de la révolution si, au moment d'une crise révolutionnaire elles parviennent à influencer le mouvement ouvrier. En ce qui regarde les fameuses "réformes de structure" des "eurocommunistes" et de Cy Gonick, le capital monopoliste a démontré qu'il n'y était pas du tout réfractaire, qu'il peut au contraire en réaliser lui-même et s'en servir pour récupérer les revendications des masses.

Il convient de retenir surtout que l'idéologie social-démocrate de gauche (ou "eurocommuniste de gauche") au Canada représente les intérêts de classe de certaines couches sociales qui se cherchent un "véhicule politique". Pour elles, il n'y a rien de risible ni d'illusoire dans leurs projets. En effet, il n'y a rien de risible dans la volonté de ces couches sociales de monter sur le dos du prolétariat pour se hisser jusqu'au sommet d'un capitalisme "socialisé" et "planifié", et d'en devenir les **gérants**. *Il y a là, par contre, un grand danger pour le prolétariat surtout, dans un pays où il ne s'est pas encore construit son parti révolutionnaire.*

La dernière manoeuvre politique des sociaux-démocrates de gauche montre que les aspirations au socialisme et les idées révolutionnaires se développent parmi les travailleurs canadiens. Qu'ils se sentent aujourd'hui obligés d'attaquer le marxisme-léninisme sur le terrain de "ce qui est marxiste et de ce qui ne l'est pas", comme l'illustre le numéro spécial de **Canadian Dimension** *consacré à l'eurocommunisme, montre que les idées du socialisme scientifique pénètrent dans les masses de notre pays. De la même façon que la marche de l'histoire les a contraints à mettre en sourdine leur tapage nationaliste, de la même façon aujourd'hui elle les oblige à s'affubler d'un masque plus "socialiste" et plus "marxiste" que les marxistes-léninistes. Il nous revient de leur arracher ce masque et de mettre à nu ce qui se cache derrière: le visage à deux faces de la social-démocratie et du révisionnisme.*

* * *

Les sociaux démocrates de gauche ont enfourché le même

cheval de bataille que le NPD et le CTC. A la stratégie industrielle du NPD de renforcement des monopoles canadiens, ils en opposent une autre, celle du renforcement des monopoles d'Etat agrémentée cette fois de "réformes de structures" et d'autogestion. Bref, les sociaux démocrates de gauche ont enfourché ce même cheval de bataille par lequel les grandes centrales syndicales canadiennes tentent présentement d'enrégimenter le mouvement ouvrier derrière l'appui au NPD pour les prochaines élections. Tout nous porte à croire que dans l'immédiat, à défaut de se donner son propre "véhicule politique", la stratégie industrielle de "gauche" de Cy Gonick ne mènera pas ailleurs qu'à l'appui "critique" au NPD, appui critique qui a d'ailleurs caractérisé tant les positions du défunt Waffle, que celles de la revue **Canadian Dimension**.

Mais il y a plusieurs raisons de ne pas sous-estimer l'importance politique de cette tendance naissante au Canada. Elle arrive à un moment où la social-démocratie "de droite" (NPD-CTC) et le nationalisme "pur" ont perdu de leur attrait pour des secteurs importants de la classe ouvrière et de la petite bourgeoisie. Par son caractère réformiste, par son démocratisme et sa haine de la révolution et de la dictature du prolétariat, mais aussi par son nationalisme latent, cette tendance est pour la petite bourgeoisie intellectuelle, pour l'aristocratie ouvrière et pour un certain nombre de nouvelles couches prolétariennes issues des rangs de la petite bourgeoisie, un habillement idéologique et un projet politique faits sur mesure.

---

1. *Canadian Dimension*, **Vol. 13, no 4, novembre/décembre, 1978**
2. **Idem, p. 11, (notre traduction)**
3. **Idem**
4. **Idem**
5. **Idem, p. 19**
6. **Idem.**

Un pas de plus pour faire d'UNITÉ PROLÉTARIENNE une arme tranchante contre les idées de la bourgeoisie

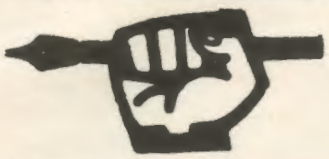
Depuis un an, dans le cadre de la défense du Projet de programme présenté par EN LUTTE!, nous avons dû utiliser la forme d'articles longs abordant sous tous leurs aspects des questions fondamentales de théorie: la question de l'Etat, des classes, du socialisme, etc. Quoique nécessaire, cette forme d'intervention a pu par le passé émousser le tranchant de la revue comme arme polémique contre les idées et les théories de la bourgeoisie. Voilà pourquoi, dorénavant, nous voulons utiliser davantage la forme des courts articles à la manière de certains articles déjà parus dans le numéro précédent. Plus encore, nous voulons élargir la capacité d'intervention de la revue sur toutes les questions chaudes de la conjoncture canadienne et internationale. Car, la lutte contre le révisionnisme et pour la défense du marxisme-léninisme sera d'autant plus efficace qu'elle se situera au coeur de la polémique.

C'est cette rectification que nous amorçons avec le présent numéro d'UNITÉ PROLÉTARIENNE. Aussi prenons-nous position en éditorial sur la nouvelle orientation des sociaux-démocrates "de gauche" qui, à travers la revue **Canadian Dimension**, s'engagent à nous servir un eurocommunisme "à la canadienne". C'est ainsi, à l'occasion de la célébration en mars de la Fête internationale des femmes, que nous abordons la question du féminisme dans ce qu'il a d'essentiellement réactionnaire: le rejet de la lutte des classes et du rôle dirigeant du prolétariat. C'est ainsi que nous avons recours, pour la première fois dans la revue, à la forme de l'entrevue pour fournir à nos lecteurs des éléments essentiels à la compréhension de la crise révolutionnaire en Iran.

C'est également au coeur de la conjoncture que nous inscrivons un court article pour mettre en garde les lecteurs de la revue sur la critique petite-bourgeoise et révisionniste du révisionnisme, précisément, telle qu'elle nous est livrée dans un livre récent de Bettelheim sur la dégénérescence du Parti communiste chinois. Enfin, deux autres articles permettent de faire un pas dans l'approfondissement de la critique du révisionnisme, en particulier de ce révisionnisme dont les dirigeants chinois actuels se font les défenseurs. Un premier article, sous forme de "notes théoriques", permet d'éclairer un débat fondamental, celui du lien à établir entre forces productives et rapports de production, en d'autres mots, entre révolution et développement de la production. Un deuxième article finalement mène directement la polémique avec les révisionnistes chinois, répondant à leur appel réactionnaire à se soumettre à la loi de la valeur.

Voilà qui illustre les efforts entrepris par notre Groupe pour faire d'UNITÉ PROLÉTARIENNE une arme plus tranchante dans la lutte des classes au niveau de la théorie. Ces efforts, nous entendons les poursuivre et les intensifier dans les mois qui viennent. Nous invitons nos lecteurs à contribuer à ces efforts en nous livrant leurs réflexions sur la forme de la revue, ou en intervenant directement au coeur du débat pour défendre la théorie révolutionnaire du prolétariat.

La rédaction d'UNITÉ PROLÉTARIENNE



Correspondance

APPEL À NOS LECTEURS

La presse communiste, ce n'est pas la propriété privée de quelques rédacteurs ou de quelques grands financiers en quête de profits. Non! La presse communiste, c'est d'abord et avant tout un outil de combat contre les idées de la bourgeoisie et pour l'affirmation du point de vue de la classe ouvrière. Et cela est aussi vrai pour une revue théorique qui mène la lutte pour la défense et l'affirmation de la **théorie révolutionnaire du prolétariat**, ce phare indispensable dans la guerre de classes, ce phare qui éclaire notre combat quotidien par l'expérience accumulée de la lutte plus que centenaire du prolétariat mondial.

Dans le combat entre les théories de la bourgeoisie et le marxisme-léninisme, la revue théorique est une arme essentielle qu'il nous appartient à **tous** de construire et d'éprouver. Car l'analyse objective de la société canadienne, car la formulation de la stratégie de la révolution socialiste, ne peuvent s'élaborer que dans le feu de l'action, que dans les premiers rangs du front de la lutte des classes. Voilà pourquoi, camarades, la correspondance à la revue est si importante car notre arme idéologique ne vaudra rien si chacun de nous ne prend pas la responsabilité de lui donner son tranchant et de la pointer vers le camp ennemi.

Nous ne devons pas avoir peur de la controverse. Bien au contraire, nous devons la rechercher car nous savons, nous communistes, que les idées justes, que la vérité, sont indissociables du combat, de la polémique contre les idées erronées, d'où qu'elles viennent et quels que soient les déguisements dont elles se parent. Ecrire à la revue, exprimer ouvertement son point de vue sur un aspect ou l'autre des questions décisives de programme, sur un aspect ou l'autre de l'analyse de la conjoncture et aussi sur la forme, l'orientation, les acquis et les faiblesses de la revue théorique, voilà non seulement une nécessité mais un devoir pour celui qui a à coeur en toute chose de faire triompher la vérité contre les falsifications de ceux qui cherchent à retarder notre marche en avant.

Qui peut et qui doit écrire à la revue? Tout le monde! Qu'il s'agisse d'un ami du mouvement marxiste-léniniste, d'un groupe progressiste ou d'un simple individu, tous doivent prendre l'initiative d'écrire à la revue pour marquer leur accord ou leur désaccord, pour faire part des controverses suscitées à l'occasion de l'étude ou de la discussion de la revue, pour indiquer les insuffisances, pour compléter ou rectifier des arguments à la lumière de leur propre expérience pratique ou de leurs connaissances particulières. Ecrire à la revue, ce n'est pas seulement écrire à l'équipe rédactionnelle, mais c'est aussi et surtout engager le débat à l'échelle de tout le Canada pour faire rayonner d'un éclat toujours plus vif ce grand phare qui nous mènera à coup sûr à la victoire.

Nous vous présentons dans les pages qui suivent deux lettres qui nous sont parvenues de nos lecteurs. Ces deux lettres se répondent l'une l'autre, elles expriment deux points de vue différents dans la lutte pour la révolution prolétarienne et contre le révisionnisme. La première, venant d'un camarade qui remet en question son engagement dans la lutte révolutionnaire, exprime un point de vue défaitiste face aux revers temporaires qu'a subi le mouvement révolutionnaire en Chine, ainsi qu'au Vietnam et au Cambodge.

Nous avons jugé bon de lui adresser une réponse particulière, compte tenu des nombreuses déformations et interprétations erronées qu'elle révèle chez son auteur. La seconde, quant à elle, fruit d'un débat entre plusieurs sympathisants du mouvement communiste sur la question du révisionnisme, entreprend de combattre justement le défaitisme qui pourrait gagner certains face à la confusion qui existe présentement dans le mouvement communiste international; elle entreprend d'y voir clair afin de vaincre le révisionnisme. Nous espérons que nos lecteurs s'inspireront de l'esprit de lutte qui caractérise les auteurs de cette deuxième lettre dans la lutte contre le défaitisme, esprit de lutte qui n'est pas de l'idéalisme, mais qui repose sur la conviction profonde que partout, quels que soient les pays, l'avenir appartient à la classe ouvrière et à la révolution prolétarienne.

Quelques questions sur le socialisme et la révolution

"(...) Un des principes fondamentaux du matérialisme dialectique nous enseigne que la contradiction fondamentale dans les sociétés de classes se situe entre le mode de production et le mode d'appropriation, ou, en d'autres termes, pour ce qui regarde la société capitaliste, que la contradiction fondamentale se situe entre le caractère privé de la propriété des moyens de production et le caractère social de la production.

Il découle de ce principe que plus se développent les forces productives, plus se développe aussi l'anta-

gonisme entre le caractère privé de l'appropriation et le caractère social de la production, cette contradiction devant se résoudre par le renversement révolutionnaire de l'ordre des choses ancien et l'instauration d'une société nouvelle (...)

Cependant, lorsque nous observons l'évolution de la société depuis l'apparition du capitalisme, nous observons principalement trois choses: a) les révolutions socialistes se produisent toujours dans des pays économiquement arriérés dont les forces productives sont par conséquent peu développées; b) dans les pays où se sont produites des révolutions prolétariennes, le capitalisme a toujours été restauré; c) jamais une révolution socialiste ne s'est produite dans un pays économiquement développé.

Que nous prenions l'exemple de l'URSS, de la Chine ou même de l'Albanie, tous ces pays sont passés d'un état de développement économique et industriel arriéré, où la condition des ouvriers était lamentable, à un Etat socialiste où les conditions de vie et de travail des ouvriers se trouvaient grandement améliorées du fait de la socialisation des moyens de production. (...) Le fait est que jusqu'à ce jour, toutes les révolutions socialistes se sont produites dans des pays arriérés. Ce fait me semble indéniable.

Mais un autre fait nous vient aussitôt à l'esprit, et c'est que tous ces pays ayant atteint un certain degré de développement, **grâce à la socialisation des moyens de production,** ont vu le capitalisme être restauré. On pourra opposer ici l'exemple de l'Albanie, j'en conviens. Cependant, nous sommes très peu au courant de ce qui se passe en Albanie d'une part, et d'autre part, celle-ci ne cherche-t-elle pas à étendre et à développer ses relations commerciales avec les pays capitalistes, notamment avec les pays d'Europe de l'Ouest? N'est-ce pas par le développement de liens commerciaux avec les pays capitalistes que le socialisme fut d'abord miné dans ces pays que nous avons "autrefois" qualifiés de socialistes? (...)

Si nous admettons que toute société doit passer par une période de développement socialiste relativement longue avant d'arriver au communisme, ne devrions-nous pas admettre aussi que les sociétés arriérées doivent passer par une période de développement capitaliste plus ou moins longue avant de passer au socialisme, de façon que le développement des forces productives corresponde toujours à la forme de société adéquate? Cela serait conforme au principe marxiste-léniniste qui dit qu'à un tel degré de développement des forces productives doit **nécessairement** correspondre telle forme de société, ou telle forme d'organisation sociale.

Cependant, ici s'insère la troisième observation dont nous avons parlé plus haut. Puisqu'à tel degré de développement des forces productives doit nécessairement correspondre telle forme d'organisation sociale, il doit donc exister, sous le capitalisme, un degré de développement des forces productives à partir duquel la société est mûre pour la révolution socialiste. (...) Il n'est pas besoin d'insister longuement pour démontrer que jamais une révolution socialiste ne s'est produite dans un pays capitaliste avancé.

Nous nous retrouvons donc, par conséquent, devant l'alternative suivante: ou bien nulle part au monde les forces productives n'ont atteint un degré de développement suffisant pour correspondre à une organisation socialiste de la société; ou bien le processus d'évolution de la société tel que décrit par Marx et Engels ne vaut plus pour la société capitaliste.

Nous aurons beau tenter de nous convaincre et de convaincre la classe ouvrière en répétant de façon incantatoire que l'impérialisme, c'est la veille de la révolution, la réalité concrète quant à elle ne cessera pas pour autant de nous hurler de façon implacable que la révolution socialiste n'est nulle part ailleurs plus "éloignée" que dans les pays capitalistes avancés, c'est-à-dire dans les pays impérialistes. (...)"

Un lecteur
d'UNITÉ PROLÉTARIENNE

Réponse d'UNITÉ PROLÉTARIENNE

Si les erreurs théoriques et les analyses superficielles contenues dans cette lettre sont en elles-mêmes un motif sérieux de réplique, sa prétention à utiliser le marxisme pour prouver que Marx et Engels se sont trompés, pour mettre en doute la nécessité de la révolution socialiste et pour suggérer la liquidation de l'organisation révolutionnaire nous en fait une obligation majeure.

L'auteur croit avoir exprimé la conception marxiste-léniniste de l'histoire et de la révolution quand il affirme que *"plus se développent les forces productives, plus se développe aussi l'antagonisme entre le caractère privé de l'appropriation* **(ou propriété privée des moyens de production — n.d.l.r.)** *et le caractère social de la production, cette contradiction devant se résoudre par le renversement de l'ordre de choses ancien et l'instauration d'une société nouvelle."* **En d'autres mots, la révolution survient dans l'histoire en raison du** *développement* **des forces productives. Nous avions toujours pensé le contraire, à savoir que la révolution, ou encore, pour employer les termes de Marx, "une époque révolutionnaire" survient en raison d'un** *non-développement* **des forces productives, c'est-à-dire quand les** *rapports de production* **deviennent un frein à leur développement. S'il est juste de dire que la révolution s'impose** *au terme* **d'une phase de** *développement* **des forces productives, il est par contre erroné de dire que les contradictions inhérentes à un mode de production s'aiguisent en raison du** *développement*

des forces productives. C'est plutôt parce qu'elles ne peuvent se développer davantage, qu'elles stagnent dans le cadre de rapports de production périmés, que les forces productives entrant alors en opposition avec ces rapports de production, activent le phénomène de la révolution.

Essayons de mettre un peu d'ordre dans tout cela. Si la révolution socialiste a vaincu d'abord dans les pays économiquement arriérés, c'est en raison de l'extrême tension qui existait là entre les rapports de production et le développement des forces productives. Ces pays sont soumis à la fois aux tensions provoquées par le maintien des rapports féodaux ou semi-féodaux et aux tensions propres au capitalisme parvenu à son stade suprême, le stade impérialiste. Ainsi, avant même que dans ces pays le capitalisme ait atteint sa maturité, ils subissent déjà les contradictions et l'exploitation de l'impérialisme. De cette combinaison surgit une situation explosive et la révolution.

Mais quelle révolution? Pourquoi la révolution socialiste? Pourquoi pas une révolution bourgeoise visant à développer le capitalisme? Pour la simple raison que dans ces pays, le capitalisme ne peut plus être une voie réelle de progrès social et économique. Aussi n'est-il pas rare de constater dans nombre de ces pays comment l'impérialisme se marie bien avec la réaction féodale du point de vue politique. Seule la révolution socialiste, en sortant ces pays de la chaîne impérialiste où ils ne seront jamais rien d'autre que des pays dominés, pauvres et sous-développés, permet de libérer les forces productives et de résoudre les problèmes sociaux et économiques.

Concernant maintenant les pays capitalistes avancés où la révolution tarde à triompher du capitalisme. Au lieu de fournir une analyse concrète de ce problème, l'auteur se contente de formuler une "alternative": ou bien les conditions ne sont pas encore mûres pour le socialisme, ou bien Marx et Engels se sont trompés.

Nous voilà bien avancés!

L'auteur a dû déjà entendre parler du lien qui existe entre l'opportunisme dans le mouvement ouvrier et l'impérialisme. Il a dû entendre parler de ce fait que l'impérialisme, en raison précisément de la surexploitation à laquelle il soumet les peuples du monde, est en mesure de corrompre une couche d'ouvriers dans son propre pays. Or, ce fait est fondamental pour expliquer le retard des conditions nécessaires à la révolution. Et c'est l'aspect central du problème que nous examinons ici. Car les conditions économiques générales du capitalisme ont depuis longtemps déjà atteint leur maturité, c'est-à-dire ce stade au-delà duquel la révolution devient possible et nécessaire. La thèse de l'auteur selon laquelle il faudrait attendre un plus grand *développement* des forces productives *avant* de songer à faire la révolution socialiste dans ces pays est absurde. Car dans ces pays, la réalité du système économique fait qu'il ne peut se maintenir sans freiner, dans une certaine mesure, le développement des forces productives comme l'illustrent les crises et les guerres impérialistes.

Le retour au capitalisme dans les pays autrefois socialistes est abordé par l'auteur d'un point de vue tout aussi abstrait et métaphysique. Ayant constaté qu'un grand nombre de ces pays ont abandonné la voie socialiste, il se met à la recherche d'*une* réponse qui pourrait expliquer tous ces phénomènes. Qu'il y ait là des constantes et des leçons générales à tirer, on ne peut le nier. Mais on ne peut prétendre tout ramener à une seule hypothèse, comme le fait l'auteur, et surtout pas à sa "thèse des forces productives en développement".

L'exemple de l'URSS illustre bien notre propos: voyant que la révolution socialiste n'éclatait pas dans les pays avancés, Lénine montra comment il serait difficile, dans ces conditions, d'édifier le socialisme en Russie, que ça ne se ferait pas sans détours, tâtonnements et erreurs. *Mais il n'y avait pas d'autre voie.* Les "alternatives" à la manière de l'auteur de la lettre, il n'y en avait que dans la tête de gens comme Kautsky et cie, avec les résultats que l'on sait.

Qu'aujourd'hui il y ait des retours en arrière, c'est une chose avec laquelle le prolétariat révolutionnaire devra compter, dont il devra tirer les leçons pour les combats à venir. Car, voyez-vous, tout comme les autres classes révolutionnaires de l'histoire, lui non plus n'a pas le choix. S'il en est parmi nous qui voient un autre chemin, qu'ils s'empressent de nous l'indiquer. Mais de grâce, qu'ils nous préservent de leurs "alternatives" ou de leur "perplexité", surtout de celles qui prétendent utiliser le marxisme-léninisme pour liquider la révolution!

La rédaction
d'UNITÉ PROLÉTARIENNE

"Les communistes étudient le révisionnisme dans un seul but : le vaincre"

C'était là le thème d'une session d'étude, à laquelle nous avons participé récemment, et l'essentiel de ce que nous en avons retenu.

Au moment, où il nous apparaît clairement que le Parti communiste (PC) chinois s'engage de plus en plus sur la voie du révisionnisme, plusieurs d'entre nous se sont sentis découragés et démobilisés par cette trahison.

Plusieurs se posaient la même question: Comment un groupe communiste, jeune et relativement inex-

périmenté comme EN LUTTE! pouvait-il prétendre lutter efficacement et réussir à vaincre le révisionnisme, alors que de grands partis aguerris comme le PC de l'Union soviétique et le PC chinois, qui ont connu la guerre civile et ont réussi à prendre le pouvoir dans leur pays respectif, ont tour à tour trahi les intérêts du prolétariat.

Poser la question de cette façon, nous amenait à conclure que le révisionnisme était un processus historique inévitable.

De plus, notre connaissance concrète du développement du révisionnisme en Chine, par exemple, était faible et se résumait pour certains à penser qu'il avait dû y avoir des politiques erronées mises de l'avant pour en arriver à la situation actuelle. D'autres, malgré une connaissance des dernières politiques du PC chinois, n'arrivaient pas à comprendre le soudain revirement des dirigeants et l'importance qu'avait la question du révisionnisme dans notre pays à l'heure actuelle.

La session d'étude nous a permis de nous rendre compte des différentes formes qu'a pris le révisionnisme dans l'histoire; que derrière le prétexte des "conditions particulières" sous lesquelles se cache un relent de nationalisme, ou celui d'une "nouvelle époque" que claironnent les tenants de la théorie des trois mondes, il y a avant tout un refus de l'application des principes marxistes-léninistes, camouflé derrière un drapeau rouge.

Or, il est facile de répéter mécaniquement des principes sans comprendre pourquoi ils sont justes et comment les appliquer correctement dans notre pays. Les exemples de cette application mécanique des principes sont nombreux: actuellement en Chine, les dirigeants consolident les inégalités de salaire et généralisent les stimulants matériels à la production, sous prétexte que sous le socialisme le principe qui règle les salaires est "de chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail" et que c'est seulement sous le communisme qu'on pourra appliquer le principe "à chacun selon ses besoins". **On a cependant oublié que la période du socialisme en est une de lutte pour arriver au communisme et non une période de consolidation du droit bourgeois! (...)**

Malgré cette certitude, et les nombreuses réponses sur la question du révisionnisme que nous a apportées la session d'étude, plusieurs questions restent en suspens. Par exemple: la Révolution culturelle en Chine; plusieurs ont interprété cette période comme le "grand happening chinois". Ne s'agissait-il pas plutôt d'un vaste mouvement de mobilisation des masses contre la direction révisionniste du parti? Quel rôle a joué le parti à ce moment-là? Ces deux questions reposent tout le problème du rôle dirigeant du parti et de l'application du centralisme démocratique.

Plus près de nous au Canada, beaucoup de questions restent à éclaircir sur la dégénérescence du PC canadien, sur sa politique des fronts unis par exemple qui l'a conduit à appuyer King contre Bennett sous le prétexte du "moins pire". Politique dont le résultat a été l'affaiblissement du prolétariat et le renforcement de notre bourgeoisie nationale au Canada et dans plusieurs pays du monde, conséquence directe du front uni mondial anti fasciste.

Ces questions d'une importance capitale pour le mouvement marxiste-léniniste ne doivent pas être laissées dans les seules mains d'intellectuels ou de quelques spécialistes. Tous doivent se faire un devoir de les étudier, c'est là une condition essentielle pour éviter la dégénérescence d'un groupe ou d'un parti communiste.

Pour conclure, nous tenons à ajouter que la session d'étude nous a permis de comprendre que le révisionnisme ne va pas de soi, qu'il y a des raisons objectives à son développement. La meilleure arme pour le vaincre, c'est d'abord la conviction que les principes marxistes-léninistes sont justes et que l'étude du révisionnisme nous donnera les moyens nécessaires pour en comprendre les sources, en identifier les différentes manifestations, et par conséquent pour pouvoir le combattre consciemment.

Pour atteindre cet objectif, il ne suffit pas de développer une conscience concrète de la lutte des classes, il faut être convaincu que seul le marxisme-léninisme peut conduire la classe ouvrière à la victoire sur les exploiteurs et ne pas se se décourager.

En effet, nous ne devons pas rester des spectateurs honnêtes mais passifs devant ce qui se passe en Chine, à l'échelle internationale et dans notre pays.

Au contraire, nous devons adopter une attitude de combat face au révisionnisme et asseoir solidement notre offensive, d'une part, sur les principes marxistes-léninistes et, d'autre part, sur le développement de notre connaissance du révisionnisme pour le démasquer partout où il se manifeste.

Un lecteur
d'UNITÉ PROLÉTARIENNE

Le début d'une nouvelle offensive contre l'impérialisme

Entre le moment où ces lignes sont écrites et le moment où elles seront lues, bien des affrontements auront eu lieu en Iran. Des gouvernements seront tombés peut-être. Peut-être aussi que la mitraille fasciste aura tonné. Au moment où nous avons rencontré des camarades iraniens en vue de rédiger cet article, le gouvernement Bakhtiar tenait encore à un fil, celui que le peuple en arme aura eu tôt fait de couper. Ce qui ressort de cette longue discussion avec nos camarades iraniens, c'est qu'au-delà des événements immédiats, la révolution iranienne est en marche et elle marque à sa façon le début, sans doute, de tempêtes révolutionnaires à l'échelle du monde. Alors que les puissance impérialistes, USA et URSS en tête, rivalisent, en Iran comme ailleurs, alors que les réactionnaires et les fascistes tirent sur le peuple avec les tanks et les fusils mitrailleurs, se dresse la force populaire trop longtemps contenue et qui aujourd'hui se soulève comme un volcan. Ce qui s'est passé en Iran, la chute du "roi des rois" et de son rejeton Bakhtiar a eu pour les impérialistes l'effet d'une bombe. Le Pentagone et le CIA n'avaient tout simplement pas prévu ça. Voilà pourquoi ils inventent toutes sortes de mensonges et font appel à tous les vieux fantômes pour cacher cette vérité qu'ils ne veulent admettre: la révolution. Ainsi est née la fable du fanatisme religieux et même du "culte de la mort" pour cacher l'héroïsme du prolétariat et du peuple iraniens.

Heureux de vous décevoir, messieurs les impérialistes: ce qui est dans le coeur des masses iraniennes et les fait se dresser contre vos canons, ce n'est pas le "culte de la mort" ou la religion, mais c'est la volonté indéfectible de mettre fin à la misère et à l'oppression extrême dont vous êtes les responsables. Ce que nous verrons dans cet article, bâti à partir d'une entrevue avec des camarades iraniens, c'est que la crise révolutionnaire en Iran, bien loin d'être le résultat d'une insatisfaction passagère, est la marque de profondes contradictions de classes. Et, pour comprendre ces contradictions de classes et les événements qu'elles engendrent, il faut comprendre les conditions économiques qui font agir les classes et, en tout premier lieu, la réalité de la domination impérialiste sur l'Iran.

En même temps, cet article constitue une première tentative d'éclairer par l'analyse concrète la situation économique des pays sous-développés et dépendants de l'impérialisme, situation qui demeure encore souvent abstraite pour les communistes et les masses de notre pays. Les éléments rapportés par nos camarades iraniens aideront, croyons-nous, à éclairer le rôle que jouent les différentes classes de la société iranienne, ils aideront à faire comprendre que la tâche historique qui confronte le prolétariat iranien aujourd'hui c'est de réaliser la révolution prolétarienne, de prendre la direction des masses exploitées du pays pour en finir à jamais de toute domination impérialiste, finalement pour engager la révolution iranienne sur la voie de la révolution socialiste.

Pain, toit et liberté

La première question que nous avons posée à nos camarades iraniens était un peu naïve: que veut le peuple iranien? Quelles sont les revendications mises de l'avant au cours des manifestations et des grèves? Eh! bien, ça dépend des classes... Certes, il y a des revendications immédiates qui identifient de façon commune la misère et l'oppression de toutes les classes opposées au régime du shah. C'est cela que nous a dit un de nos interlocuteurs en nous rappelant ce slogan qui s'est répandu comme un baril de poudre aux premiers moments des grandes manifestations de masse: *"pain, toit et liberté"*.

Car ce qui pousse d'abord la paysannerie, classe majoritaire en Iran (*), à s'opposer au régime du shah, c'est la misère exécrable dans laquelle elle baigne, surtout depuis, comme nous allons le voir, que la "révolution blanche" du shah — plus précisément de l'impérialisme américain et ses douze économistes d'Harvard — ont détruit l'agriculture de l'Iran et dépossédé de leurs terres des dizaines de milliers de paysans.

Car, ce qui pousse les ouvriers dans la rue, c'est cette journée de 10, 12 et 14 heures de travail dans les pires conditions. C'est le droit de grève réprimé à coup de mitraillettes, c'est le chômage et c'est la faim.

Car, ce qui pousse la petite bourgeoisie urbaine dans la lutte, et aussi les autres classes opprimées, c'est la crise du logement avec des augmentations de loyer de 100%, c'est l'inflation qui atteint les 50%.

(*) La population paysanne est estimée à 50 ou 60% de la population iranienne (environ 35 millions au total).

La crise révolutionnaire en Iran

Car, ce qui pousse la bourgeoisie nationale dans la rue, c'est qu'elle est ruinée par l'impérialisme qui déverse ses surplus de production sur le pays afin de faire porter sur les épaules des pays dépendants sa crise économique qui ne cesse de s'amplifier.

Et ce qui pousse aussi toutes ces classes dans le mouvement d'opposition, même si c'est pour des objectifs différents, c'est le mot d'ordre de liberté face à ce régime sanguinaire du shah avec ses 100,000 prisonniers politiques, sa SAVAK, cette police secrète qui n'a rien à envier à la Gestapo, et avec ses horreurs comme Abadan où le shah a fait brûler vif plus de 800 personnes, et avec ses 30,000 morts en 1978 seulement!

Voilà ce qui a amené les masses dans les rues. Mais, derrière ces revendications politiques immédiates qui rallient l'ensemble des masses autour d'un objectif unique se dessine la situation économique différente de chaque classe et des projets politiques très différents.

Mais pour qu'on comprenne bien ce que représente le régime du shah et comment, suivant nos camarades iraniens, l'impérialisme, par son intermédiaire, a réduit l'Iran à l'état de semi-colonie, nous avons demandé à nos camarades de nous parler de la classe dirigeante iranienne: la bourgeoisie compradore et bureaucratique (*).

D'un Impérialisme à l'autre

"Vers 1856 et la deuxième moitié de 1856, l'Iran est devenu un pays semi-colonial. A ce moment les puissances coloniales principales étaient la Russie et l'Angleterre. Ces deux puissances coloniales, et plus tard impérialistes, étaient presque nez à nez en terme d'influence en Iran. Géographiquement, à certains moments, le Nord du pays appartenait aux Russes et le Sud à l'Angleterre. Il y a même eu une entente formelle en 1907 entre les Russes et les Anglais pour diviser le pays en deux, le Nord aux Russes, le Sud aux Anglais. Mais, l'Iran n'est jamais devenu une colonie et cela principalement à cause de la lutte du peuple qui n'a pas permis que son pays devienne la colonie d'une certaine puissance.

On parle plutôt de semi-colonie dans ce sens que la monarchie iranienne, comme forme de gouvernement national, a été maintenue. Aussi, les puissances impérialistes n'ont jamais eu le contrôle total de l'Iran. C'est différent de l'Inde par exemple et de tous ces autres pays sous domination anglaise. Aux Indes, les impérialistes dirigeaient directement le pays avec un chancelier, etc. Mais cela ne s'est jamais produit en Iran.

Quoique cela se soit presque produit, particulièrement au début du siècle, alors que les Russes et les Anglais ont divisé le pays, aucun d'entre eux, aucun pays en particulier n'a jamais contrôlé le pays. Il a toujours eu une rivalité entre eux. C'est seulement après la révolution soviétique que Lénine a cassé tous les contrats impérialistes que la Russie avait envers l'Iran. Aussi, après la révolution russe, les Anglais sont devenus la puissance dominante en Iran.

Maintenant, revenons aux compradores. Au moment où ces deux pays dominaient l'Iran, ils commencèrent à y constituer une classe d'agents. D'abord, ils apportèrent leurs produits. Au même moment, la seconde moitié du 19ième siècle, la bourgeoisie nationale en Iran commençait à se développer. Il y avait de toutes petites industries et du commerce. Mais, quand les impérialistes sont arrivés, et en particulier ces deux pays, la bourgeoisie nationale a pratiquement arrêté de se développer. Seulement une section de cette bourgeoisie a pu survivre en parallèle, mais sans pouvoir compétitionner avec les impérialistes. C'est par la suite que la bourgeoisie nationale s'engagea dans la révolution au début du 20ième siècle, plus précisément dans les années 1905-06. C'était principalement une bourgeoisie marchande. Au cours des premières étapes de la révolution, c'est la petite bourgeoisie qui a pu prendre la direction à certains moments. C'est là que la révolution fut la plus radicale et prit la forme d'une insurrection armée contre les Britanniques et les tsaristes. Mais, plus tard, c'est la grande bourgeoisie nationale qui reprit la direction. Très liés avec l'un ou l'autre pays impérialiste, ces bourgeois mirent un frein à la révolution et firent des compromis, spécialement avec les Anglais.

Dès ce moment, il est apparu clairement que la bourgeoisie nationale n'avait pas une vision claire de l'impérialisme. En majorité, elle pensait que la Russie tsariste était impérialiste mais qu'avec les Anglais, c'était différent. Par exemple, il y a eu deux dirigeants religieux, représentants de la bourgeoisie marchande, qui sont allés à l'ambassade britannique. Ils se sont assis et ont demandé de l'aide. Il pensaient que les Anglais étaient différents parce qu'ils jouaient le fin jeu, allant même jusqu'à prétendre supporter la révolution contre la Russie tsariste.

Bien sûr, c'est la même histoire qui s'est répétée avant 1953 à l'époque du Front national. La bourgeoisie pensait que les Etats-Unis étaient différents des Anglais. Les événements se chargèrent de leur prouver le contraire: les Etats-Unis sont venus à l'aide des Britanniques et organisèrent le coup d'Etat de 1953 contre la bourgeoisie nationale. Aussi, cette vision confuse de l'impérialisme de la part de la bourgeoisie nationale leur a coûté deux chances de réussir leur révolution: la révolution constitutionnelle de 1906 et le Front national de 53. Après 1953, les Etats-Unis

---

(*) Tel que l'ont utilisé nos camarades iraniens, le terme compradore désigne le caractère d'une bourgeoisie qui n'a aucun intérêt propre autre que de gérer le capital impérialiste étranger et d'en tirer certains bénéfices à l'intérieur d'un vaste système de corruption. Le terme bureaucratique désigne cette section de la bourgeoisie compradore qui gère l'appareil d'Etat. Enfin, le terme de semi-colonie désigne ce fait que l'Iran a été dominé depuis plus d'un siècle par l'une ou l'autre puissance impérialiste sans avoir été annexé politiquement par une puissance impérialiste à l'exemple de l'Algérie, de l'Indochine, etc.

Au plus fort de la lutte de masse qui a amené le départ du shah, les employés de bureau et les caissiers de plusieurs banques sont massivement entrés dans le mouvement de grève. Mais avant de débrayer les travailleurs de la banque Markazi ont systématiquement colligé les registres de la banque pour dresser la liste des plus gros voleurs de l'Iran. Puisqu'il fallait bien s'arrêter quelque part, ils ont finalement limité leur liste à 180 noms d'individus qui ont fui l'Iran devant l'imminence de la destitution du shah. Chacunde de ces personnes a ainsi volé un minimum de $1.4 millions à l'Iran. Voici une reproduction de cette liste, telle que partiellement imprimée dans le journal **Résistance** de la Confédération internationale des étudiants iraniens (Union nationale) aux Etats-Unis (décembre 1978, p. 13)

NOM	POSITION	MONTANT DU VOL
Hushang Ansari	Directeur de la Compagnie nationale de pétrole en Iran	$68.5 millions
Jamshid Amouzegar	Ex-premier ministre en Iran	$6.0 millions
Mehrdad Pahlbod	Beau-frère du shah, ex-ministre de la Culture et des Arts	$223.0 millions
Général Khatemi	Directeur de Air-Iran; tué par le peuple	$9.1 millions
Deux des fils de la soeur jumelle du shah, Ashaf La nièce du shah	Propriétaires de grosses industries	$113.0 millions
Général Gholam Oveisi	Chef de la loi martiale à Téhéran	$17.0 millions
Parviz Sabeti	Directeur-adjoint de la SAVAK	$19.0 millions
Nom non-révélé	Un ministre du cabinet	$40.0 millions
Sénateur Ali Rezazi	Industriel de l'acier à Majlis	$53.0 millions
Reza Fallah	Membre du conseil d'administration, NIOC	$271.0 millions
Zarghami	Ex-commandant en chef de l'armée impériale iranienne	$50.0 millions
Ahmad Khayami	Riche industriel comprador	$271.0 millions
Safie Asfia	Ex-ministre du cabinet	$45.0 millions
Shams-ol-Molook Mosaheb	Sénateur	$28.0 millions
Jahan Shah Saleh	Médecin de l'impératrice Farah	$37.0 millions
Dr. Diba	Oncle de l'impératrice; ex-ministre de la Santé; ex-chancelier de l'Université de Téhéran	$44.0 millions
Dr Ayadi	Médecin du shah	$270.0 millions
Nori Esfandiari	Ex-officiel gouvernemental	$80.0 millions
Ahmad Kashani	Riche industriel comprador	$85.0 millions
Sali Nikpour	Riche industriel comprador	$221.0 millions
Ahmad Nabi-pour	Ex-officiel gouvernemental	$16.0 millions
Jaffar Mansourian	Ex-officiel gouvernemental	$21.0 millions
Fatimeh Kazineh Alam	Parent de l'ex-premier ministre	$27.0 millions
Admiral Zelli	Admiral de la Marine impériale iranienne	$37.0 millions
Hooshang Arbabi	Secrétaire-adjoint de l'aviation	$32.0 millions
Hossein Ramzi Atali	Ex-commandant en chef de la marine impériale iranienne	$35.0 millions
Dr. Ram	Ex-ministre des Affaires intérieures	$23.0 millions
Dr. Ali Amini	Ex-premier ministre	$27.0 millions
Vahab Zadeh	Riche industriel comprador	$62.0 millions
Hooshang Sabeti	Tortionnaire en chef de la SAVAK	$17.0 millions
Général Ehtemad Moghadam	Armée impériale iranienne	$21.0 millions
Manoucher Rezaii	Riche industriel comprador	$16.0 millions
Rahim Ali Khorram	Député de Majlis	$79.0 millions
Yassini	Riche industriel comprador	$87.0 millions
Farman-Farmaian	Riche industriel	$47.0 millions
Esfandiari	Riche industriel comprador	$37.0 millions
Ahmad Akhavan	Riche industriel comprador	$27.0 millions
Hossein Doha	Sénateur à Majlis	$21.0 millions
Cyrus Arjmand	Propriétaire d'usine	$95.0 millions
Rasoul Rahimi	Ex-officiel gouvernemental	$82.0 millions
Dr. Seyed Hassan Emami	Mullah en chef de la cour du shah	$21.0 millions
TOTAL		$2,836,000,000.

Cette somme ne comprend pas le vol de $1.8 milliard perpétré pendant plusieurs en 1978 par un neveu du shah, un fils de Ashraf. Cette somme ne comprend pas non plus le compte en banque du shah qui est évalué à au moins $25 milliards.

devinrent la principale force impérialiste en Iran.

Avant la révolution constitutionnelle, la famille qui constitua la monarchie était très corrompue. Les membres de cette famille étaient réputés pour leurs harems et la dilapidation de l'argent du pays pour leur propre bien-être. Vendant le pays pour quelques milliers de livres, on les retrouvait en voyage en Angleterre par exemple. Ils étaient littéralement achetés par l'Angleterre. Par exemple, un des premiers contrats qu'ils ont signé donnait aux Anglais l'autorité sur la manutention du tabac en Iran, sur l'achat et la vente. C'est cela d'ailleurs qui est à l'origine du premier mouvement anti-impérialiste en Iran. Or, au moment même où le peuple organisait le boycottage du tabac, un des dirigeants religieux, celui-là même qui était allé pactiser avec les Anglais, se rendit au consulat britannique et commença à fumer. C'était un agent des Britanniques et c'était un des deux dirigeants de la révolution constitutionnelle au moment où la bourgeoisie occidentale l'emporta.

Dans cette période, la plupart des secteurs vitaux de l'économie étaient concédés aux pays impérialistes en échange d'argent et de pots-de-vin, principalement au profit de la famille royale. Par exemple, les douanes au Sud étaient données aux Anglais, les douanes au Nord étaient données aux Russes. La construction des chemins de fer était concédée aux Anglais, alors que les droits de pêche revenaient aux Russes.

Et les compradores d'aujourd'hui? L'industrie est gérée principalement par les compradores. Par exemple, pour l'industrie automobile le capital est américain, japonais, français, etc. Chevrolet a établi une filiale qui produit sous un nom iranien mais tout est importé. Des Renault, des Chrysler, des Citroën, des Fiat sont fabriquées en Iran. C'est comme pour Pepsi-Cola ou Coca-Cola par exemple. Formellement, c'est un Iranien qui dirige. Mais, tout l'argent et le capital proviennent des banques. La Chase Manhattan, par exemple, a 30% des parts. Ce sont des compradores qui sont des agents des Américains et qui obtiennent en retour certaines parts. Puis, avec l'argent qu'ils obtiennent, ils réinvestissent encore sous forme d'entreprises conjointes ("joint venture") et en coopération avec des puissances impérialistes étrangères".

Devant ce tableau dressé par nos camarades iraniens de la bourgeoisie compradore, nous nous sommes demandé s'il n'était pas possible que ce "capital iranien" amassé à même les bénéfices du pillage impérialiste de l'Iran puisse être à l'origine d'un nouveau type de bourgeoisie nationale possédant son propre capital financier. A cela nos camarades ont répondu en montrant comment l'impérialisme s'est toujours développé en Iran en ruinant la bourgeoisie nationale.

"Les Américains, la première chose qu'ils ont fait, c'est de ruiner la bourgeoisie nationale iranienne, pavant ainsi la voie à leur propre implantation en Iran. Au moment de la prétendue "révolution blanche" en 63, les USA avaient déjà le contrôle de l'économie et ça depuis 53. Aussi, l'objectif de cette prétendue révolution n'était pas de constituer une bourgeoisie nationale, mais de faire pénétrer plus profondément encore le capital financier dans les villages.

Il y a un autre secteur de la bourgeoisie dont il faut parler, à savoir la bourgeoisie bureaucratique, ce secteur des compradores qui dirige le pays au niveau gouvernemental. Et une des contradictions importantes au pays, a toujours été la contradiction parmi les classes réactionnaires. Et on peut voir qu'à certains moments, cette contradiction est très aiguë.

Il y a une bataille entre la famille royale et les autres secteurs des compradores. Par exemple, il y a 3 ou 4 ans, le shah a envoyé quelques compradores en prison sous le prétexte de lutter contre la corruption. En fait, le régime visait deux objectifs principaux. Le premier, c'était d'éliminer les petits capitalistes — en autant qu'il en restait pour monopoliser encore davantage différents secteurs de la bourgeoisie, par exemple le marché de la viande.

Les bouchers en Iran étaient principalement de petits bouchers répartis à travers le pays. Ce n'est pas comme Steinberg qui contrôle par exemple une bonne partie du marché de la viande au Canada. Mais les compradores pensaient faire plus d'argent en monopolisant ce secteur. Aussi, ont-ils promulgué cette prétendue loi anti-corruption concernant les bouchers, prétextant qu'ils vendaient trop cher leur viande. Ils ont mis le cadenas sur les boucheries, emprisonné les bouchers à moins qu'ils ne s'acquittent d'une amende, disons $2,000. Avec ça, et aussi d'autres lois, ils ont établi qu'il ne devrait plus exister autant de petites boucheries. Aussi, ont-ils monopolisé ce secteur, après avoir complètement ruiné les petites boucheries. Et cet exemple des boucheries, on le retrouve dans tous les autres secteurs.

La campagne anticorruption visait les petites entreprises, mais aussi les rivaux de la famille du shah. Un certain nombre d'entre eux ont été envoyés dans d'autres villes, de Téhéran vers les parties plus au sud de l'Iran. Certains ont été emprisonnés pour 3 ou 4 mois ou ont été harassés par les agents de l'impôt. Aujourd'hui, certains parlent de ces événements comme d'un coup d'Etat de la famille royale contre les autres compradores. Et le parti Rastakhiz (*) a été la façon de donner à tout cela une forme politique. Tout le monde devait se joindre au parti Rastakhiz, tous ceux qui étaient "patriotes".

Mais les contradictions n'ont pas été longues à se manifester. Le shah se voit obligé à un certain moment d'accepter un compradore du secteur privé comme ministre de l'Economie et du Commerce par exemple".

L'industrie nationale des compradores, la corruption

On sait mieux, à partir de cette explication de nos camarades iraniens, comment l'impérialisme a pu s'implanter en Iran en s'appuyant sur une classe d'agents occupée à faire fructifier le capital étranger tout en s'abreuvant à même les profits générés par l'exploitation de la classe ouvrière et le pillage des ressources du pays. Aussi, ne faut-il pas s'étonner que le shah soit un des hommes les plus riches au monde. Mais, pour nous au Canada, ce tableau de la bourgeoisie compradore demeurait encore un peu abstrait. Aussi, nos interlocuteurs se sont-ils chargés de nous présenter quelques-uns de ces sinistres personnages et ce qu'il faut considérer comme leur "industrie nationale": la corruption.

"Voilà le système de la classe dirigeante. La plupart d'entre eux reçoivent leur éducation aux Etats-Unis. Par exemple, il y a une famille qui contrôle la plupart des services, juste une famille. Un d'entre eux est à la tête de l'organisation centrale de planification. Un d'entre eux était à la direction de la Banque centrale d'Iran; un autre à la direction de la Perse Oil, une des grosses entreprises pétrolières d'Iran; un autre possède une grosse firme d'ingénieurs conseils. Et ils sont 11 comme ça! Le père de la famille, un bourgeois, avait établi auprès de ses enfants que si un de ses fils n'obtenait pas son doctorat, il serait déshérité. Aussi, ils ont tous obtenu leur doctorat et sont devenus des dirigeants du pays. Bien sûr, ils devaient être du bord de la famille royale parce qu'être à la tête de l'organisation de la planification ça veut dire organiser dans l'intérêt de la famille royale. Même chose pour la Banque centrale.

Quant à la famille royale elle-même, quelle est-elle au juste? Bien sûr, elle est composée en bonne partie de la famille, des cousins, etc. Mais il y a d'autres secteurs des compradores qui sont très liés à la cour impériale. Comme cette famille dont nous venons de parler. A certains moments, le shah à la tête du gouvernement a décidé de nationaliser certains secteurs: des usines métallurgiques, de tracteurs, etc. C'était au temps où la famille royale et les bureaucrates se sentaient forts et voulaient tout prendre en mains. Mais, à d'autres moments, devant les récriminations des autres compradores, le gouvernement a dû mettre de l'avant le partage de certains investissements d'Etat avec le secteur privé.

Mais, la famille du shah ne limite pas son contrôle à l'Etat. Elle a aussi son propre secteur privé. Il y a par exemple, la Fondation Pahlavi. Une des plus grosses banques d'Iran appartient à 100% au shah. Même chose pour les frères, les soeurs, etc. qui possèdent leurs propres investissements de même qu'une grande partie des parts de chaque investissement privé fait en Iran. Car, pour garantir les investissements, le truc consiste à donner des parts, gratuitement même, à la famille royale. Vous voulez investir en Iran? Alors, vous donnez disons 30% des parts au fils de la soeur du shah. Ce faisant, vous pourrez avoir l'Etat de votre bord: vous ne paierez pas de taxes, vous allez pouvoir importer sans payer de douanes, le gouvernement va vous envoyer des clients, etc. La voilà l'industrie de la corruption. Tout le monde dans la famille royale participe à cette entreprise de corruption, même le neveu ou la nièce du shah. Ils possèdent tous des millions de dollars.

Evidemment, la famille royale est aussi bien représentée à la tête de la police et de l'armée. C'est le cas par exemple, de l'aviation qui a été dirigée pendant des années par le beau-frère du shah. Le beau-frère du shah était un général d'armée parce que l'aviation est un secteur important pour les coups d'Etat, etc. Bien sûr, il a aussi été tué, au moment où on enquêtait aux Etats-Unis sur les pots-de-vin des avionneries, comme Lockheed. Il est mort dans un accident d'avion. Bien sûr, on dit que c'était un accident... Aussi, la famille du shah s'abreuve directement de pots-de-vin, comme au moment de l'achat des F-14. Quand le gouvernement veut acheter quelque chose, la pratique courante est de payer des pots-de-vin à la famille royale car, si l'on connaît l'un d'entre eux, l'entente n'est pas longue à venir.

Une chose très célèbre, c'est le trafic de la drogue qui est contrôlé par la soeur du shah. Ça amène de l'argent au pays. Maintenant, ils ont légalisé le trafic de l'opium en Iran — et il paraît que l'Iran produit un très bon opium d'après eux! Et c'est l'Etat qui contrôle tout ça. Qui est l'Etat? Le shah!"

Une bourgeoisie nationale de moins en moins anti-impérialiste

L'histoire de la domination impérialiste en Iran, comme l'affirme l'analyse de nos camarades, c'est l'histoire de la dépossession des masses, c'est l'histoire aussi de la faillite du capitalisme national et de la bourgeoisie nationale. Or, cette faillite, en même temps qu'elle engage la bourgeoisie nationale à s'opposer au régime du shah, elle la dépouille de tout caractère conséquent d'opposition au régime. Car, suivant nos camarades, *"la bourgeoisie nationale est principalement une bourgeoisie marchande, ce n'est pas une bourgeoisie industrielle parce que, lorsque*

(*) Rastakhiz: Renaissance nationale, parti fasciste imposé par le shah comme parti politique unique.

l'industrie a commencé à se développer en Iran, au même moment, les colonialistes et impérialistes arrivèrent au pays et mirent un frein au développement de la bourgeoisie nationale".

"Il y avait des industries nationales dans le textile, mais elles sont maintenant ruinées. Dans la partie nord de l'Iran, il y a de petites manufactures pour traiter le thé, le sucre, des fabriques d'allumettes... Mais à mesure que se développait la pénétration de l'impérialisme, la bourgeoisie nationale perdait ce caractère industriel. Donc, tous les produits sont actuellement entre les mains de l'impérialisme. Les liens de ces bourgeois sont avec les impérialistes. Voilà pourquoi ils sont en train de perdre leur caractère anti-impérialiste. C'est une bourgeoisie essentiellement commerciale. Elle ne s'appuie pas sur sa propre industrie nationale opposée aux intérêts impérialistes. Les bénéfices de ces bourgeois proviennent de la vente de marchandises produites par les impérialistes. Mais, ils ne sont pas des compradores, ils ne sont pas soutenus par l'impérialisme.

Il y a aussi quelques sections de la bourgeoisie nationale qui possèdent de petites industries, des manufactures de textile par exemple, ou de fabrication de chaussures. Il faut dire cependant que l'industrie de la chaussure a été complètement ruinée parce que les Japonais ont totalement envahi le marché. L'industrie des tapis est aussi contrôlée par la bourgeoisie nationale, mais l'Etat est en train de s'en emparer. Il y a une compagnie de tapis qui s'occupe de l'exportation des tapis et qui contrôle tout. Mais ce secteur de la bourgeoisie est aussi extrêmement répressif. Les capitalistes vont dans les villages et emploient des enfants. Et la plupart de ces enfants qui travaillent dans ces manufactures deviennent malades. Ils arrivent à l'usine de bonne heure le matin et en ressortent tard dans la nuit. Et les ateliers sont tellement mal éclairés qu'ils ne voient pas le soleil de la journée. Quant ils atteignent l'âge de 10 ou 12 ans, ils sont estropiés ou ils perdent l'usage de leurs doigts. Traditionnellement, les usuriers sont très actifs dans cette industrie. Ils ont l'argent. Ils vont dans différents villages et installent leurs ateliers, ils engagent du monde à des salaires de famine et, ensuite, ils ramassent les tapis et s'en vont..."

"Révolution blanche": contre-révolution

Ce tableau de la domination du capital et de l'impérialisme en Iran serait cependant incomplet si on ne parlait pas de cette offensive réactionnaire de l'impérialisme et du shah en vue de faire pénétrer davantage encore le capital impérialiste en Iran: la "révolution blanche". C'est le 27 février 1963 que le shah annonce la nouvelle invention des penseurs de l'impérialisme américain, la "révolution par le haut"! Comme l'indique un texte récemment publié par la Confédération internationale des étudiants iraniens (Union nationale) aux Etats-Unis:

"Douze économistes d'Harvard se sont vu confier la tâche d'étudier et d'analyser les conditions et les forces économiques en Iran dans le but d'en refondre toute la structure. Cette refonte avait pour objectif d'ouvrir la porte à une plus grande pénétration du capital et de créer les conditions les plus favorables à l'exploitation, en plus de garantir la "stabilité permanente" de l'Iran — la prévention permanente de la révolution". (1)

Car, au début des années 60, alors que Kennedy est à la tête de l'impérialisme américain, la domination du capital financier en Iran connaît des problèmes:

"A la fin des années 50, l'investissement de capital en Iran a atteint sa limite à l'intérieur du système économique. Pourquoi? Parce que l'Iran était un pays arriéré, agricole, semi-féodal, habité par 20 millions d'habitants, des paysans à 80%. A la base du féodalisme, se trouvait précisément cette prédominance de l'agriculture et de la petite production, de l'économie naturelle, qui voyait les paysans travailler la terre sur d'énormes propriétés possédées par les propriétaires féodaux. La source de l'exploitation du paysan iranien, c'est la dépendance face à la terre. La force politique à la source de son oppression, c'était le propriétaire féodal pris individuellement ou comme classe, avec le shah et sa famille se dressant au-dessus de tous comme les plus grands des féodaux, les plus grands propriétaires terriens au pays. La résistance des paysans à ces conditions constituait une menace au pouvoir du régime". (2)

La prétendue "révolution blanche" comportait une série de programmes et

Que diable le shah pouvait-il bien faire avec les pétro-dollars amassés à même le pillage impérialiste de l'Iran? La liste qui suit donne une petite idée des contrats multimilliardaires accordés par l'ex-régime du shah au grand capital impérialiste. Mais ce qu'elle montre surtout, c'est que ces contrats, de par leur nature même, n'apportaient **aucun** bénéfice aux masses iraniennes, rien si ce n'est plus de richesses pour les riches et plus de pauvreté et de misère pour le peuple. Voici donc une liste partielle des projets que le shah a dû annuler en raison de l'ampleur du mouvement de masse (tiré de **Résistance**, décembre 1978, p. 6). Il est à noter que ce taleau ne comprend pas les $12.5 milliards d'armes US, les $15 milliards de contrats nucléaires avec Westinghouse.

Programme	Description	Coupures approximatives
1. Projet Shahestan Pahlavi	Un immense développement domicilier aux limites nord de Téhéran, devant loger tous les officiers gouvernementaux. Une sorte de Brasilia au Moyen-Orient.	Plusieurs milliards
2. Métro de Téhéran	Premier métro en Iran Devait être construit par une firme française.	$5 milliards
3. Complexe sidérurgique de Isfahan Aryamehr	Développement de ce plan industriel devant faire passer la production du 800,000 tonnes prévues pour 1980 à 10 millions de tonnes par année.	non disponible
4. Autoroute Astara-Gorgan	Une autoroute à 6 voies de 470 milles longeant la côte de la mer Caspienne	$2 milliards
5. Usine de pétrole Abadan Lube	Une entreprise conjointe de la Compagnie de pétrole nationale d'Iran et de la Shell Oil	$300 billions
6. Usine Peugeot-Citroen	Une entreprise conjointe de la Compagnie Automobile d'Iran. Peugeot-Citroen prévoyait pouvoir produire 100,000 Peugeot 305 par année dans cette usine.	$450 milliards
7. Usine Volkswagen	Entreprise conjointe avec la Compagnie automobile d'Iran l'usine devait produire 300,000 Rabbit par année.	Non-disponible
8. Parc industriel Shah Reza	Un complexe devant être construit au sud de Isfahan. Entreprise conjointe de Krupp d'Allemagne de l'Ouest et de l'Organisation pour le développement et la rénovation industriels en Iran.	$3.1 milliards
9. Avions ACAC	Achat prévu de 7 avions Boeing pour la surveillance aérienne.	$1.7 milliard

de prétendues réformes sociales destinés en fait à consolider le régime: par exemple, l'envoi de détachements de l'armée du shah comme "aide" à la campagne, refonte du régime salarial pour y faire entrer une "clause de productivité" déguisée sous le nom de participation aux bénéfices. Mais, le plus important de tout, a été la prétendue réforme agraire.

La première mesure du régime? Réorganiser le système bancaire d'Iran: création de la banque nationale, de la Banque centrale d'Iran. Au même moment était créée la Banque industrielle de développement, un consortium financier privé agissait comme marché financier pour des prêts de capital. Mais, qu'est-ce que tous ces mouvements de concentration du capital ont à voir avec la réforme agraire?

"La "réforme agraire" du shah était dirigée par les banquiers qui entendaient modifier les relations féodales dans la mesure où cela pourrait permettre de maximiser leurs profits et de transformer la richesse de quelques gros propriétaires en "capital d'investissement". (3)

Suivant nos camarades iraniens, pour l'impérialisme, il s'agit donc essentiellement, non pas d'abolir le système féodal, mais bien plutôt de l'assujettir à l'impérialisme. Comme nous l'indiquaient les camarades iraniens lors de l'entrevue, il s'agissait de *"remplacer l'exploitation directe des féodaux par la rente destinée aux banques".*

"D'ailleurs, là où la terre **était** *donnée, il s'agissait de terres si pauvres que pratiquement rien n'y poussait. Il devenait donc clair qu'en ce qui concerne le "don" de ces terres, l'offre revenait à demander aux paysans de "payer cash". Bien sûr, pour la majorité des paysans, cela était tout simplement impossible. Ceux qui voulaient acquérir des terres devaient emprunter l'argent — et de qui? De la Banque centrale, bien sûr! Aussi, les paysans qui voulaient louer ou acheter la terre se retrouvaient complètement hypothéqués par le capital financier. Voilà comment s'accomplit l'assujettissement du système féodal directement à l'impérialisme. Et, bien au contraire du "développement de l'agriculture", c'est à sa complète destruction et à la dépendance de l'Iran sur l'importation de nourriture que l'on assista. En dépit du caractère arriéré de la production agricole qui existait avant cet assaut, la paysannerie iranienne arrivait à produire suffisamment de nourriture, non seulement pour la population entière de l'Iran, mais aussi pour l'exportation (en 1977, le secteur privé iranien admettait que si les importations de nourriture vers l'Iran devaient être soudainement coupées, l'agriculture locale ne pourrait suffir à la consommation pour plus de 32 jours).*

Finalement, la "confiscation de toutes les terres privées" signifie la confiscation de centaines de millions en capital appartenant aux gros propriétaires féodaux et leur transfert vers les banques. Etant donné le genre de relations entre les banques et l'Etat, ce transfert n'a eu d'autres effets que de consolider davantage la richesse et le pouvoir politique de la famille du shah et la domination du capital financier sur l'Iran.

Dans l'intervalle, beaucoup des anciens féodaux ont fait leurs propres arrangements avec l'impérialisme et se sont transformés en compradores, directement liés et dépendants du capital étranger."

Nos camarades iraniens nous ont d'ailleurs apporté quelques exemples supplémentaires sur la fumisterie de cette prétendue réforme agraire. D'abord, comme ils le soulignent, *"le plus grand propriétaire foncier, c'est le shah lui-même qui, bien sûr, n'a pas été touché par la réforme agraire".* Aussi, le régime aimait bien se vanter de l'accroissement de la machinerie agricole en Iran. En réalité cependant, cette machinerie n'était pas destinée aux milliers de villages iraniens mais aux grandes exploitations agricoles installées sur les meilleures terres, des immenses fermes capitalistes contrôlées par les monopoles étrangers et dévouées le plus souvent à la monoculture de produits d'exportation, comme par exemple la culture des fraises qui ne font pas partie du régime alimentaire des Iraniens...

Il faut aussi indiquer comment la "nationalisation" par le shah de la forêt, ou du cheptel, n'a eu d'autres effets que de déposséder les paysans qui devaient payer pour faire paître leurs bêtes sur les terres "nationalisées". Le fleuron de la "Révolution blanche", ce sera donc finalement la dépossession des paysans et la faillite de l'agriculture. Comme nous l'indiquaient nos camarades, *"Avant, l'Iran était autosuffisante en riz, en blé, en coton. Aujourd'hui, tout est importé. Voilà les résultats de la Révolution blanche".*

"Si vous allez dans les villages, vous allez voir qu'ils font venir leurs oeufs de la ville, des oeufs qui sont importés d'Israël. Si vous regardez les statistiques sur la situation agricole en Iran, c'est absolument terrible. L'année dernière, l'Iran importait $1.7 milliards de nourriture. Et cette année, d'après les chiffres du régime, les prévisions sont de 3 milliards! Voilà une des raisons majeures de la banqueroute économique du régime".

Avec la "Révolution blanche", les impérialistes ont voulu infiltrer davantage encore leur capital financier à l'intérieur même des villages et jusque dans les coins les plus reculés afin d'élargir leur marché avec l'aide des banques. Ce faisant, ils pensaient pouvoir se constituer une force d'appui stable à la campagne parmi les bénéficiaires de la distribution des terres. Voulant constituer une classe de koulaks, c'est-à-dire de paysans riches, afin de faire servir davantage l'ancienne structure féodale à leurs propres visées de domination, les impérialistes ont lancé une pierre qui aujourd'hui leur retombe lourdement sur les pieds. Car cette faillite de l'agriculture, cette dépossession des paysans, bien loin d'avoir réussi à dresser la "Révolution blanche" contre la révolution rouge, la contre-révolution contre la révolution, a, au contraire, précipité la crise révolutionnaire en Iran, tel un volcan qu'il n'est plus possible de contenir. Tel est le point de vue de nos camarades iraniens.

Voilà, succinctement présentée, la base économique de la révolution iranienne qui déjà a fait tomber de son trône, ciselé de 26,733 pierres précieuses, le "roi des rois", le shah et sa SAVAK et ses 40 000 conseillers militaires américains, et son armée de 282 000 hommes. Ce qui se passe en Iran n'a rien d'un conflit isolé mené par des fanatiques religieux. Car, ce qui tremble, en terre iranienne, sous les coups répétés des masses, ce n'est pas simplement le shah et sa bande sanguinaire, c'est l'impérialisme lui-même. Rejetant sa crise sur les pays sous-développés et en particulier sur l'Iran, l'impérialisme, USA en tête, vient de recevoir sur la tête un premier coup de boomerang. Nous devons être sûrs d'une chose, c'est que la crise révolutionnaire en Iran marque le coup d'envoi d'une nouvelle vague de crises révolutionnaires à l'échelle mondiale. C'est le tonnerre de la révolution prolétarienne qui gronde.

Nous verrons dans un prochain numéro les caractéristiques politiques de la crise en Iran. Nous verrons que, parmi toutes les classes en mouvement actuellement en Iran, il n'y a qu'une classe, le prolétariat reprenant à son compte les revendications de la paysannerie, qui pourra engager l'Iran sur la voie de la révolution prolétarienne.

---

1. **US Involvement in Iran, 1900-1963, Part One,** *Imperialist Disguises and Liberal Illusions*, **supplément à Resistance, publié par la Confédération internationale des étudiants iraniens (Union nationale) aux USA, p. 1**
2. **US Involvement..., ouvrage cité, p. 68**
3. **US Involvement..., ouvrage cité, p. 70**

Le féminisme, drapeau de la bourgeoisie dans le mouvement des femmes

Montréal, 11 mars 1978. Tandis que le mouvement ouvrier et communiste se mobilisait pour célébrer la Fête internationale des femmes, les féministes dites "radicales" décidaient de faire bande à part pour organiser ce qu'elles appelèrent leur "journée non mixte et non bureaucratique" (1). **Laissant de côté la question trop "masculine" de l'implication des masses féminines dans le combat de la classe ouvrière, elles consacrent leur journée aux "questions de femmes"(*) pour affirmer solennellement leur "indépendance":** "Nous avons affirmé notre non-appartenance à quelque groupe idéologique" (2) **car, bien entendu, les bourgeoises déguisées en "libératrices des femmes" n'appartiennent à aucun groupe idéologique...**

Toronto, 11 mars 1978. Une coalition de féministes, dirigée par des trotskystes, organise une manifestation pour célébrer la Journée internationale des femmes. Constituée de femmes de la petite bourgeoisie, la coalition met la "solidarité de toutes les soeurs" avant la lutte des ouvrières contre leur oppression et leur exploitation sous le capitalisme. La coalition insista pour que les hommes marchent à la queue de la manifestation, histoire de bâtir l'unité de la classe ouvrière... Après deux longs et acerbes débats avec un groupe de quarante lesbiennes "radicales" qui voulaient empêcher les hommes de participer à la manifestation pour les laisser sur le trottoir "afin qu'on puisse cracher dessus", les trotskystes ont suggéré de forcer les hommes à marcher derrière... A aucun moment n'ont-ils défendu le principe selon lequel les hommes et les femmes ont le même ennemi et mènent la même lutte. Les quelques ouvrières présentes n'ont pas tardé, révoltées, à plier bagages.

Mais si les ouvrières ont vite claqué la porte aux féministes et aux trotskystes, de "hauts personnages", soit les boss syndicaux les plus corrompus du mouvement ouvrier, ont su reconnaître leurs "mérites" et appuyer la manifestation féministe: David et Stephen Lewis (NPD), Grace Hartman (Syndicat canadien de la fonction publique), Jack Murray (président du NPD Ontario), Cliff Pilkey (président de la Fédération des travailleurs de l'Ontario).

Il y a plusieurs tendances parmi les féministes bourgeoises. Certaines sont ouvertement réformistes et veulent faire croire aux femmes que leur libération sera garantie par quelques réformes juridiques à l'intérieur du système capitaliste. Leur rôle est d'engager les femmes derrière les partis bourgeois "officiels", libéral, NPD, "communiste", etc., et de mousser la carrière des politiciennes, professionnelles et femmes d'affaires, afin que les femmes bourgeoises puissent bénéficier pleinement des avantages de leur classe, de l'exploitation du prolétariat et des peuples du monde.

Il y a aussi les féministes dites "radicales" pour qui les hommes, qu'ils soient capitalistes ou travailleurs, sont des ennemis, des agents de l'idéologie et du pouvoir mâles, des profiteurs du système patriarcal. Ce sont les apologistes des sociétés, organisations, discussions, manifestations rigoureusement non mixtes: problèmes de femmes, pour les femmes, avec les femmes, quelle que soit leur classe bien entendu.

Il y a enfin celles qui veulent réconcilier l'irréconciliable, les "féministes marxistes" qui empruntent, pour mieux les déformer, quelques idées du marxisme afin de coiffer le point de vue de la bourgeoisie d'un masque révolutionnaire. Parmi ceux et celles-là, il faut rajouter une variante, difficile à distinguer quant au fond, à savoir les groupes trotskystes qui saluent du bout des lèvres le rôle dirigeant du prolétariat, pour affirmer du même souffle que la classe ouvrière ne peut défendre de façon conséquente les revendications spécifiques des femmes et, qu'en conséquence, celles-ci doivent s'organiser de façon autonome, indépendamment de la lutte de classe du prolétariat, afin de prendre en main elles-mêmes leur libération.

Mais, fondamentalement, les féministes en tant que défenseurs de la bourgeoisie au sein du mouvement des femmes, partagent toutes un même postulat de base, à savoir que la division de la société entre deux sexes, hommes et femmes, domine la division de la société en classes sociales et que, par conséquent, les intérêts des femmes en tant que femmes, opposés aux intérêts des hommes en tant qu'hommes, fondent la nécessité d'une idéologie, d'une ligne et d'un programme politique appartenant en propre aux femmes en tant que groupe distinct des hommes.

(*) La liste des ateliers à la fête féministe du 11 mars à Montréal donne une idée de ce que sont les "questions de femmes": viol et femmes battues, avortement et contraception, lesbianisme, sexualité, prostitution, garderies, les femmes et le travail.

Classes sociales et division sexuelle

Malgré leur tentative de l'éviter, les féministes sont bien obligées de poser la question et d'y répondre, à tout le moins implicitement: quel est en effet le rapport entre la division des humains en deux sexes et leur division en classes sociales? Plus précisément encore, **quel est le rapport entre l'oppression des femmes et la domination des classes exploiteuses sur les classes exploitées?**

Confrontées aux positions scientifiques du marxisme-léninisme sur l'apparition des sociétés de classes et la naissance simultanée de l'oppression des femmes, plusieurs théoriciennes féministes ont tenté de trouver chez Marx et Engels les bases théoriques de leur hypothèse sexiste sur le "pouvoir mâle". Deux textes, l'un au Québec, **Les fondements sociaux du sexisme** par Chantal Kircsh, l'autre au Canada anglais, **Feminism and Marxism** de Dorothy E. Smith, illustrent bien l'ambiguïté de leur démarche:

> *"J'avais besoin de chercher pour moi-même, et j'espère pour d'autres féministes, un fondement dans le marxisme, ce qui s'est avéré difficile à établir" (3).*
> *"Il y a donc, dans cette étude, et ce malgré nos efforts pour l'éviter, une confusion sous-jacente entre la domination spécifique des hommes sur les femmes et l'opposition de classes" (4).*

Certes, il faut concéder aux théoriciennes du féminisme le mérite d'avoir démasqué les prétentions scientifiques des théories qui tendent à fonder l'infériorité sociale des femmes sur une quelconque infériorité biologique.

> *"...la cause supposée des inégalités sociales entre les sexes est presque toujours prise dans des phénomènes vus comme extérieurs au social, à savoir les faits biologiques. Or, chez l'être humain (étant donné le caractère social de son activité productrice), le biologique est d'emblée remodelé par le social et ne peut exercer une influence déterminante et immédiate sur celui-ci (dans ses rapports sociaux, présume-t-on, n.d.l.r.). (...) C'est par conséquent dans l'ensemble complexe des rapports sociaux qu'il faut chercher la cause de la division sexuelle du travail et du statut inférieur des femmes" (5).*

Voilà des constatations qui devraient logiquement mener nos théoriciennes à abandonner définitivement l'hypothèse sexiste selon laquelle la différence sexuelle biologique constituerait, non pas le **prétexte** utilisé par certaines classes pour maintenir leur pouvoir, mais bien la **cause** même de leur oppression et, par voie de conséquence, la **base** de leur union en vue d'y mettre fin. Or, paradoxalement, nos féministes ne critiquent les postulats sexistes des théoriciens chauvins que pour les reprendre à l'envers. Car, ayant démontré qu'il n'y a, somme toute, d'autre différence entre l'homme et la femme que la capacité de cette dernière d'enfanter, c'est dans la fonction même de la procréation qu'elles vont tenter de trouver la base matérielle à l'origine de l'infériorisation sociale des femmes. De là, nos "féministes marxistes" vont s'évertuer à reconstruire la société par le "petit bout", de la femme qui enfante à la famille, de la famille à la société patriarcale, et de la société patriarcale à la politique et au "pouvoir mâle" auquel il faudrait opposer, bien entendu, la politique de la femme, le féminisme.

C'est ainsi que Kate Millett, dont les ouvrages sont devenus des best-sellers et qui de toute façon n'a pas la prétention de s'appuyer sur le marxisme, parle du *"gouvernement patriarcal qui soumet la moitié féminine de la population au contrôle de la moitié masculine" (6).* De l'Etat d'une classe, nous voici donc rendu à l'Etat des mâles. Quant aux femmes, *"elles forment une classe dépendante qui vit d'excédents" (7)* et *"dont l'existence est parasitaire à celle de ses dirigeants" (8).* Aussi, pour compléter ce schéma réactionnaire de la lutte de toutes les femmes contre tous les "mâles" et leur société patriarcale, Millett ne se gêne pas pour déplorer l'existence des classes qui, oh! malheur, divisent les femmes:

> *"L'un des principaux effets de la classe à l'intérieur du patriarcat est de dresser les femmes les unes contre les autres" (9).*

Une telle argumentation peut sembler extrême et pourtant, comme nous le verrons, elle n'est guère différente quant à ses conclusions de l'analyse des "féministes marxistes".

Malgré leur diversité, les tentatives des féministes de trouver dans le marxisme un fondement à leurs préjugés sexistes semblent avoir pris deux directions principales. Pour certaines en effet, il faut trouver le fondement de la condition féminine dans sa capacité biologique d'enfanter, c'est-à-dire de produire biologiquement de nouvelles forces de travail. L'enjeu de l'opposition entre les sexes serait alors le contrôle des enfants et de la femme qui les enfante. Pour d'autres "féministes marxistes", la base sociale de la discrimination sexuelle devrait être cherchée dans un quelconque mode de production domestique qui ferait des femmes, considérées alors comme ménagères, une classe exploitée.

En réalité, ces deux positions se rejoignent inévitablement en identifiant la cellule familiale, plus précisément la famille patriarcale, la famille fondée sur l'autorité du père et du mari, comme étant le fondement même de la société capitaliste. Aussi, qu'elles se basent sur le travail ménager, sur l'enfantement à proprement parler ou sur les deux à la fois, les théoriciennes du féminisme en viennent à considérer que les femmes en tant que femmes, plus précisément en tant que ménagères oeuvrant à l'intérieur de la famille, constituent une force directement révolutionnaire, et pour ainsi dire d'avantgarde, en ce qu'elles s'attaquent à la famille (car tel serait le lieu privilégié de leur action) (*).

En termes politiques, cela veut dire que le **propre** du mouvement des femmes serait de mener **ses** luttes spécifiques en étant autonome politiquement et organisationnellement du mouvement ouvrier et communiste "mâles" ou mixtes, ce qui signifie pour elles dominés par les hommes. Confinant leurs luttes à la prise en main de leur propre corps et contre la famille patriarcale, les masses féminines n'auraient donc pas à s'engager sur un pied d'égalité avec les ouvriers masculins dans la lutte politique de l'ensemble de la classe ouvrière et ses alliés contre la bourgeoisie.

Plus encore, considérant que le prolétariat et son parti ne peuvent jouer un rôle dirigeant dans la lutte pour l'émancipation des femmes en tant que composante à part entière de la lutte pour le socialisme, l'objectif des féministes est de constituer, sur la base de la **division** entre le mouvement des femmes et le mouvement ouvrier, un rapport de force vis-à-vis du mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière. Négociant leur "solidarité" avec la lutte ouvrière, ces dirigeantes du mouvement féministe, qui sont souvent des

---

(*) Mariarosa Dalla Costa, une féministe italienne résume ainsi la chose: "Le mouvement de libération des femmes considère comme niveau social avant tout la *maison*, et donc considère les *femmes* comme la figure centrale de la subversion sociale" (*Le pouvoir des femmes et la subversion sociale*, librairie adversaire, Genève, 1973, p. 12).

trotskystes avouées ou qui s'ignorent, et dont la base de classe se retrouve principalement dans la petite bourgeoisie, espèrent ainsi trouver un support social parmi les femmes. Cela, afin d'imposer au mouvement ouvrier leurs conceptions bourgeoises sur la lutte des sexes, l'abandon du rôle dirigeant de la classe ouvrière et du socialisme en tant que dictature du prolétariat sur la bourgeoisie. Mais examinons donc plus en détails quelques-unes des tentatives des féministes pour démontrer le caractère "révolutionnaire" de leur idéologie réactionnaire.

Du sexisme chauvin au sexisme féministe

Chantal Kirsch, dans une thèse universitaire qui a eu une grande influence parmi les féministes au Québec, fournit un exemple du type de gymnastique auquel doivent s'adonner les féministes pour tenter de trouver un fondement marxiste à leur théorie. D'abord, à l'encontre des théories chauvines sur l'origine biologique de l'infériorité sociale des femmes, selon lesquelles, par exemple, les femmes seraient naturellement enclines à la passivité et à la soumission alors que les hommes seraient naturellement agressifs et dominateurs, Chantal Kirsch affirme que *"c'est la capacité d'enfanter en elle-même qui constitue la différence essentielle entre hommes et femmes". (10)* Puis elle précise qu'il s'agit là d'*"un simple fait biologique, qui n'a en soi aucune implication particulière, aucune conséquence déterminée. Il n'a de signification qu'en cela qu'il est un phénomène social" (11).* Or, comment Chantal Kirsch interprète-t-elle ce "phénomène social"?

> *"L'être humain est un être social qui, pour survivre, doit travailler en collaboration avec d'autres humains. Les être humains sont procréés par les femmes. Comme nous l'avons déjà vu, c'est le mode de production matérielle qui détermine le développement de toute formation sociale et de ses rapports sociaux. C'est donc lui qui détermine notamment les conditions dans lesquelles s'effectue la procréation, c'est-à-dire la fabrication des êtres humains nécessaires à la reproduction des rapports sociaux de production et des rapports de production eux-mêmes" (12).*

Jusqu'à maintenant l'argumentation semble rigoureuse. Kirsch reprend à son compte un des postulats fondamentaux du marxisme:

> *"Le mode de production de la vie matérielle conditionne le processus de vie social, politique et intellectuel dans son ensemble" (13).*

Il est indéniable aussi que le mode de production de la vie matérielle détermine les conditions de la reproduction de la force de travail, c'est-à-dire comment l'être humain reproduit quotidiennement sa force physique et comment aussi il donne naissance et éduque de nouvelles forces de travail, c'est-à-dire des enfants. Or, partant de ce fait que biologiquement c'est la femme qui enfante, et en dépit du fait que l'accouplement exige, à tout le moins, une collaboration minimale de l'homme, Kirsch ajoute, parlant des sociétés primitives:

> *"cette procréation était détenue uniquement par les femmes" (14).*

Or, puisqu'il est probable qu'à l'exemple des primates non humains ce soient les femmes qui durent d'abord s'occuper de leurs petits, elle en conclue que *"les femmes avaient donc un atout considérable" (15)* car, en enfantant de nouvelles forces de travail, elles auraient pu se passer de la force productive des hommes réduits alors au rang de groupe marginal ou, à la limite, au simple rôle d'étalon. Par conséquent, poursuit Kirsch:

> *"La seule façon, pour les hommes, de contrer la menace, était de s'approprier cette force de travail dont ils ne voulaient pas être privés. Il fallait donc qu'ils acquièrent le contrôle des enfants. Mais, pour y parvenir, ils devaient d'abord s'assurer le contrôle des femmes: c'est-à-dire, acquérir la certitude que les femmes seraient dans l'incapacité d'utiliser la force de travail de leurs enfants à leurs propres fins, ou du moins dans leur unique intérêt. La subordination du sexe féminin au sexe masculin était nécessaire si ce dernier voulait se prémunir contre la mise en tutelle possible par les femmes. La neutralisation de cette menace dut se faire, selon nous, grâce à la division sexuelle du travail. Si les hommes arrivaient à avoir un rôle suffisamment important dans la production pour devenir indispensables au groupe, le danger était partiellement écarté. Pour devenir indispensables, il suffisait que certaines tâches spécifiques leur soient réservées" (16).*

Que voilà donc un raisonnement logique... Mais malheureusement, il s'agit là de la logique d'une fable, d'une invention parfaitement idéaliste qui, justement, entre en contradiction directe avec le postulat matérialiste de Marx sur lequel pourtant Chantal Kirsch prétend s'appuyer. Comment en effet les femmes des sociétés primitives auraient-elles pu se passer de la force de travail des hommes, alors que le travail acharné de tous était, en raison même du caractère primitif des forces productives, la condition même de la survie, et alors même que l'entretien des enfants incapables de travailler devait être un poids économique énorme qui a certainement condamné plusieurs enfants à une mort précoce? Et comment peut-on sensément envisager que les enfants aient pu constituer en quelque sorte la propriété privée des femmes alors que ceux-ci, du moins avant qu'ils puissent s'intégrer eux-mêmes à la production sociale, constituaient, non pas une source de richesses, mais bien plutôt un poids économique dont le support exigeait très certainement les efforts combinés de toute la communauté? Et si on voulait avoir le moindre espoir que la fabulation de Kirsch puisse survivre plus d'une génération, il faudrait encore convenir que les femmes auraient pu par une quelconque magie, à moins qu'il ne s'agisse de l'amour maternel, exercer un contrôle exclusif sur les enfants en âge de travailler. Finalement, comment peut-on honnêtement faire profession de foi dans l'hypothèse matérialiste de Marx pour affirmer du même souffle que la division sexuelle du travail, bien loin de correspondre aux nécessités de la "production de la vie matérielle", aurait été une pure invention sortie de la conscience des mâles qui auraient ainsi voulu éviter la prétendue menace qu'aurait fait peser sur eux la capacité d'enfanter des femmes? C'est le chauvinisme à l'envers: voilà maintenant que l'homme opprimerait la femme, pour ainsi dire en légitime défense face à une supériorité potentielle détenue par les femmes en raison de leur sexe! Chassez le sexisme des théories du chauvinisme mâle et le voilà qui revient au galop, côté jardin, dans les plate-bandes du féminisme...

Et la suite, on l'imaginera, n'a rien à envier à Kate Millett. Ainsi on apprend, coup sur coup, que:

> *"dans toutes les sociétés, ce sont les hommes qui ont le contrôle de la force de travail" (17).*

"les femmes sont exploitées et opprimées en raison de leur féminité même" (18).
"les hommes détiennent, dans toutes les formations sociales, le pouvoir politique" (19).

Et pour conclure en beauté, Kirsch doit nous avouer:

"Il est très compliqué (sic!) d'analyser simultanément les rapports de classes dans lesquels s'inscrivent les relations entre les sexes et la domination spécifique du sexe masculin sur le sexe féminin."

Mais qu'à cela ne tienne car:

"Cette confusion fait également partie de l'idéologie sexiste et permet que les femmes de classes, de races, ou d'ethnies différentes se reconnaissent peu de points communs. Elle sert donc aussi à la division du groupe des femmes" (20).

Et voilà donc encore une fois que les classes divisent les femmes! Et voilà que les esclaves n'auraient pas été contrôlés et possédés par la classe esclavagiste mais bien par les hommes, que le pouvoir politique serait détenu, non pas par une classe, mais bien par les hommes. Voilà donc rectifiée la confusion de l'idéologie sexiste alors que se retrouvent enfin réunis sous un même sexe l'esclave et son maître, le serf et le seigneur, l'ouvrier et le capitaliste...

Il est clair que toute cette fabulation idéaliste qui prétend s'appuyer sur le marxisme s'appuie bien au contraire sur une **falsification** grossière du marxisme. Car, dans ce raisonnement, l'enfantement et les soins maternels aux jeunes enfants **tiennent lieu** de "mode de production de la vie matérielle" qui comprend, bien **au-delà** des exigences économiques de l'enfantement, **l'ensemble** de l'organisation sociale qui permet à **l'ensemble** d'une communauté humaine d'assurer sa subsistance sur la base de la collaboration et de la division **sociale** du travail entre les membres de cette communauté. Et si le fait de faire des enfants est certainement la condition de la survie de l'espèce, ce n'est pas cela qui permet aux hommes, aux adultes comme aux enfants, de survivre quotidiennement, de se nourrir, se vêtir, etc.

Aussi, s'il faut chercher la base objective, matérielle de la division **sociale** qui existe dans la société entre les sexes, les groupes d'âges et les classes, c'est vers ce mode de production de la vie matérielle, plus précisément encore vers la base économique de ce mode de production qu'il faut se tourner. Et si on suit cette démarche scientifique inaugurée par Marx, on verra, oh! combien, Chantal Kirsch a raison de mettre la "confusion" entre les classes et les sexes sur le compte de l'idéologie sexiste, à cette exception près qu'elle a "oublié" de constater que le féminisme se situe bel et bien aux premières loges du concert de l'idéologie sexiste réactionnaire et qu'il contribue, tout comme le chauvinisme, à créer justement la confusion entre les classes et les sexes.

Malgré toutes les imprécisions historiques qu'on voudra bien y trouver, Engels, dans son ouvrage **L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat**, a établi clairement le lien unissant la société de classes et l'oppression des femmes. A l'époque du communisme primitif, c'est-à-dire à l'époque où la capacité productive des sociétés humaines était si faible qu'elle ne permettait pas de produire du surplus pouvant être accumulé sous forme de richesses, il ne pouvait exister de bases matérielles pouvant fonder la division de la société en classes sociales ou la domination d'un sexe sur l'autre. Le travail de tous était absolument essentiel à la survie de tous et chacun.

Sans doute devait-il exister à cette époque une certaine division du travail entre les sexes en raison des exigences de l'enfantement et des soins aux nouveau-nés. Malgré les doutes manifestés par Chantal Kirsch face à cette hypothèse, elle doit tout de même admettre qu'*"il est donc probable qu'un tel arrangement (la mère qui s'occupe de ses petits, n.d.l.r.) fut adopté par les premiers groupes humains" (21).* Et il serait totalement idéaliste de penser que dans une société où les exigences mêmes de la survie exigeaient le travail incessant de tous, cet "arrangement" n'ait pas conduit à une quelconque division technique du travail, de la même façon que d'autres différences, l'âge par exemple, ont pu contribuer à l'organisation de la production sociale. Mais cette première apparition, primitive, d'une division technique du travail social n'impliquait aucune discrimination ou oppression sociale dans la mesure où aucune fonction ne pouvait être valorisée sur la base du fait qu'elle aurait pu être la source d'une richesse particulière.

Le développement des capacités productives des premières sociétés humaines, en permettant de produire plus que ce qui était immédiatement nécessaire pour la consommation immédiate, a fourni la base matérielle de l'apparition des premières sociétés de classes. Car, avec l'apparition d'un surplus, de richesses sociales, se posait la possibilité du contrôle privé de ces richesses par un groupe humain distinct de l'ensemble de la collectivité. Plus encore, ce qui se posait, c'est le contrôle de la source de ces richesses, c'est-à-dire du travail, plus précisément des travailleurs, des moyens de travail et des richesses naturelles, rendant possible la production de ce surplus. Ainsi étaient constituées les bases matérielles de l'apparition de classes sociales se distinguant entre elles par leur place dans la production sociale, par leur rapport aux moyens de production et par leur rôle dans l'organisation sociale du travail. (*). C'est ainsi qu'apparurent la propriété privée (c'est-à-dire possédée privément par une classe particulière à l'intérieur de la société) des moyens de production et l'appareil de contrôle et de répression devenu nécessaire au maintien d'un ordre social basé sur l'inégalité, c'est-à-dire l'Etat.

Si au départ, on peut penser que l'action des premières classes exploiteuses a pu se tourner vers le pillage, l'appropriation privée des richesses produites par l'ensemble de la tribu, et par d'autres tribus dont la force de défense pouvait être inférieure, il est également plausible d'imaginer que l'enjeu même de la lutte des classes soit rapidement devenu l'appropriation, non seulement des richesses, mais aussi des producteurs de richesses, c'est-à-dire des humains qui, s'adonnant au travail le plus productif, étaient en mesure de produire et de reproduire un surplus social pouvant être accaparé par les exploiteurs. Ainsi apparut l'esclavage, constitué vraisemblablement à partir de la soumission par la force, au profit des classes dominantes des tribus plus puissantes, des membres de tribus plus faibles.

Par ailleurs, avons-nous dit, cette apparition de la propriété privée, rendue possible par la formation de richesses sociales, s'est faite dans les conditions d'une certaine organisation et division technique du travail social. Or, le développement des capacités productives ne s'est pas opéré dans toutes les sphères de la production sociale mais au sein de certaines activités économiques qui se sont avérées historiquement les moteurs du développement de la production: par exemple, l'élevage et l'agriculture. Et, les premières activités qui ont été la source de développements économiques, en terme de surplus, n'étaient pas celles dont s'occupaient les femmes sur la base des exigences imposées par le soin des enfants. Aussi, le travail domestique, pourtant essentiel, et pour lequel les femmes jouaient un rôle particulier,

---

(*) Voir pour une explication plus détaillée de ces concepts UNITÉ PROLÉTARIENNE no 12, p. 23.

> *"Le remplacement du système familial patriarcal enraciné dans la propriété privée par une organisation supérieure des relations humaines est le premier objectif de la révolution socialiste" (44).*

On comprend aisément alors pourquoi les trotskystes ont investi si massivement le mouvement féministe considérant, comme Mariarosa Dalla Costa, que la famille est le lieu par excellence de la "subversion sociale", rebaptisée pour les besoins de la cause "révolution socialiste", et considérant en conséquence que la femme, de par son sexe, est au coeur de cette lutte...

En fait, derrière leurs diverses variantes, toutes ces théories "féministes marxistes" reposent sur une falsification fondamentale de la science marxiste. Les féministes "marxisantes" ne fondent pas leur analyse sur le "mode de production de la vie matérielle" qui s'établit à l'échelle de l'**ensemble** d'une société humaine historiquement déterminée. Elles ne partent pas de la production **sociale**, celle qui constitue les classes en tant que *"vastes groupes d'hommes qui se distinguent par la place qu'ils occupent dans un système historiquement défini de la production sociale, par leur rapport (la plupart du temps fixé et consacré par la loi) vis-à-vis les moyens de production, par leur rôle dans l'organisation sociale du travail, donc, par les modes d'obtention et l'importance de la part des richesses sociales dont ils disposent" (45).*

Au contraire, les féministes partent des rapports **privés** établis au sein du couple ou de la famille et elles falsifient l'idée même de production sociale, la production qui s'établit sur la base de l'ensemble de la société, pour faire croire que la procréation et le travail ménager effectué dans le cadre étroit de la famille serait la production sociale elle-même. Or, là-dessus, l'analyse marxiste est très claire: le travail ménager dans le cadre de la famille isole les femmes et les coupe objectivement de la production **sociale**, si utile que soit pour la société le fait qu'elles mettent des enfants au monde et s'occupent des travaux domestiques. Comme le dit Engels, avec la famille individuelle monogamique:

> *"La direction du ménage perdit son caractère* **public**. *Elle ne regarda plus la société. Elle devint un service* **privé**; *la femme devint une première servante,* **écartée de la production sociale**. *C'est seulement la grande industrie qui lui a ouvert de nouveau la voie de la production sociale et encore à la seule femme prolétaire" (46).*

Cette citation d'Engels met en lumière que le problème que les féministes embrouillent tant, c'est que les travaux domestiques sont des travaux **privés** exécutés dans l'immense majorité des cas par les femmes. C'est ce caractère privé qui a coupé les ménagères du reste de la société en les excluant de la production sociale. La voie à suivre, ce n'est pas de redorer la prison en rémunérant ce travail, mais de socialiser ce travail et de faire pénétrer les femmes en masses dans la production sociale.

Il est d'ailleurs significatif que c'est justement à partir du moment où cette intégration a commencé à se réaliser avec le capitalisme que la "question des femmes" a surgi du fond du Moyen Age.

Il ne faut pas avoir de scrupules sur ce sujet: le travail ménager comme tel ne peut aucunement servir de base pour déterminer une classe particulière pour les ménagères. Les ménagères ne font pas partie des classes, sinon par extension, dans le sens de "famille ouvrière", qui n'implique pas que chaque membre de la famille soit un ouvrier.

Qu'est-ce à dire? Affirmant que les femmes ménagères ne forment pas une classe, les marxistes-léninistes veulent-ils signifier que les femmes sont indépendantes des classes? Bien au contraire! D'abord, contrairement aux féministes qui mettent un signe d'égalité entre femmes et travail ménager, les marxistes considèrent que les femmes qui travaillent à l'extérieur, qui se joignent à la production sociale, font partie, précisément, de la classe déterminée par leur place dans la production sociale. Une femme qui travaille à l'usine est une ouvrière car elle est, dans le "mode de production de la vie matérielle", placée dans la position de prolétaire. De même, la femme ministre au parlement bourgeois, la femme d'affaires, etc., est une bourgeoise car elle agit dans la production sociale en tant que membre de la classe capitaliste. De même, une partie des ménagères doit être considérée comme des chômeuses en attente d'emploi, même si elles ne sont pas comptées dans les statistiques officielles du chômage (*). Elles font donc partie à ce titre de l'armée de réserve du prolétariat, et donc du prolétariat.

Division, s'écriront les féministes: les classes sociales divisent les femmes! Oui, en effet, les classes sociales "divisent" les femmes, tout comme elles "divisent" les hommes. Mais, ce que cache cette exclamation des féministes, c'est que la division sociale des humains entre deux sexes serait la division fondamentale de la société, alors que la division en classes serait secondaire, pour le groupe des femmes à tout le moins. Nous voilà donc passés de la lutte des classes à la lutte des sexes comme moteur de l'histoire. (**)

Or, contrairement à ce qu'affirment les féministes (et les nationalistes), le marxisme a permis d'établir de façon scientifique que, parmi toutes les contradictions qui constituent les hommes en groupes sociaux distincts sur la base du sexe, de la nationalité, du groupe d'âge, du métier, etc., la contradiction ou la division fondamentale, celle qui permet d'expliquer l'évolution de l'histoire humaine jusqu'à ce jour, c'est la division de la société en classes sociales, vastes groupes d'hommes constitués sur la base de leur place dans la production sociale. Voilà pourquoi l'existence de la division sociale entre les hommes et les femmes, et l'histoire et l'issue de la lutte contre l'oppression des femmes, ne peuvent être compris en dehors de l'existence de la société de classes, en dehors de l'histoire et de l'issue de la lutte des classes. En un mot, l'apparition et la disparition de l'oppression des femmes sont directement tributaires de l'apparition et de la disparition de la société de classes et de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Voilà pourquoi nous pouvons dire que si les femmes ne constituent pas, en tant que femmes, une classe sociale produisant un surplus approprié par les classes exploiteuses, elles furent dévalorisées socialement et réduites, pour ainsi dire, à l'état de servantes domestiques depuis les débuts de la société de classes.

Sans doute est-il juste d'affirmer que les épouses des propriétaires d'esclaves, que les femmes à la cour des rois (et des reines), ou que les bourgeoises d'aujourd'hui subissent une discrimination sexuelle. Sauf que dans ce cas, la discrimination signifie d'abord et avant tout qu'elles ne peuvent bénéficier pleinement des avantages de leur classe, avantages basés sur l'exploitation des classes exploitées, y compris des femmes qui les composent. D'un autre côté, les esclaves féminins, les paysannes, les ouvrières subissent sans doute une oppression toute particulière. Sans doute peuvent-elles rendre en tant que "servantes domestiques" certains services privés à leur mari, mais les bénéficiaires de cette oppression, on les retrouve, d'abord et avant tout, chez

---

(*) Voir pour plus d'information UNITÉ PROLÉTARIENNE no 14, (Vol 3, no 2), décembre 78 - janvier 79, pp. 50 à 55.

(**) Le révisionniste chinois Deng Xiaoping (Teng Siao-ping), parle quant à lui de la lutte du tiers monde comme force motrice de l'histoire. Comme quoi nationalisme bourgeois et féminisme utilisent les mêmes procédés lorsqu'il s'agit de promouvoir la collaboration de classe.

> *"Le remplacement du système familial patriarcal enraciné dans la propriété privée par une organisation supérieure des relations humaines est le premier objectif de la révolution socialiste" (44).*

On comprend aisément alors pourquoi les trotskystes ont investi si massivement le mouvement féministe considérant, comme Mariarosa Dalla Costa, que la famille est le lieu par excellence de la "subversion sociale", rebaptisée pour les besoins de la cause "révolution socialiste", et considérant en conséquence que la femme, de par son sexe, est au coeur de cette lutte...

En fait, derrière leurs diverses variantes, toutes ces théories "féministes marxistes" reposent sur une falsification fondamentale de la science marxiste. Les féministes "marxisantes" ne fondent pas leur analyse sur le "mode de production de la vie matérielle" qui s'établit à l'échelle de l'**ensemble** d'une société humaine historiquement déterminée. Elles ne partent pas de la production **sociale**, celle qui constitue les classes en tant que *"vastes groupes d'hommes qui se distinguent par la place qu'ils occupent dans un système historiquement défini de la production sociale, par leur rapport (la plupart du temps fixé et consacré par la loi) vis-à-vis les moyens de production, par leur rôle dans l'organisation sociale du travail, donc, par les modes d'obtention et l'importance de la part des richesses sociales dont ils disposent" (45).*

Au contraire, les féministes partent des rapports **privés** établis au sein du couple ou de la famille et elles falsifient l'idée même de production sociale, la production qui s'établit sur la base de l'ensemble de la société, pour faire croire que la procréation et le travail ménager effectué dans le cadre étroit de la famille serait la production sociale elle-même. Or, là-dessus, l'analyse marxiste est très claire: le travail ménager dans le cadre de la famille isole les femmes et les coupe objectivement de la production **sociale**, si utile que soit pour la société le fait qu'elles mettent des enfants au monde et s'occupent des travaux domestiques. Comme le dit Engels, avec la famille individuelle monogamique:

> *"La direction du ménage perdit son caractère* **public**. *Elle ne regarda plus la société. Elle devint un service* **privé**; *la femme devint une première servante,* **écartée de la production sociale**. *C'est seulement la grande industrie qui lui a ouvert de nouveau la voie de la production sociale et encore à la seule femme prolétaire" (46).*

Cette citation d'Engels met en lumière que le problème que les féministes embrouillent tant, c'est que les travaux domestiques sont des travaux **privés** exécutés dans l'immense majorité des cas par les femmes. C'est ce caractère privé qui a coupé les ménagères du reste de la société en les excluant de la production sociale. La voie à suivre, ce n'est pas de redorer la prison en rémunérant ce travail, mais de socialiser ce travail et de faire pénétrer les femmes en masses dans la production sociale.

Il est d'ailleurs significatif que c'est justement à partir du moment où cette intégration a commencé à se réaliser avec le capitalisme que la "question des femmes" a surgi du fond du Moyen Age.

Il ne faut pas avoir de scrupules sur ce sujet: le travail ménager comme tel ne peut aucunement servir de base pour déterminer une classe particulière pour les ménagères. Les ménagères ne font pas partie des classes, sinon par extension, dans le sens de "famille ouvrière", qui n'implique pas que chaque membre de la famille soit un ouvrier.

Qu'est-ce à dire? Affirmant que les femmes ménagères ne forment pas une classe, les marxistes-léninistes veulent-ils signifier que les femmes sont indépendantes des classes? Bien au contraire! D'abord, contrairement aux féministes qui mettent un signe d'égalité entre femmes et travail ménager, les marxistes considèrent que les femmes qui travaillent à l'extérieur, qui se joignent à la production sociale, font partie, précisément, de la classe déterminée par leur place dans la production sociale. Une femme qui travaille à l'usine est une ouvrière car elle est, dans le "mode de production de la vie matérielle", placée dans la position de prolétaire. De même, la femme ministre au parlement bourgeois, la femme d'affaires, etc., est une bourgeoise car elle agit dans la production sociale en tant que membre de la classe capitaliste. De même, une partie des ménagères doit être considérée comme des chômeuses en attente d'emploi, même si elles ne sont pas comptées dans les statistiques officielles du chômage (*). Elles font donc partie à ce titre de l'armée de réserve du prolétariat, et donc du prolétariat.

Division, s'écriront les féministes: les classes sociales divisent les femmes! Oui, en effet, les classes sociales "divisent" les femmes, tout comme elles "divisent" les hommes. Mais, ce que cache cette exclamation des féministes, c'est que la division sociale des humains entre deux sexes serait la division fondamentale de la société, alors que la division en classes serait secondaire, pour le groupe des femmes à tout le moins. Nous voilà donc passés de la lutte des classes à la lutte des sexes comme moteur de l'histoire. (**)

Or, contrairement à ce qu'affirment les féministes (et les nationalistes), le marxisme a permis d'établir de façon scientifique que, parmi toutes les contradictions qui constituent les hommes en groupes sociaux distincts sur la base du sexe, de la nationalité, du groupe d'âge, du métier, etc., la contradiction ou la division fondamentale, celle qui permet d'expliquer l'évolution de l'histoire humaine jusqu'à ce jour, c'est la division de la société en classes sociales, vastes groupes d'hommes constitués sur la base de leur place dans la production sociale. Voilà pourquoi l'existence de la division sociale entre les hommes et les femmes, et l'histoire et l'issue de la lutte contre l'oppression des femmes, ne peuvent être compris en dehors de l'existence de la société de classes, en dehors de l'histoire et de l'issue de la lutte des classes. En un mot, l'apparition et la disparition de l'oppression des femmes sont directement tributaires de l'apparition et de la disparition de la société de classes et de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Voilà pourquoi nous pouvons dire que si les femmes ne constituent pas, en tant que femmes, une classe sociale produisant un surplus approprié par les classes exploiteuses, elles furent dévalorisées socialement et réduites, pour ainsi dire, à l'état de servantes domestiques depuis les débuts de la société de classes.

Sans doute est-il juste d'affirmer que les épouses des propriétaires d'esclaves, que les femmes à la cour des rois (et des reines), ou que les bourgeoises d'aujourd'hui subissent une discrimination sexuelle. Sauf que dans ce cas, la discrimination signifie d'abord et avant tout qu'elles ne peuvent bénéficier pleinement des avantages de leur classe, avantages basés sur l'exploitation des classes exploitées, y compris des femmes qui les composent. D'un autre côté, les esclaves féminins, les paysannes, les ouvrières subissent sans doute une oppression toute particulière. Sans doute peuvent-elles rendre en tant que "servantes domestiques" certains services privés à leur mari, mais les bénéficiaires de cette oppression, on les retrouve, d'abord et avant tout, chez

---

(*) Voir pour plus d'information UNITÉ PROLÉTARIENNE no 14, (Vol 3, no 2), décembre 78 - janvier 79, pp. 50 à 55.

(**) Le révisionniste chinois Deng Xiaopi g (Teng Siao-ping), parle quant à lui de la lutte du tiers monde comme force motrice de l'histoire. Comme quoi nationalisme bourgeois et féminisme utilisent les mêmes procédés lorsqu'il s'agit de promouvoir la collaboration de classe.

les maîtres d'esclaves, chez les aristocrates de la cour et chez les capitalistes, femmes y compris. Voilà ce que veut dire concrètement l'affirmation selon laquelle la division entre les sexes est **subordonnée** à la division entre les classes.

Aussi, on ne peut comprendre la lutte véritable pour l'émancipation des femmes que dans un sens précis, celui d'une lutte pour l'égalité sociale, égalité qui jamais ne pourra être atteinte de façon complète et définitive en dehors de l'abolition de la propriété privée des moyens de production et de la lutte historique pour l'élimination des classes sociales, c'est-à-dire le communisme.

La lutte pour l'émancipation des femmes, partie intégrante de la lutte pour le socialisme et le communisme

Marxisme ou féminisme, telle est finalement l'alternative politique qui se pose au mouvement des femmes. Car, malgré toutes les tentatives des féministes dites "marxistes" et des trotskystes en vue de réconcilier les deux idéologies et les deux programmes politiques, l'objectif réactionnaire du féminisme apparaît clairement: isoler les femmes de la lutte contre la **source** de leur oppression, à savoir la propriété privée des moyens de production par les classes exploiteuses. Or, il n'y a, dans toute l'histoire de la société de classes, qu'un groupe, qu'une classe et qu'un programme politique, capable de faire disparaître le système de propriété privée des moyens de production et de s'attaquer finalement à l'existence même des classes sociales et de l'oppression des femmes. Cette classe, c'est le prolétariat, et ce programme, c'est le programme communiste.

La révolution prolétarienne, au contraire de toutes les révolutions sociales qui l'ont précédée, n'a pas simplement pour but de remplacer la domination d'une classe exploiteuse par une autre. Ce qu'elle vise, c'est la prise du pouvoir par les masses opprimées avec à leur tête la classe dont le travail collectif, rendu à un niveau de socialisation encore jamais atteint dans l'histoire, annonce un nouveau mode de production, la société communiste. Et dans cette révolution, la lutte pour l'émancipation totale et complète des femmes est une exigence absolue. Car, le communisme, la disparition de la propriété privée des moyens de production, des classes et de l'Etat lui-même, exige la participation pleinement égalitaire de tous, hommes et femmes, de quelque nationalité qu'ils soient, à la production sociale. Et c'est sur la base de cette égalité dans le "mode de production de la vie matérielle", que pourront disparaître tous ces rapports sociaux et idéologies fondées sur la discrimination et la contrainte systématique qu'exercent l'Etat et les institutions juridiques qui en dépendent, y compris la famille, sur les classes et groupes sociaux.

Mais si l'objectif communiste comprend **inévitablement** l'émancipation non seulement des classes mais aussi des réalités sociales qui se sont constituées sur la base de cette société de classes, en particulier l'oppression des nations et l'oppression des femmes, la lutte même pour réaliser cet objectif, à savoir la révolution et l'édification de la société socialiste jusqu'au communisme exige **absolument**, et dès **aujourd'hui**, la lutte pour l'égalité la plus complète entre les hommes et les femmes car c'est à cette condition que pourra être mobilisé l'ensemble des ouvriers et opprimés quel que soit leur sexe ou leur nationalité. Voilà pourquoi nous devons affirmer que la lutte pour l'émancipation des femmes fait partie intégrante de la révolution prolétarienne dirigée par la classe ouvrière et son parti communiste.

Et c'est en s'engageant de plein pied dans cette lutte historique pour le communisme que les masses féminines opprimées se gagnent le respect des ouvriers mâles qui constatent en pratique que toutes les idées chauvines propagées par la bourgeoisie ne sont que mensonges et démagogie. En participant à la production et au combat social, en ralliant le drapeau du communisme, les femmes opprimées, et en particulier les ouvrières, font la démonstration concrète, et pour ainsi dire matérielle, que si une femme libre ne peut vivre que dans une société libre, la libération des classes exige la libération des femmes. Car, il n'est aucune victoire de la classe ouvrière et des masses opprimées qui puisse être remportée sans la participation des femmes.

---

1. **Pluri-elles, bulletin de liaison des groupes autonomes de femmes, vol. 1 no 5, p. 9**
2. **Pluri-elles, vol. 1 no 5, p. 14**
3. *Feminism & Marxism, a place to begin a way to go*, **New Star Books, Vancouver, Canada 1977, p. 9**
4. **Chantal Kirsch,** *Les fondements sociaux du sexisme*, **thèse présentée à l'Université de Montréal, pp. 403-4**
5. **Chantal Kirsch, ouv. cité, p. 202**
6. **Kate Millett,** *La politique du mâle*, **Stock 1971, p. 39**
7. **Kate Millett, ouv. cité, p. 53**
8. **Idem**
9. **Kate Millett, ouv. cité, p. 52**
10. **Chantal Kirsch, ouv. cité, p. 270**
11. **Chantal Kirsch, ouv. cité, p. 270**
12. **Chantal Kirsch, ouv. cité, p. 271**
13. **Karl Marx,** *Contribution à la critique de l'économie politique*, **préface, pp. 2-3**
14. **Chantal Kirsch, ouv. cité, p. 272**
15. **Chantal Kirsch, ouv. cité, p. 274**
16. **Idem**
17. **Chantal Kirsch, ouv. cité, p. 280**
18. **Chantal Kirsch, ouv. cité, p. 284**
19. **Chantal Kirsch, ouv. cité, p. 312**
20. **Chantal Kirsch, ouv. cité, p. 336**
21. **Chantal Kirsch, ouv. cité, p. 273**
22. **Karl Marx, ouv. cité, pp. 2-3**
23. **Idem**
24. **Chantal Kirsch, ouv. cité, p. 376**
25. **Mariarosa et James Dalla Costa, Selma,** *Le Pouvoir des femmes et la subversion sociale*, **librairie adversaire, Genève, 1973, p. 9**
26. **Dalla Costa, James, ouv. cité, p. 10**
27. **Dalla Costa, James, ouv. cité, p. 9**
28. **Dalla Costa, James, ouv. cité, p. 10**
29. **Christine Dupont,** *La libération des femmes, année zéro*, **Maspero, pp. 112-113**
30. **Dalla Costa, James, p. 12**
31. **Dalla Costa, James, p. 9**
32. **Dalla Costa, James, p. 12**
33. **Dalla Costa, James, p. 12**
34. **Nicole Laurin-Frénette,** *La libération des femmes, Socialisme Québécois*, **no 24, mars 1973, p. 51**
35. **Dalla Costa, James, p. 69**
36. **Lénine,** *La grande initiative*, **Oeuvres complètes, tome 29, p. 424**
37. *Lutte des femmes et lutte de classe*, **Documents de la IVe Internationale, Editions d'avant-garde, Montréal, 1978, p. 65**
38. *Lutte des femmes...*, **ouv. cité, p. 69**
39. *Lutte des femmes...*, **ouv. cité, p. 64**
40. *Lutte des femmes...*, **ouv. cité, p. 66**
41. *Lutte des femmes...*, **ouv. cité, p. 68**
42. *Lutte des femmes...*, **ouv. cité, p. 68**
43. *Lutte des femmes...*, **ouv. cité, p. 79**
44. *Lutte des femmes...*, **ouv. cité, p. 63**
45. **Lénine,** *La grande initiative*, **Oeuvres complètes, tome 29, p. 425**
46. **Engels,** *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, **Paris, Editions sociales, p. 71**

Le révisionnisme, c'est le capitalisme sans la propriété privée formelle des moyens de production

Le mouvement marxiste-léniniste a été confronté dernièrement aux politiques des nouveaux dirigeants du Parti communiste chinois. Un grand nombre de mesures adoptées par la nouvelle direction concernent les rapports entre les forces productives et les rapports de production, ainsi que les rapports entre la superstructure et l'infrastructure.

Pour rétablir l'équilibre et l'harmonie, et surtout pour rétablir "l'ordre", il faudrait maintenant accorder la place principale au développement des forces productives, lesquelles sont vues surtout comme un développement du rôle des spécialistes, des scientifiques, des professeurs.

Les problèmes soulevés par les politiques de la nouvelle direction du PCC ne sont pas nouveaux. En effet, la façon de concevoir le lien et la contradiction entre les forces productives et les rapports de production, la place que l'on accorde à l'action de la superstructure sur l'infrastructure, tout cela fait l'objet d'un débat ininterrompu depuis plus de cent ans. Les révisionnistes ont toujours utilisé des arguments supposément matérialistes pour nier la nécessité de la révolution, du renversement politique et idéologique de la bourgeoisie, et la dictature du prolétariat dans tous les domaines de la vie sociale sous le socialisme. Ils invoquent le caractère déterminant des forces productives sur l'évolution des rapports de production pour freiner et mettre un terme à la transformation révolutionnaire des rapports entre les hommes dans la production.

Comme on peut le constater, plusieurs problèmes souvent fort complexes doivent être étudiés pour comprendre et critiquer la politique révisionniste. On ne peut prétendre y parvenir d'un seul coup. On trouvera dans le présent numéro d'*UNITÉ PROLÉTARIENNE* deux articles qui abordent ces questions du point de vue théorique et du point de vue de l'analyse concrète de ce qui se passe présentement en Chine.

Le premier article examine certaines mesures économiques adoptées par la nouvelle direction du Parti communiste chinois et tente de dégager les caractéristiques principales de la ligne politique qui leur sert de fondement et de fil conducteur. Le deuxième article présente succinctement certaines notions théoriques de l'économie politique marxiste, lesquelles aideront le lecteur à approfondir les concepts scientifiques indispensables à une étude sérieuse des questions soulevées par le révisionnisme moderne. Nous pensons ainsi faire avancer la critique du révisionnisme tel qu'il se manifeste présentement en Chine.

Les dirigeants du PCC engagent la Chine sur la voie du capitalisme

Tandis que la Ligue supposément communiste du Canada s'évertue à défendre les "principes socialistes" qui justifient et expliquent la vente du Coca Cola en Chine (*), les dirigeants et théoriciens du Parti communiste chinois (PCC), eux, s'adonnent à des tâches plus sérieuses. Ainsi, réalisant un "espoir" qu'il nourrissait "depuis plusieurs années au moins", Deng Xiaoping (Teng Siao-ping) s'est rendu aux Etats-Unis à la recherche de technologie, de méthodes de gestion efficaces et d'une alliance plus solide avec cette moitié du "premier monde" qui fait partie du "front uni contre l'hégémonisme et pour la défense de la paix, de la sécurité et de la stabilité mondiales" (1). Bien plus qu'une simple "visite diplomatique", ce voyage est une carte maîtresse de la stratégie qui vise à installer la Chine dans une position avantageuse sur les marchés impérialistes. Encore une fois, le prolétariat et les peuples du monde pouvaient prendre la mesure réelle de cette "Chine puissante" que les dirigeants chinois veulent édifier d'ici la fin du siècle: une Chine puissamment développée du point de vue de sa place dans les rivalités interimpérialistes.

Si les voyages "diplomatiques" sont un indice clair de la ligne politique des dirigeants actuels, ils ne sont rien comparativement aux bouleversements internes que les chefs et théoriciens du Parti communiste chinois ont entrepris, et qu'est venue consacrer la 3e Session plénière du Comité central issu du XIe Congrès du Parti (2). Ces bouleversements affectent tous les aspects de la vie du peuple chinois: la base économique, en particulier les rapports de production dans les usines, la politique, les arts, les sciences, la doctrine militaire, les rapports ville-campagne, etc. Toutes ces mesures touchent aux fondements de l'édification du socialisme, en particulier aux rapports de production, base économique de tout l'édifice social.

L'esprit dans lequel les dirigeants chinois ont entrepris cette tâche apparaît clairement dans le communiqué de la 3e Session plénière du Comité central. On y apprend, entre autres choses, que la *"modernisation socialiste du pays" (3)*, veut dire la même chose que l'*"édification de la patrie" (4)*, à laquelle sont conviés *"tous les patriotes"* sans distinction de classes, étant donné que *"tous les patriotes sont d'une même*

(*) Voir *La Forge*, vol. 4, no 3, 26 janvier 1979, p. 9: "A propos du Coke en Chine", dans lequel on peut lire entre autres réflexions "profondes", la perle suivante: "Le Coke produit approvisionnera les villes principales telles Shanghaï et Beijing (Pékin), principalement pour desservir le nombre croissant de touristes qui y visitent la Chine. L'expansion du tourisme permet à plusieurs personnes de voir de leurs propres yeux les réalisations de la révolution socialiste chinoise..." Il n'y a donc dans ce phénomène "rien qui ne soit *pas socialiste*, dit *La Forge*. C'est peu dire, puisque le Coke serait devenu un véhicule des réalisations du socialisme en Chine...

famille" (⁸). On y apprend aussi que *"les conditions sont réunies pour réaliser le déplacement du centre de gravité du Parti (...) sur l'économie et la révolution technologique" (⁹).* Cette affirmation repose sur l'analyse du Comité central, selon laquelle *"les vastes et impétueuses luttes de classes menées par les masses ont pratiquement pris fin" (⁷).* Ce qui est bien compréhensible puisque, selon le Comité central, l'ennemi de classes ce n'est plus qu'*"un tout petit nombre de contre-révolutionnaires et de délinquants de droit commun" (⁸).* D'où il découle que la lutte de classes se réduit à bien peu de choses et que, dorénavant, les masses peuvent se consacrer à la production, au lieu de perdre leur temps à se battre contre un ennemi si insignifiant. Rien d'étonnant alors que le Comité central décide d'accorder *"l'indépendance qui leur est due"* aux *"parquets et organisations judiciaires" (⁹).* Que les masses produisent, les juges vont s'occuper de la lutte des classes à leur place!

Pour justifier leur programme des "quatre modernisations", les dirigeants et théoriciens du PCC ont élaboré une argumentation théorique fondée sur **l'objectivité des lois économiques** et sur **la fonction régulatrice de la loi de la valeur sous le socialisme.** Cette argumentation justifie, selon eux, le rôle plus grand donné aux moyens et organisations économiques, tels les banques, les sociétés spécialisées, le système de contrats, les primes à la production, les sanctions contre ceux qui ne produisent pas assez, une plus grande autonomie des cadres dirigeants des entreprises. etc.

Le Comité central du PCC prétend que cette ligne consolidera la dictature du prolétariat et l'édification du socialisme, et qu'elle est une application rigoureuse du marxisme-léninisme. Une analyse sérieuse de leurs discours et résolutions révèle au contraire qu'il s'agit d'une révision du marxisme-léninisme, d'une ligne et d'une théorie qui ne peuvent conduire ailleurs qu'au rétablissement du capitalisme en Chine.

Comment "l'objectivité des lois économiques" sert à justifier la "théorie des forces productives"

Depuis que le marxisme a prouvé sa supériorité écrasante sur toutes les autres théories et conceptions du monde qui prétendent détenir la voie du socialisme, nombreux sont ceux qui ont tenté d'en dénaturer le caractère scientifique et essentiellement révolutionnaire. Nombreux sont ceux, en particulier, qui ont tenté d'ériger un aspect du marxisme contre les autres, dans l'espoir de nier l'ensemble, et sous prétexte de l'adapter à la situation concrète.

Parmi ces déformations révisionnistes du marxisme, la "théorie des forces productives" est sans doute l'une des plus tenaces, l'une des plus dangereuses et aussi l'une des plus difficiles à démasquer, car elle se présente sous le masque du matérialisme le plus conséquent. Historiquement, cette théorie est apparue sous la forme du rejet de la révolution politique, sous prétexte que le mouvement de l'économie conduit de lui-même au socialisme — la tâche politique de la classe ouvrière se limitant alors à obtenir des réformes sociales qui, combinées à l'évolution de l'économie, entraînerait un "dépassement" du capitalisme. C'était le sens de la fameuse phrase de Bernstein: "Le mouvement est tout, le but final n'est rien", qui est aujourd'hui le fondement de la stratégie et de la tactique social-démocrates et révisionnistes.

La "théorie des forces productives" prétend s'appuyer sur le marxisme qui soutient que c'est l'économie qui, **en dernière instance**, détermine les formes politiques, idéologiques et juridiques. Elle prétend aussi s'appuyer sur le marxisme qui a démontré que les lois économiques ne sont pas inventées de toutes pièces par le cerveau des hommes, selon leur humeur ou leur degré d'intelligence, mais qu'elles ont un caractère objectif; qu'elles agissent indépendamment de la conscience des hommes; qu'elles ont aussi un caractère historique, dans la mesure où elles agissent dans des conditions qui ne sont pas immuables, qui évoluent constamment, entraînant des modifications dans la façon dont ces lois économiques objectives agissent.

La "théorie des forces productives" prétend donc s'appuyer sur la conception **matérialiste**, élaborée par Marx et Engels. Mais elle nie ces autres aspects du marxisme que sont la dialectique et sa perspective essentiellement historique. Elle nie ou minimise à l'extrême que les formes politiques et les formes de conscience agissent en retour sur la base économique, et que cette action peut en déterminer la **forme**, soit en accélérant son développement, soit en le freinant. Cette négation de l'importance de la lutte politique et idéologique, au nom du matérialisme, caractérise la plupart des courants révisionnistes, et c'est ce qui caractérise les conceptions actuelles des dirigeants et théoriciens du PCC. Toutes leurs mesures économiques et politiques découlent de cette conception antimarxiste et foncièrement antirévolutionnaire, comme l'illustre le document que nous allons examiner ici.

Dans un important discours prononcé en juillet 1978 devant le Conseil des affaires d'Etat, intitulé: **"Se conformer aux lois économiques pour accélérer les quatre modernisations"** (¹⁰) Hou Kiao-mou, président de l'Académie des sciences sociales de Chine, expose un plan global de réorganisation de l'économie chinoise. Nous savons maintenant, par la lecture du communiqué de la 3e Session plénière du Comité central, que ses principales thèses et recommandations ont été adoptées par la direction du Parti. Nous allons donc le prendre comme document principal de notre analyse des positions du PCC en matière de développement économique.

L'auteur se fixe pour tâche de combattre *"les influences néfastes de Lin Piao et des Quatre"* et des gens *"qui ne veulent pas reconnaître ou ne tiennent pas compte des lois économiques et de leur objectivité"*; des gens pour qui *"la volonté de la société, du gouvernement et des autoritéS constituent les lois économiques elles-mêmes"*; et pour qui *"celles-ci peuvent être transformées en fonction des besoins politiques." (¹¹)* Devant cette interprétation erronée de la théorie marxiste sur les rapports entre la base économique et la superstructure, entre l'économie et la politique, il faut s'attendre à ce que l'auteur rétablisse la vérité et qu'il explique ce qu'est la juste conception sur les rapports entre l'économie et la politique, en particulier sous le socialisme. D'autant plus que, dès le début de son discours, Hou Kiao-mou cite Huo Guofeng (Houa-Kouo-feng), président du Comité central du PCC, qui incite les gens à *"étudier, assimiler et appliquer* **les lois économiques du socialisme"** (¹²).

Ce n'est donc pas de n'importe quelles lois économiques qu'il sera question ici, mais bien des lois économiques du socialisme, en opposition, sans doute, aux **lois économiques du capitalisme.** C'est du moins ce qu'il est permis de supposer. Or, entre ce que l'auteur annonce et ce qu'il livre en réalité, il y a des différences considérables.

Comment "l'objectivité des lois économiques" sert à nier le rôle de la lutte politique et à affaiblir la dictature du prolétariat

Les trois premières parties du discours de Hou Kiao-mou s'intitulent:

"1. Reconnaître l'objectivité des lois économiques;
2. se conformer aux lois économiques";

3. accroître le rôle des organisations économiques".

Cette simple énumération permet déjà de saisir les grands traits de sa logique. D'abord insister uniquement sur l'objectivité des lois économiques et sur le fait qu'elles s'imposent à nous comme des lois de la nature. Ensuite définir le socialisme uniquement comme étant cette période dans l'histoire où l'homme peut agir consciemment selon ces lois, ce qui suffirait à distinguer cette époque de celle du capitalisme. Et finalement, puisque ces lois sont des lois **économiques**, et que l'économie est le **facteur déterminant**, il en découle qu'il faut accroître le rôle des moyens et des organisations **économiques**. Tout se tient et on a l'impression d'avoir fait le tour du problème.

En fait, les dés sont pipés au départ. En nous entraînant dans un débat sur le caractère objectif ou non des lois économiques, ce théoricien du PCC tente de masquer le problème réel: celui du rapport entre l'économie et la politique sous le socialisme, et en particulier celui de savoir comment les lois économiques se comportent sous le socialisme. Ce comportement est-il exactement le même que sous le mode de production capitaliste?

Vous avez beau lire et relire la partie théorique de ce discours, vous n'y trouverez qu'une insistance **unilatérale** sur le caractère objectif des lois économiques et sur la nécessité de s'y conformer. Bien sûr, l'auteur se réfère à Marx et à Lénine (il peut difficilement ne pas le faire dans le contexte actuel de la Chine). Or, la profondeur de son étude du marxisme-léninisme pour élucider un problème aussi important est telle, qu'elle s'appuie sur deux citations. De Marx, il retient la citation suivante:

> *"Des lois naturelles ne peuvent pas être supprimées* **absolument**. *Ce qui peut être transformé, dans des situations historiques différentes, c'est uniquement* **la forme sous laquelle ces lois s'appliquent."** *(13)*

De ce point de vue de Marx, on peut donc déduire que ce qui peut être changé dans des situations historiques différentes, c'est ce que ces lois ont de relatif; si elles ne peuvent pas être supprimées absolument, elles peuvent subir des modifications selon la situation historique dans laquelle elles agissent. L'affirmation selon laquelle les lois économiques sont objectives, comme le sont les lois de la nature en général, est donc une vérité absolue; mais comme toute vérité, elle comporte aussi un aspect **relatif.** Hou Kiao-mou ne retient de cette citation de Marx que le caractère absolu des lois économiques, et il laisse tomber complètement l'aspect relatif, c'est-à-dire ce que ces lois ont de dynamique et d'**historique.**

Quand Marx parle de la **"forme** sous laquelle ces lois s'appliquent", c'est à cet aspect relatif et historique des lois qu'il se réfère. Ce n'est pas une simple figure de style. La forme sous laquelle les lois économiques objectives s'appliquent, ou plutôt les diverses formes qu'elles revêtent dans l'histoire, est ce qui permet de distinguer les différents régimes économiques qui se sont succédés historiquement, et les régimes politiques qui leur correspondent. Par exemple, la forme marchande des produits du travail et la circulation des marchandises existaient bien avant l'apparition du mode de production capitaliste. Les lois générales de la production marchande agissaient dans la vie économique de la société même à l'époque féodale. Mais ces lois agissaient dans des **formes** et dans des **limites** propres au régime économique et politique féodal, lequel avait pour base la propriété foncière. Les limites dans lesquelles agissaient les lois de l'économie marchande, par exemple le caractère limité du salariat, le caractère limité de la production elle-même, et les entraves féodales à la libre circulation des marchandises, tout cela agissait puissamment sur **"la forme sous laquelle"** les lois de la production marchande s'appliquaient. Mais ce n'était pas, contrairement à ce que laisse entendre Hou Kiao-mou, une question secondaire. En réalité, la **forme** en question est ce qui caractérisait le mode de production féodal du point de vue économique (ou, plus exactement, une de ses caractéristiques importantes). Du point de vue historique, ce fut précisément l'abolition de cette **forme** des lois de l'économie marchande propre au féodalisme, avec les limites qu'elle comportait, qui caractérisa la montée, puis la victoire définitive du mode de production capitaliste.

Le passage d'une forme d'application des lois économiques à une autre, donc la modification de ce qu'il y a de relatif et d'historique dans ces lois, en opposition à ce qu'elles ont d'absolu, explique le passage d'un mode de production à un autre. Il y a donc là bien plus qu'une simple qualité **accessoire** des lois économiques. Il y a là, dans cette succession de **"formes"**, l'évolution même de la société à travers les âges. Voilà quels petits "détails" notre penseur a glissés sous le tapis. On verra pourquoi il recourt à cette manoeuvre quand viendra le temps d'examiner comment il conçoit l'action des lois économiques objectives sous le socialisme; on peut déjà prévoir que la distinction entre l'action de lois se retrouvant à la fois sous le capitalisme et le socialisme sera très mince... Mais revenons pour l'instant au sujet qui nous occupe ici, celui du rapport entre l'économie et la politique en général, et en particulier sous le socialisme.

Le tripotage théorique auquel il s'est livré tantôt en falsifiant les idées de Marx, il le répète aussi avec Lénine. Cette fois en introduisant plus explicitement la question du rapport entre la politique et l'économie. Voici comment il présente le point de vue de Lénine:

> *"Lénine, lui aussi, soulignait que la transformation économique de la société ne saurait subir "toutes sortes de changements au gré des autorités (ou, ce qui revient au même, au gré de la société et du gouvernement)", que son évolution était "un processus d'histoire naturelle", et que les lois de son développement étaient "indépendantes de la volonté, de la conscience et des desseins de l'homme, mais (...) au contraire, déterminent sa volonté, sa conscience et ses desseins"* **(Ce que sont les "amis du peuple" et comment ils luttent contre les social-démocrates**, *1894)." (14)*

Tantôt, l'auteur ne retenait que le caractère absolu de cette vérité que les lois économiques sont objectives. Ici, il pose ce caractère absolu comme déterminant la politique — d'une façon toute aussi **absolue**.

Aucun marxiste-léniniste ne contestera la justesse des thèses matérialistes du marxisme. Le problème, c'est que l'auteur nous donne la bonne réponse à la mauvaise question. Le problème est celui du rapport entre l'économie et la politique, non pas en général, mais en particulier sous le socialisme — et plus particulièrement encore, dans la Chine contemporaine. Et comme partout ailleurs il se contente d'une réponse simpliste, unilatérale, et pour tout dire **dogmatique**, à une question complexe à laquelle seul le matérialisme **historique** et **dialectique** permet de répondre scientifiquement. Or ce "simplisme" n'est pas une simple "insuffisance"; c'est une arme au service d'une cause politique.

En ne retenant du marxisme-léninisme que ce qui fait son affaire, en l'occurrence la thèse matérialiste, selon laquelle la conscience des hommes, les formes politiques et juridiques, sont déterminées par leurs conditions de vie matérielles, notre "homme de science" le dépouille de ce qui en fait une **science**: son caractère à la fois matérialiste, historique et dialectique. C'est ce qui l'a conduit plus haut à présenter les lois économiques objectives **en dehors de l'histoire**, comme ne subissant aucune modification importante d'un

mode de production à un autre... si ce n'est quelques modifications de **forme!** Voyons où, selon Engels, mène ce genre d'interprétation du marxisme:

"D'après la conception matérialiste de l'histoire, le facteur déterminant dans l'histoire est, **en dernière instance**, *la production et la reproduction de la vie réelle. Ni Marx, ni moi n'avons jamais affirmé davantage. Si, ensuite, quelqu'un torture cette proposition pour lui faire dire que le facteur économique est le* **seul** *déterminant, il la transforme en une phrase vide, abstraite, absurde." (18)*

Or, avec des phrases vides, abstraites et absurdes on peut justifier n'importe quelle absurdité, comme par exemple que les lois économiques objectives s'appliquent également pour toutes les formations sociales de l'histoire.

Prenons le phénomène de la révolution dans l'histoire. Une époque révolutionnaire est précisément une situation où l'action de la superstructure (politique, lutte politique, formes juridiques, etc.) joue un rôle prépondérant. Avant comme après la prise du pouvoir par la classe révolutionnaire, l'aspect **politique** (qui relève de la superstructure, tout comme les formes de conscience, etc.) joue le rôle principal. Pour Engels, ceci ne fait pas de doute, ainsi qu'il l'explique dans la suite de la lettre à J. Bloch que nous avons citée plus haut:

"La situation économique est la base, mais les divers éléments de la superstructure — **les formes politiques de la lutte de classes et ses résultats, — les Constitutions établies une fois la bataille gagnée par la classe victorieuse, etc.,** *— les formes juridiques, et même les reflets de toutes ces luttes réelles dans le cerveau des participants, théories politiques, juridiques, philosophiques, conceptions religieuses, et leur développement ultérieur en systèmes dogmatiques, exercent également leur action sur le cours des luttes historiques et, dans beaucoup de cas, en déterminent de façon prépondérante la* **forme**." *(19)*

Engels évoque le contexte postérieur à la prise du pouvoir par la classe révolutionnaire pour expliquer comment les éléments de la superstructure (y compris les théories politiques, etc.) peuvent être déterminants. C'est dans ce sens précis qu'Engels parle de la "forme" que prend le "cours des luttes historiques". Encore ici il faut voir dans cette notion de "forme", tantôt employée par Marx, autre chose qu'un simple "ornement". La "forme" que prend "le cours des luttes historiques", désigne les grands moments de la lutte de classes dans l'histoire. Cette "forme", c'est par exemple **la forme révolutionnaire** du reversement d'une classe par une autre; ce sont les formes politiques et les structures politiques par lesquelles une classe donnée consolide son emprise sur la société et liquide la classe réactionnaire. En résumé, dire que la superstructure peut agir sur "le cours des luttes historiques" de façon "prépondérante", c'est dire que dans des conditions historiques données, en particulier à une époque révolutionnaire, la politique joue le rôle principal.

Que reste-t-il après tout cela du discours théorique de Hou Kiao-mou et de ses chefs politiques, qui répètent comme des perroquets que l'économie est déterminante, que les lois objectives de l'économie sont absolues, que *"la politique ne peut créer, en dehors des lois économiques existantes, de nouvelles lois pour les imposer à l'économie"? (17)*. Il reste une tentative grossière d'avilir le marxisme-léninisme et de justifier l'opportunisme politique. Il reste la tentative de liquider la politique révolutionnaire du prolétariat et de promouvoir une politique bourgeoise qui, sous prétexte de se baser sur le primat de l'économie et de se conformer à l'objectivité des lois économiques, veut imposer au prolétariat n'importe quelles "lois économiques", y compris celles du capitalisme.

Nous l'avons vu, la 3e Session plénière du Comité central du PCC a formulé très clairement la nouvelle étape de la "révolution chinoise":

"réaliser le déplacement du centre de gravité du Parti (...) sur l'économie et la révolution technologique" (18)

. La partie théorique du discours de Hou Kiao-mou a pour fonction d'expliquer dans quelle perspective le Comité central entend franchir cette nouvelle étape. Elle permet déjà de voir que cette perspective est plutôt sombre pour le peuple chinois.

Vers un socialisme des "experts" et des "managers"

Quand la politique c'est l'économie et l'économie la politique, et que l'économie détermine la politique, n'est-il pas "logique" de transformer les organes politiques en appendices des instruments de gestion économique? Lénine n'a-t-il pas écrit, comme le dit Hou Kiao-mou, que *"la politique est l'expression la plus concentrée de l'économie"? (19)*. Or, pour l'auteur, l'économie ce n'est rien d'autre que les lois économiques objectives. Avoir un point de vue juste sur le développement économique, c'est par conséquent appliquer les lois économiques objectives le plus fidèlement possible. Cela fait, l'économie se développera, entraînant la politique dans son sillage. Voilà comment, à partir de la phrase de Lénine: "la politique est l'expression la plus concentrée de l'économie", les économistes chinois tentent de justifier la "théorie des forces productives".

Pour en arriver là, Hou Kiao-mou doit d'abord dépouiller l'économie de sa substance vivante, **les rapports entre les hommes**, pour la considérer du seul point de vue d'un ensemble de lois qu'il faut découvrir et appliquer. Cette déformation de l'économie consiste en fait à dépouiller la vie économique d'une société des rapports **politiques**, et à ne considérer les luttes politiques que comme des à côtés de la vie sociale. C'est ainsi que Hou Kiao-mou en arrive à la conclusion qu'il faut *"accroître le rôle des organisations économiques et des moyens économiques" (20)*. La question de l'orientation imprimée à ces "organisations et moyens économiques" ne relève donc plus pour lui du domaine politique; il ne veut pas savoir quelle classe servent ces moyens et organisations économiques, mais seulement s'ils sont utilisés de façon "rationnelle". L'économie politique des dirigeants chinois a donc réduit les classes et la lutte des classes à néant; la "raison" et la raison seule est dorénavant garante de la justesse ou non des politiques économiques de l'Etat chinois!

Mais, qui donc est le dépositaire de cette "rationalité"? Ce sont les experts, les hommes de science, les dirigeants d'entreprise, les spécialistes de la planification économique, bref tous ces gens qui, si on leur en donne la chance (et si on les récompense "rationnellement"),si on leur donne les moyens de mettre en oeuvre leur initiative et leur sens des responsabilités, trouveront bien les solutions aux problèmes économiques et sociaux des masses chinoises. Ces problèmes seront ainsi solutionnés beaucoup plus **rapidement** et beaucoup plus **efficacement** que si on permet aux travailleurs de s'en occuper!

"Ne serait-il pas plus efficace", écrit Hou Kiao-mou, *"de laisser aux organisations économiques le soin de régler,* **par les moyens économiques,** *un certain nombre de leurs activités économiques et administratives?" (21)*

Pourquoi? Mais parce que:

"... le domaine qui relève de la gestion administrative se révèle beaucoup trop vaste, et de nombreux organismes interviennent au-delà des besoins, avec une structure si pléthorique et **une efficacité si faible** *qu'ils nous* **empêchent d'adopter les méthodes déjà simplifiées par le capita-**

lisme et d'administrer l'économie selon les lois qui la régissent." (22)

Quand on est convaincu, comme le sont les économistes chinois, que les lois économiques sont "universelles" et "intemporelles", il n'y a aucun problème à considérer que **l'efficacité** est elle aussi "universelle", qu'elle ne subit aucunement la marque d'intérêts de classe particuliers. Il en découle donc tout "naturellement" que:

"Le plus clair des activités économiques doit être transféré du domaine administratif du gouvernement au domaine gestionnaire des entreprises", et que *"à l'intérieur d'une entreprise, il faut aussi réduire le plus possible le rôle de la gestion administrative et accroître celui de la gestion économique."* (23)

Le **domaine administratif** dont il est question ici, ce sont donc les organisations gouvernementales, donc **politiques**, par lesquelles les masses, entre autres moyens, exercent leur pouvoir dans la vie économique. La **gestion administrative** à l'intérieur des entreprises, ce sont les moyens par lesquels la classe ouvrière chinoise intervient (ou intervenait) dans la gestion des usines (par exemple, les comités révolutionnaires instaurés durant la révolution culturelle des années 60). C'est tout cela que veut éliminer Hou Kiao-mou quand il invoque la lenteur et la lourdeur administratives. Dorénavant, le temps "perdu" à décider collectivement comment la production doit être organisée doit diminuer radicalement. Pour ce faire, il faut donner la place principale à ceux qui, organismes et cadres, ont la responsabilité de la gestion économique.

Par "gestion économique", l'auteur entend les "méthodes de gestion déjà simplifiées par le capitalisme". Deng Xiaoping l'a constaté de ses propres yeux, les usines Ford et le vaste complexe industriel américain opèrent selon des méthodes fort efficaces. Là, les "managers" peuvent agir en toute liberté pour appliquer les "lois économiques objectives". Là, la rationalité n'est pas troublée par le mouvement des masses pour prendre part à la planification et à l'organisation de la production. Les "managers" méritants, ceux qui parviennent à soutirer le maximum de travail des ouvriers, sont récompensés, ce qui les incite et les stimule à faire preuve d'initiative et d'esprit d'entreprise. Ce sont les fameux **moyens économiques** dont parle Hou Kiao-mou. Ces moyens économiques (ni capitalistes, ni socialistes) étant la chose de l'avenir, la garantie d'une productivité accrue du travail, on met la hache dans les "moyens politiques" encombrants que sont les comités révolutionnaires. Dorénavant, la "gestion économique" saine et "rationnelle", faite selon les "lois objectives de l'économie" (ni capitalistes, ni socialistes), doit jouer le rôle principal.

Deux mesures particulières illustrent bien cette pensée économique; celle qui consiste à *"renforcer le rôle des banques"* (24), et celle qui consiste à *"renforcer la législation et la juridiction économique"* (25). A propos des banques, Hou Kiao-mou écrit:

"La banque est le centre de la comptabilité, du crédit, de l'émission et de la récupération des monnaies. Avec ses succursales réparties dans tout le pays, elle est en mesure de se charger, **à la place de l'Etat**, *d'une grande partie de la gestion économique. Ses méthodes peuvent montrer beaucoup plus de souplesse et d'efficacité que les mesures administratives. La banque est capable de stimuler et de superviser toutes les opérations économiques des entreprises."* (26)

D'où il découle qu'il faut *"renforcer puissamment le rôle de la banque"* (27).

Résumons d'abord l'argumentation de l'auteur, de façon à ne pas perdre de vue ses idées maîtresses. La banque est mieux placée que l'Etat pour se charger de la gestion économique, parce que:

1) elle a des "succursales réparties dans tout le pays";
2) elle est plus "souple" et plus "efficace" dans ses méthodes;
3) elle "est capable de stimuler et de superviser toutes les opérations économiques des entreprises".

Il faut admettre qu'un Etat socialiste qui ne peut rivaliser avec la banque pour ce qui est du nombre de succursales dans le pays, qui **par définition** (puisque Hou ne pose pas le problème autrement) ne peut faire preuve d'aucune souplesse ni efficacité, et qui ne peut ni "stimuler" ni "superviser" les opérations économiques des entreprises, il faut sans doute qu'un tel Etat mérite d'être supplanté par la banque dans le domaine économique. Or, si la banque est en mesure de remplacer ainsi l'Etat dans ce domaine, c'est que **la banque est vue comme une entité distincte qui opère selon ses propres règles et lois.**

Pour justifier son point de vue, Hou se réfère à Marx et à Lénine. Dans **Le Capital**, Marx ne parle-t-il pas de la banque comme d'un "puissant levier" pour l'économie socialiste? Et, parlant à son tour de la banque sous le socialisme, Lénine n'écrit-il pas qu'elle est un instrument de:

"... comptabilité à l'échelle nationale, de contrôle à l'échelle nationale de la production et de la répartition des produits, quelque chose, pourrions-nous dire, comme la charpente de la société socialiste"? (28)

Du point de vue de Marx et de Lénine, l'auteur ne retient que la description technique du rôle de la banque sous le socialisme. Il n'est pas intéressé à ces autres aspects que sont le caractère **démocratique** que doit avoir la banque sous le socialisme, au fait que la banque est un **appareil d'Etat**, donc soumis à la politique dominante de cet Etat, deux choses sur lesquelles insiste Lénine dans le texte où l'auteur a puisé sa citation. *"Notre tâche,* écrit Lénine, *est alors de retrancher de cet excellent appareil d'Etat ce qui en fait un monstre capitaliste"* (29). Or, que l'on confère à ce secteur le degré d'autonomie que suggère Hou Kiao-mou, que sous le socialisme on accorde aux banques la tâche de contrôler et de superviser des secteurs entiers de la production sociale, en lieu et place des organismes politiques, on réintroduit par là cette bureaucratie "efficace" du capitalisme, par laquelle les masses sont tenues à l'écart des centres nerveux de la vie économique.

Ainsi, quand il parle de lourdeur "administrative", Hou a en vue les "tracasseries" politiques auxquelles les bourgeois et les nouveaux éléments bourgeois (parmi les cadres, scientifiques, économistes, etc.) sont soumis sous la dictature du prolétariat. Pas une fois n'est-il question pour lui de mobiliser les masses pour combattre la "bureaucratie" et la lourdeur administrative. A la place de cela il insiste uniquement sur la nécessité de *"renforcer la législation et la juridiction économiques"*. Les conflits qui surgissent dans le domaine économique, il faut les *"régler par les organismes judiciaires conformément à la loi"* (30). Ce qu'il ne peut obtenir par la mobilisation des travailleurs, par un appel à leur conscience et à leur discipline de classe, il veut l'obtenir par la contrainte et *"des sanctions sévères"* (31). La voilà la véritable gestion bureaucratique. Parvenir à une productivité accrue à l'aide de la "carotte" des primes et du "bâton" de la législation économique, voilà qui, aux yeux des révisionnistes, simplifie considérablement les problèmes de **gestion**. Ainsi s'explique leur empressement à importer les méthodes de gestion des USA et des autres pays capitalistes avancés.

Que cette **"politique"** (on n'y échappe pas si facilement!) qui consiste à mettre **des mesures économiques au poste de commandement** réduise la classe ouvrière et la paysannerie au niveau d'une **force productive** asservie et soumise, cela n'entre pas dans les préoccupations des Hou Kiao-mou et des Deng

Xiaoping. L'économie c'est l'économie, et la politique c'est la politique. Mais la politique n'est en fait que la somme des lois objectives qu'il faut découvrir et auxquelles il faut se conformer rationnellement. Donc les moyens économiques peuvent remplacer les moyens politiques. C'est beaucoup moins "administratif" et beaucoup plus "efficace".

Hou Kiao-mou nous a donc appris beaucoup de choses fondamentales sur le socialisme. Nous savons maintenant que Marx et Engels se trompaient, eux qui pensaient que l'économie, ou plus exactement la base économique de la société, était constituée par les **rapports de production**, lesquels sont des rapports entre les hommes et, *"en dernière analyse"* comme l'écrit Engels *"des rapports entre les classes" (32)*. S'ils avaient lu Hou Kiao-mou, ils auraient su que l'économie n'est qu'un ensemble de lois objectives qu'il suffit de comprendre et d'appliquer rationnellement. Nous savons aussi que la classe ouvrière n'est qu'une **quantité de force de travail** à utiliser le plus efficacement possible; et que pour employer cette force de travail au maximum, il faut en placer le sort entre les mains des spécialistes de l'économie, les experts qui, ayant découvert les lois économiques, auront pour fonction de soumettre à leurs impératifs naturels cette masse de force de travail.

Pour les révisionnistes chinois, plus rien ne distingue les lois économiques du socialisme des lois économiques du capitalisme

En effet, pour eux, il n'y a plus que les lois objectives de l'économie en général, valables également (dans les mêmes formes et dans la même mesure) pour toutes les périodes historiques et pour tous les modes de production. Et si tel est le cas, il ne faut pas se tracasser avec la transformation socialiste des rapports de production. Tout est dans le secret des lois économiques objectives. "Saisissez-vous de ces lois", disent les révisionnistes, et tout le reste suivra, y compris les rapports de production. Comment cela? C'est fort simple, comme nous l'explique un certain Siué Yong-ying dans un article intitulé: **Les quatre modernisations constituent une profonde révolution (33)**:

"La raison en est que les forces productives, sont, en définitive un facteur décisif pour promouvoir le mouvement de l'histoire, transformer les rapports de production et la superstructure, et modifier la physionomie de toute la société." (34)

Mais dans quel sens se fera cette transformation des rapports de production? Quel est l'état de cette transformation en Chine, aujourd'hui? Quelles lois économiques régissent cette transformation des rapports de production? De ces questions, une seule préoccupe les révisionnistes chinois: celle des lois économiques bien entendu. Jamais ils n'abordent la transformation révolutionnaire des rapports de production. Pour comprendre quel sort en réalité ils réservent à ces derniers, il faut analyser la façon dont ils traitent les lois économiques et leur action dans la vie économique de la société chinoise. Parmi ces lois, **la loi de la valeur** occupe une place de choix.

La "loi de la valeur": instrument de planification et de gestion ou régulateur de la production sociale?

A maintes reprises dans son discours, Hou Kiao-mou aborde les questions de la rentabilité des unités de production, de la nécessité de réduire le gaspillage de temps de travail et de combiner *"la consommation du travail et du matériel" (35)* de façon à obtenir un meilleur rendement économique. Il faut aussi faire *"des prix des marchandises un juste reflet de leur valeur"*, car *"un prix rationnel favorise les bénéfices des producteurs, alors qu'un prix irrationnel produit un effet inverse" (36)*. (On se demandera sans doute qui l'"effet inverse" favorise? L'auteur oppose-t-il ici les "bénéfices" de l'ensemble de la société à ceux des groupes de producteurs? C'est en plein cela, comme on va le voir par la suite). A propos des prix, Hou poursuit en disant:

"Nous devons donc (...) élaborer notre politique des prix **en fonction de la loi de la valeur**. *Nos prix planifiés pourront ainsi harmoniser les intérêts de l'Etat, des collectivités et des individus, régler rationnellement les rapports entre les ouvriers et les paysans, et jouer un rôle actif de régulation pour la production sociale." (37)*

Quelle est donc cette loi qui régularise la production et qui doit déterminer les prix des marchandises?

"La loi de la valeur est une loi universelle de l'économie marchande. Elle peut se résumer ainsi: la valeur de chaque marchandise est déterminée par le temps de travail que la société doit dépenser à sa production; le prix d'une marchandise est fondé sur sa valeur, et l'échange des marchandises est un échange à valeurs égales. Du fait que dans les conditions du socialisme, la production marchande et la circulation des marchandises existeront encore très longtemps — **elles doivent même se développer vigoureusement en Chine** *— la loi de la valeur continue de jouer un rôle indispensable dans la vie économique." (38)*

Retenons au passage que les raisons qui justifient la nécessité de "développer vigoureusement" "la production marchande et la circulation des marchandises" en Chine, aujourd'hui, ne sont jamais expliquées.

Ainsi donc, la loi de la valeur doit jouer un **rôle régulateur** de la vie économique en Chine. Fort bien! Comment cela se justifie-t-il dans un pays socialiste où la production est planifiée? Hou préfère ne pas répondre à cette question. Il se contente d'affirmations générales et il tente, comme d'habitude, d'ériger une vérité relative en vérité absolue: si la loi de la valeur est une loi universelle de l'économie marchande et que l'économie socialiste est une économie marchande, donc la loi de la valeur y joue le même rôle que dans toutes les autres économies marchandes. Mais qu'arrive-t-il quand on se conforme à la loi de la valeur au point d'en faire le régulateur de la production sociale?

Si la loi de la valeur est intégralement respectée dans toutes les sphères de la production sociale, les produits du travail devront être considérés d'abord et avant tout comme marchandises, c'est-à-dire comme simple forme matérielle de la valeur. Si c'est la valeur des marchandises qui intéresse d'abord l'Etat et surtout les "producteurs", il faudra, comme le dit Hou, que les marchandises soient vendues à leur valeur. La réglementation des prix consistera donc à s'assurer que les marchandises sont vendues à leur valeur. Or, nous savons qu'en Chine, le prix de certaines marchandises n'a pas varié depuis de nombreuses années. La nouvelle politique viendra mettre un terme à tout cela, et il en résultera une montée des prix. Dans la partie de son discours qui traite de l'agriculture, Hou Kiao-mou, citant Hua Guofeng, affirme d'ailleurs qu'*"il faut majorer dans une juste proportion le prix d'achat des produits agricoles" (39)*. De deux choses l'une: ou bien il y a contrôle des prix, et alors la loi de la valeur n'agit que dans des limites fixées, ou bien la loi de la valeur joue un rôle régulateur, et alors il faut que les prix montent.

Si la loi de la valeur intervient avec autant de force que le suggère Hou dans la détermination des prix, et si par ailleurs les unités de production orga-

nisent leurs activités d'abord en fonction de la loi de la valeur, de manière à en retirer le plus de bénéfices possible, on peut s'attendre à ce que la planification centralisée de l'Etat sur la production joue un rôle de moins en moins important, et que les "initiatives" des unités de production deviennent un moteur de plus en plus important de la production sociale. Cette ligne provoque la transformation des unités de production (usines, communes populaires, brigades de production, etc.) en autant de producteurs marchands, dont les rapports sont réglés par l'action de la loi de la valeur. C'est ouvrir la porte à ce que les intérêts de chaque unité de production prennent le pas sur les intérêts collectifs du pays dans son ensemble. C'est ce que Hou Kiao-mou appelle *"harmoniser les intérêts de l'Etat, des collectivités et des individus"*, et *"régler rationnellement les rapports entre les ouvriers et les paysans"! (40)*

Quels intérêts de classe sert cette politique? Sert-elle les intérêts des travailleurs chinois de la ville et de la campagne? On peut se permettre d'en douter. Les mieux servis par cette politique, ce sont ceux qui veulent se tailler de petits empires économiques. Les "managers" veulent avoir les coudées franches; ils veulent se libérer des contraintes et du contrôle politiques qui freinent leur ardeur et leur initiative d'entrepreneurs.

Mais il y a plus, car si tout doit être considéré sous l'angle des rapports marchands, lesquels d'ailleurs doivent *"se développer vigoureusement en Chine" (41)*, il faudra appliquer la loi de la valeur avec autant de rigueur dans la politique des salaires. Car dans une économie marchande, la force de travail de l'homme est elle aussi une marchandise. Et à ce titre, sa valeur est déterminée de la même façon que toute autre marchandise. Si on applique ici intégralement la loi de la valeur, cela accroitra nécessairement les écarts de salaires. Ce qui entraîne un développement de la **différenciation sociale**, au détriment, faut-il le préciser, du travail manuel. En effet, si la valeur d'une marchandise est déterminée par le temps de travail que la société doit dépenser à sa production, la valeur de la marchandise **force de travail** de l'ingénieur, du technicien et de l'intellectuel salarié en général, sera nécessairement plus grande que celle du simple ouvrier; car la société a investi dans sa formation une quantité de temps de travail plus grande. Tout cela se tient quand on se place du strict point de vue de la loi de la valeur, telle qu'elle agit dans une économie marchande.

Mais des questions se posent, que les révisionnistes chinois n'osent pas aborder de front. N'y a-t-il aucune différence entre le socialisme et le capitalisme? L'économie socialiste n'est-elle qu'une économie marchande plus "rationnelle" et plus centralisée — comme le prétendent les nouveaux dirigeants du PCC? Les lois économiques s'appliquent-elles de la même façon sous le socialisme et sous le capitalisme? Tout l'art de la pensée révisionniste consiste à confondre ces choses et à ériger en absolu ce que les lois économiques ont de relatif et d'historique.

Ainsi, parce que la marchandise et l'échange de marchandises demeurent sous le socialisme, ils en déduisent que ce phénomène ne subit aucune modification sous le socialisme. Il en résulte une déformation totale de ce qu'est le socialisme et de ce qui le distingue du capitalisme. Car si la loi de la valeur continue de jouer un rôle sous le socialisme, ce ne peut absolument pas être le même que dans une économie marchande ordinaire. Sous le socialisme, la loi de la valeur est un instrument de **mesure** et de **comptabilisation** (et non de régulation) de la répartition de la force de travail dans les différentes branches de l'économie. Dans **Les problèmes économiques du socialisme en URSS**, Staline explique cela de la façon suivante:

'... nos entreprises ne peuvent ni ne doivent se passer de la loi de la valeur.

Est-ce un bien? Ce n'est pas un mal. Dans les conditions où nous sommes aujourd'hui, ce n'est vraiment pas un mal, puisque le résultat en est de former nos dirigeants des affaires économiques à la conduite rationnelle de la production, et de les discipliner. Ce n'est pas un mal, puisque nos dirigeants des affaires économiques apprennent ainsi à évaluer le potentiel de production, à l'évaluer avec exactitude et à tenir compte aussi exactement des réalités de la production, au lieu de perdre leur temps à bavarder sur des "chiffres estimatifs" pris au hasard." (42)

Staline reconnaît aussi que la loi de la valeur agit sur les prix, même sous le socialisme, et que cette action ressemble à ce qui se passe sous le capitalisme.

La question n'est donc pas de savoir si on peut ou non se passer de la loi de la valeur sous le socialisme. La question est de savoir jusqu'où, dans quelles limites et sous quelles formes la loi de la valeur intervient dans la production et la répartition des produits, ou encore: ce qui distingue le socialisme du capitalisme en ce qui regarde la loi de la valeur. Staline pose la question et y répond:

"Est-ce à dire que la loi de la valeur s'exerce chez nous avec la même ampleur que sous le capitalisme, qu'elle est chez nous régulatrice de la production? Evidemment non. En réalité, la loi de la valeur, sous notre régime économique, exerce son action dans un cadre strictement limité. On a déjà dit que la production marchande, sous notre régime, exerce son action dans un cadre limité. On peut en dire autant de l'action exercée par la loi de la valeur. Il est certain que l'absence de propriété privée des moyens de production et leur socialisation dans la ville comme à la campagne ne peuvent que limiter la sphère d'action de la loi de la valeur et le degré de sa réaction sur la production." (43)

A ces facteurs qui limitent l'action de la loi de la valeur sous le socialisme, Staline ajoute *"la loi du développement harmonieux (proportionné), qui a remplacé la loi de concurrence et d'anarchie de la production" (44)* et la planification économique. Mais les révisionnistes chinois sont en désaccord avec Staline.

*"D'après Staline, dans la société socialiste la loi de la valeur a perdu son rôle de régulateur de la production, n'ayant tout au plus qu'une certaine influence. Il allait trop loin. Marx a expliqué: "Après la suppression du mode capitaliste de production, mais dans le cas du maintien de la production sociale, la détermination de la valeur restera dominante, parce qu'il sera plus nécessaire que jamais de réglementer la durée du travail, de distribuer le travail social entre les différents groupes productifs, afin d'en tenir la comptabilité." (**Le Capital**, 1894)" (45)*

Il faut être ou bien complètement ignorant des lois de la production marchande ou bien totalement opportuniste pour conclure de cela que la loi de la valeur doit jouer le rôle de régulateur de la production sociale sous le socialisme. Il y a une différence considérable entre le calcul de la valeur comme instrument de **planification de la production et de répartition de la force de travail** à l'échelle nationale, et la loi de la valeur comme **régulateur de la production sociale**. Quand Marx parle de la nécessité de "réglementer la durée du travail", il examine la question de l'organisation **consciente**, à l'échelle nationale, de la répartition du travail. Pour que cela se fasse avec un maximum d'efficacité, il faut mesurer la quantité de travail disponible par rapport aux besoins à combler; l'instrument de mesure le plus utile, celui qui s'impose pour cette tâche est le calcul de la valeur, c'est-à-dire du temps socialement nécessaire pour produire chaque

catégorie de produit dont on a besoin. En procédant à ce calcul avec précision et rigueur, on évite le gaspillage de la force de travail. Mais ce faisant, on se place du point de vue des intérêts collectifs de toute la société, et non du point de vue d'un groupe particulier de producteurs.

Il en va tout autrement sous le capitalisme, où la loi de la valeur est un régulateur aveugle de la production sociale. Dans une économie marchande de ce type, le rôle régulateur de la loi de la valeur agit par la concurrence du marché. Elle ne joue un rôle régulateur que dans la mesure où existe la concurrence et la fluctuation des prix qui en découle. C'est la fluctuation des prix qui indique aux différents producteurs les produits qui sont en excédent et ceux qui manquent par rapport à la demande solvable de la population. C'est la fluctuation des prix autour de leur valeur qui pousse les producteurs à étendre ou à restreindre la production dans tel ou tel secteur. Voilà comment la loi de la valeur joue un rôle régulateur dans la production marchande fondée sur la propriété privée des moyens de production. Voilà comment la loi de la valeur régularise la répartition de la force de travail et des moyens de production sous le capitalisme.

S'il y a réglementation de la production sous le socialisme, elle n'est pas l'effet de l'action de la seule loi de la valeur, mais essentiellement l'effet de la planification consciente de l'ensemble de la production sociale. Dans ce cadre, la loi de la valeur joue un rôle comme instrument de comptabilité. Son action est par conséquent limitée — elle est pour ainsi dire **domptée** et **soumise** à l'action déterminante du plan de production nationale.

Mais les révisionnistes chinois ne voient pas les choses ainsi. L'économie marchande sous le socialisme serait la même chose que sous le capitalisme. Selon cette théorie, rien ne distinguerait la féodalité du capitalisme, voire même du socialisme, puisque dans chaque cas on retrouve l'économie marchande et la loi de la valeur!

En niant que la loi de la valeur est une **catégorie historique**, s'appliquant différemment selon les régimes économiques, les Hou Kiao-mou et cie **justifient théoriquement le rétablissement du capitalisme en Chine**. Ils engagent le pays dans une voie où les lois du capitalisme finiront tôt ou tard par produire leurs effets: chômage, hausse des prix, différenciation sociale, constitution d'une nouvelle bourgeoisie qui, bien que ne détenant pas la propriété privée juridique des moyens de production, possèdera néanmoins toutes les caractéristiques de la bourgeoisie (privilèges économiques, contrôle sur la production, pouvoir politique, etc.). Faire de la loi de la valeur le régulateur de l'économie socialiste, c'est en dernière instance ouvrir la porte à l'anarchie qui caractérise le système capitaliste et préparer le terrain pour le retour aux crises qui en sont les conséquences inévitables.

C'est à cela que sert tout le raisonnement de Hou Kiao-mou sur l'objectivité des lois économiques et la nécessité de s'y conformer: soumettre la classe ouvrière et la paysannerie chinoises aux lois du capitalisme.

Au point de vue économique le socialisme c'est la transformation révolutionnaire des rapports de production et non une production marchande "plus rationnelle"!

Nous pouvons maintenant mieux comprendre la conception que se font du socialisme les théoriciens et dirigeants du PCC. Dans son discours au Conseil des Affaires d'Etat, Hou Kiao-mou définit ainsi l'économie socialiste:

> *"la grande production hautement socialisée et fondée sur la propriété publique" (46).*

A cela s'ajoute *"la réglementation consciente de la production"* par le moyen du "plan d'Etat" (47). Cette réglementation consciente et *"la possibilité d'agir selon (les) lois économiques objectives" (48)*, combinées à la "propriété publique" et à la "grande production hautement socialisée", seraient ce qui distingue le socialisme du capitalisme. Pour le "reste", c'est-à-dire pour la **production marchande**, pour la **loi de la valeur**, pour les formes et règles de la **rémunération du travail**, pour les formes et l'extension de la **division du travail** (entre les régions du pays, entre la ville et la campagne, et à l'intérieur de chaque unité de production), en somme pour les **rapports entre les hommes dans la production** et pour la **forme de répartition des produits**, pour ces "détails", le socialisme ne changerait rien au capitalisme.

Du socialisme comme période de transition entre le capitalisme et le communisme, Hou Kiao-mou ne dit rien. Du socialisme comme *"phase de lutte entre l'agonie du capitalisme et la naissance du communisme, ou, en d'autres termes, entre le capitalisme vaincu, mais non anéanti, et le communisme déjà né, mais encore très faible" (Lénine) (49)*, Hou Kiao-mou ne dit rien non plus. C'est pour le moins étonnant dans un discours qui prétend expliquer les caractéristiques économiques du socialisme! C'est moins étonnant quand on sait que tout ce discours a pour but de liquider la transformation socialiste des rapports de production.

Ce qui frappe en premier lieu dans la pensée des économistes et théoriciens du PCC, c'est le fait que dans leur définition du socialisme ils ne mentionnent que la forme de propriété des moyens de production et délaissent complètement les deux autres aspects des rapports de production, à savoir:

a) la place des hommes dans la production et leurs rapports mutuels, et
b) la forme de répartition des produits.

Il faut en déduire que pour eux, en ce qui regarde les rapports de production, le socialisme se distingue du capitalisme uniquement par la propriété publique des moyens de production.

Il est important de noter ici que l'auteur ne parle pas d'une période ou d'une étape donnée de l'édification du socialisme en Chine, mais bien de ce qui distingue le socialisme du capitalisme du point de vue économique. Ce serait un tout autre débat si le problème était celui du développement historique du socialisme dans un pays donné et à une étape donnée. Dans ce cas, il faudrait analyser concrètement les phases de ce développement selon les conditions concrètes du pays, et il n'y aurait pas de problème à affirmer, par exemple, qu'à une étape donnée, la transformation révolutionnaire de la forme de propriété des moyens de production joue le rôle principal. L'histoire de l'édification du socialisme dans le monde nous enseigne en effet que l'expropriation des classes exploiteuses et l'instauration de la propriété publique socialiste sont la première tâche de la révolution dans le domaine économique. Il faut que cette tâche soit réalisée dans ses grandes lignes pour que les autres aspects des rapports de production puissent être transformés en profondeur. En d'autres mots, il faut que les capitalistes et les propriétaires fonciers soient expropriés pour changer les rapports entre les hommes dans la production. Sans cela on ne peut rien faire. Et il faut ces deux facteurs combinés pour que la production connaisse l'essor nécessaire pour rendre inutile la forme marchande des produits du travail (ce qui ne sera complètement développé que sous le communisme). Mais c'est une toute autre chose d'affirmer que le socialisme existe du seul fait que la "propriété publique" a

été instaurée. Si c'est un premier pas indispensable pour édifier le socialisme, c'est aussi un pas insuffisant. Réduire le socialisme à cette phase revient à en nier les traits distinctifs et à en saper l'édification.

Le socialisme est une période transitoire, souvent appelée par Marx, la phase inférieure du communisme. En tant que telle, cette phase transitoire *"doit forcément associer les caractéristiques et les particularités propres à ces deux structures économiques de la société"* que sont le capitalisme et le communisme, écrit Lénine ([50]). Mais cette "association", cette **combinaison** originale des "particularités" du capitalisme et du communisme n'est pas **statique**. Il n'y a pas sous le socialisme de "coexistence pacifique" du capitalisme et du communisme, ni d'extinction, ni d'intégration pacifique du capitalisme au communisme. L'association des "particularités propres à ces deux structures économiques" a ceci de particulier qu'elle est une **lutte** pour liquider ce qui reste du capitalisme et développer les embryons du communisme.

Toute la pensée économique des dirigeants du PCC consiste à nier les traits propres du socialisme et à le présenter comme un **amalgame statique** de certains aspects du capitalisme et de certains aspects du socialisme, amalgame que l'on pourrait illustrer par l'équation suivante: **propriété publique + planification + grande production socialisée + loi de la valeur + production marchande = socialisme**. Malaxez le tout et vous avez la recette pour le développement des forces productives qui devrait entraîner automatiquement un développement ultérieur des rapports de production...

Car les révisionnistes chinois ne peuvent pas ne pas prendre position sur les rapports de production. Vingt ans de lutte pour l'édification du socialisme en Chine ne peuvent être facilement balayées du revers de la main. Il faut procéder subtilement, par étapes. Aussi, peut-on lire, dans l'article de Siué Yong-ying cité plus haut:

"A l'étape actuelle, les rapports de production socialistes dans notre pays correspondent, pour l'essentiel, au développement des forces productives. Mais ils ont également des failles. Celles-ci sont en contradiction avec l'accroissement des forces productives. En réalisant les quatre modernisations, des contradictions de ce genre apparaîtront et nous devrons nous efforcer de les résoudre. Prenons l'agriculture: la progression d'une grande agriculture modernisée rendra les rapports de production existant inadéquats aux forces productives développées, et en exigera un rajustement." ([51])

Si on en juge d'après l'article de Hou Kiao-mou, les failles existant dans les rapports de production ont ceci de particulier qu'elles exigent, non pas une transformation révolutionnaire plus poussée de ces rapports, mais son ralentissement. C'est ainsi que la participation active des ouvriers à la gestion des entreprises est sérieusement limitée, sinon complètement liquidée, pour faire place au rôle plus grand des dirigeants et des organismes économiques. C'est ainsi aussi que les intellectuels et cadres reprendront la place d'honneur dans l'organisation et la planification de l'économie... Voilà la base matérielle du maintien et du développement de la bourgeoisie en Chine, c'est-à-dire dans les rapports de production, base de tout l'édifice social.

Voilà à quel prix la Chine serait acheminée sur la voie des "quatre modernisations". C'est le prix qu'il faudrait payer pour faire de la Chine une "grande puissance" d'ici la fin du siècle. Toute autre façon de concevoir le développement des forces productives serait vouée à l'échec, affirment Deng Xiaoping et ses théoriciens. Pour eux, rien ne compte que l'accélération du "développement". Que les formes de ce développement provoquent à terme les séquelles du capitalisme (chômage, surproduction relative, développement inégal et inégalités sociales croissantes), ce sont des choses peu intéressantes pour les révisionnistes. Que ce "développement" entraîne la Chine dans le réseau impérialiste de la concurrence, de la dépendance financière et de la lutte politique interimpérialiste, jusqu'à la guerre impérialiste, cela n'est pas grave, pourvu que la Chine soit puissante! Il n'y aura donc qu'un seul "développement" en Chine: celui du capitalisme et de l'impérialisme, et non celui du socialisme.

---

1. **Voir l'entrevue accordée par Deng Xiaoping à la revue TIME, 5 février 1979.**
2. **Voir *Pékin Information*, no 52, 31 décembre, 1978**
3. **Idem, p. 6**
4. **Idem, p. 10**
5. **Idem, p. 2**
6. **Idem, p. 10**
7. **Idem, p. 11**
8. **Idem.**
9. **Idem, p. 15**
10. **Discours publié dans les numéros 45, 46, 47 de *Pékin Information* de 1978.**
11. **Hou Kiao-mou, op. cit., *Pékin Information* no 45, p. 8**
12. **Idem, p. 7 (c'est nous qui soulignons)**
13. **Karl Marx, *Lettre à Kugelmann*, 11 juillet, 1868, tirée du recueil: Karl Marx, Jenny Marx, F. Engels, *Lettres à Kugelmann*, Editions sociales, Paris, 1971, p. 103, citée par Hou Kiao-mou, op. cit., *Pékin Information*, no 45, 1978, p. 7 (c'est nous qui soulignons)**
14. **Hou Kiao-mou, op. cit., *Pékin Information*, no 45, 1978, pp. 7-8**
15. **F. Engels, *Lettre à Joseph Bloch* (Londres, 21 septembre 1890), reproduite dans le recueil: Marx, Engels, *Etudes philosophiques*, Editions sociales, Paris, 1974, p. 238**
16. **F. Engels, op. cit., p. 238 (c'est nous qui soulignons)**
17. **Hou Kiao-mou, op. cit., *Pékin Information*, no 45, 1978, p. 8**
18. **Communiqué de la 3e session plénière du Comité central issu du XIe congrès du Parti communiste chinois, *Pékin Information*, no 52, 31 décembre 1978, p. 10**
19. **Lénine, *Les syndicats, la situation actuelle et les erreurs de Trotsky, Oeuvres*, tome 32, p. 25, cité par Hou Kiao-mou, op. cit., *Pékin Information*, no 45, 1978, p. 8**
20. **Hou Kiao-mou, op. cit., *Pékin Information*, no 47, 1978, p. 13**
21. **Idem, (souligné par nous)**
22. **Idem, (souligné par nous)**
23. **Idem, p. 14**
24. **Idem, *Pékin Information*, no 47, 1978, p. 18**
25. **Idem, p. 17**
26. **Idem, (souligné par nous)**
27. **Idem**
28. **Lénine, *Les Bolchéviks garderont-ils le pouvoir?, Oeuvres*, tome 26, p. 101**
29. **Idem**
30. **Hou Kiao-mou, op. cit., p. 17**
31. **Idem, p. 18**
32. **F. Engels, *"Contribution à la critique de l'économie politique" de Karl Marx*, reproduit dans le recueil: Marx, Engels, *Etudes philosophiques*, Editions sociales, Paris, 1974, p. 131**
33. ***Pékin Information*, no 36, septembre 1978**
34. **Idem, p. 11**
35. **Hou Kiao-mou, op. cit., *Pékin Information*, no 46, 1978, p. 18**
36. **Idem, p. 19**
37. **Idem, (souligné par nous)**
38. **Idem, p. 18 (souligné par nous)**
39. **Hou Kiao-mou, op. cit., *Pékin Information*, no 47, 1978, p. 19**
40. **Idem, *Pékin Information*, no 48, 1978, p. 19**
41. **Idem, p. 18**
42. **Staline, *Les problèmes économiques du socialisme en URSS*, Editions en langues étrangères, Pékin, 1974, pp. 19-20**
43. **Idem, p. 21**
44. **Idem**
45. **Hou Kiao-mou, op. cit., *Pékin Information*, no 48, 1978, p. 19**
46. **Idem, *Pékin Information*, no 45, 1978, p. 9**
47. **Idem, p. 8**
48. **Idem, p. 9**
49. **Lénine, *L'économie et la politique à l'époque de la dictature du prolétariat*, Editions en langues étrangères, Pékin, 1977, pp. 1-2 (c'est nous qui soulignons)**
50. **Idem, p. 1**
51. **Siué Yong-ying, op. cit., *Pékin Information*, no 36, septembre 1978, p. 12**

Notes théoriques sur l'économie politique marxiste

L'économie politique marxiste n'est pas une série de définitions figées, mais une théorie scientifique cohérente qui explique la structure de la société et les lois de son développement. On ne peut donc parler de l'économie politique marxiste sans se référer à la conception matérialiste dialectique et historique du développement des sociétés humaines.

La conception marxiste de la société et de son développement

Dans sa **Préface** à la **Contribution à la critique de l'économie politique** (1859), Marx résume sa conception matérialiste dialectique et historique du monde. Dans un passage qui est une merveille de clarté et de concision, il explique sa thèse matérialiste fondamentale:

"Mes recherches aboutirent à ce résultat que les rapports juridiques — ainsi que les formes de l'Etat — ne peuvent être compris ni par eux-mêmes, ni par la prétendue évolution générale de l'esprit humain, mais qu'ils prennent au contraire leurs racines dans les conditions d'existence matérielle (...) et que l'anatomie de la société civile doit être cherchée à son tour dans l'économie politique."
(...)
"Le résultat général auquel j'arrivai et qui une fois acquis servit de fil conducteur à mes études, peut brièvement se formuler ainsi: dans la production sociale de leur existence, les hommes entrent en des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté, rapports de production qui correspondent à un degré de développement déterminé de leurs forces productives matérielles. L'ensemble de ces rapports de production constitue la structure économique de la société, la base concrète sur laquelle s'élève une superstructure juridique et politique et à laquelle correspondent des formes de conscience sociales déterminées. Le mode de production de la vie matérielle conditionne le processus de vie social, politique et intellectuel dans son ensemble. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être; c'est inversement leur être social qui détermine leur conscience." (1)

Cette thèse fondamentale de Marx explique la **base matérialiste** de sa théorie et de sa conception du monde. Les idées ne tombent pas du ciel; elles sont le produit et le reflet de l'activité concrète, matérielle, des hommes. Les formes politiques et juridiques que se donnent les hommes sont elles aussi déterminées par le degré de développement de leurs forces productives, ainsi que les rapports de production dans lesquels ils produisent ce qui est nécessaire à la vie. Les forces productives, ce sont la capacité qu'a l'homme de soumettre la nature et de la transformer, cela comprend les hommes, les moyens de production, les techniques, etc. Les rapports de production, ce sont la "structure économique de la société" (la forme du système de propriété, les rapports entre les hommes, la forme de répartition des produits), la "base concrète" sur laquelle s'élève la "superstructure" juridique et politique (comprenant le système politique et l'idéologie qui lui correspond). Telle est la thèse matérialiste fondamentale du marxisme.

Mais Marx n'en reste pas là. Une fois

clarifiée la base matérialiste de sa conception du monde, il explique comment les sociétés humaines se transforment. Il explique la loi dialectique du passage d'une forme de société à une autre, laquelle explique l'évolution de la société, ainsi que la place et la fonction de la révolution dans cette évolution.

"A un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient, ces rapports deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale. La transformation de la base économique bouleverse plus ou moins rapidement toute l'énorme superstructure." (2)

Nous avons maintenant une explication scientifique du processus d'évolution de la société, par lequel une société donnée engendre les conditions matérielles de la nouvelle société. Cette nouvelle société vient au monde par une **révolution sociale** qui renverse les rapports de production antérieurs, périmés, ainsi que le cadre juridique et politique, c'est-à-dire la superstructure érigée pour servir cette base économique, pour fixer dans des normes juridiques et politiques les rapports entre les hommes dans la société en question. Tel est le processus objectif de la transformation révolutionnaire de la société et de la naissance d'une forme supérieure de société. Mais il ne s'agit pas là d'un processus mécanique, automatique. Pour le comprendre vraiment, il faut encore comprendre la place qu'y occupe le facteur subjectif, la conscience des hommes.

"Lorsqu'on considère de tels bouleversements, écrit Marx, il faut toujours distinguer entre le bouleversement matériel des conditions de production économiques, constaté avec la rigueur des sciences de la nature, et les formes juridiques, politiques, religieuses, artistiques ou philosophiques, bref, **les formes idéologiques sous lesquelles les hommes prennent conscience de ce conflit et le mènent jusqu'au bout.** *Pas plus qu'on juge un individu sur l'idée qu'il se fait de lui-même, on ne saurait juger une telle époque de bouleversement sur sa conscience de soi; il faut, au contraire, expliquer cette conscience par les contradictions de la vie matérielle, par le conflit qui existe entre les forces productives sociales et les rapports de production. Une formation sociale ne disparaît jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir, jamais des rapports de production nouveaux, supérieurs ne s'y substituent avant que les conditions d'existence matérielles de ces rapports soient écloses dans le sein même de la vieille société. C'est pourquoi l'humanité ne se propose jamais que des tâches qu'elle peut résoudre, car, à y regarder de plus près, il se trouvera toujours que la tâche elle-même ne surgit que là où les conditions matérielles pour la résoudre existent déjà* **ou du moins sont en voie de devenir."** *(3) (Souligné par UP)*

Deux choses doivent ici être soulignées. **Premièrement**, le facteur conscient ("les formes idéologiques") intervient dans le processus révolutionnaire; il **"mène jusqu'au bout"** le conflit entre les forces productives et les rapports de production. Marx explique que ce facteur conscient a sa source dans les conditions matérielles d'existence, mais il ne le réduit pas à un reflet **passif** et **mécanique** de la base économique. Si, justement, elle **"mène jusqu'au bout"** le conflit entre les forces productives et les rapports de production, et si le processus révolutionnaire "bouleverse plus ou moins rapidement toute l'énorme superstructure", c'est-à-dire l'Etat, ses appareils, les lois, etc., il faut alors considérer la conscience des hommes comme une **donnée active** de l'histoire et de la révolution. Règle générale, les révisionnistes minimisent à l'extrême ce rôle actif de la conscience des hommes dans l'histoire et dans la révolution sous prétexte que, considérant l'histoire **dans son ensemble**, Marx affirmait que "les hommes entrent dans des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté". Ils ralentissent ainsi et sabotent finalement le processus révolutionnaire au nom d'une interprétation vulgaire et mécaniste du marxisme.

Deuxièmement, Marx dit que pour passer à une forme supérieure de société, il faut que les conditions matérielles d'existence de la nouvelle société existent déjà. Mais il prend bien soin d'ajouter **"ou du moins sont en voie de devenir"**, barrant par là la route aux matérialistes vulgaires et aux révisionnistes qui tirent volontiers de la théorie marxiste que la révolution socialiste ne peut jamais survenir que dans les sociétés hautement industrialisées, etc. Cette application mécaniste, unilatérale du marxisme conduit ces gens à expliquer le retour au capitalisme en URSS comme un développement **nécessaire** du capitalisme, et la ligne politique de Lénine et

de Staline, comme une politique "aventureuse" de fuite en avant par rapport à cette "nécessité historique" du capitalisme en Russie. Ce point de vue opportuniste est l'essence de la **théorie des forces productives**, selon laquelle le développement matériel de la société est tout et que les formes de conscience et la lutte idéologique et politique consciente ne sont rien. Nous allons voir ce qui en est vraiment dans le point suivant.

Du point de vue de Marx, on doit tirer la conclusion suivante: **pendant toute l'époque révolutionnaire, donc pendant toute l'époque du socialisme**, qui est l'époque du passage révolutionnaire du capitalisme au communisme, **la révolutionnarisation des rapports de production joue le rôle principal dans la libération des forces productives**. Comme il le dit, ou bien les rapports de production sont des formes de **développement** des forces productives ou bien ils sont des **entraves** à ce développement. Dire qu'on veut développer les forces productives sous le socialisme n'a de sens révolutionnaire que dans la mesure où l'on accorde à la révolutionnarisation des rapports de production la place centrale. Les nouveaux rapports de production sont des "formes" de développement des forces productives, et c'est en cela qu'ils sont révolutionnaires.

L'objet de l'économie politique

Quand les économistes bourgeois parlent du "capital", ils désignent une **chose**: une somme d'argent, la valeur des machines et des usines, voir même les outils de l'artisan, du cultivateur ou du petit pêcheur. Or, Marx a démontré que le capital n'est pas une chose, mais bien un **rapport social**. Une somme quelconque d'argent, par exemple, n'est du **capital** que dans la mesure où elle est investie dans la production ou la circulation des marchandises, non pour être dépensée, mais pour s'accroître. C'est le processus connu sous le nom d'accumulation et de reproduction du capital, lequel se réalise par le moyen de l'exploitation du travail salarié.

Cette somme d'argent n'est du capital, ou plutôt ne conserve sa qualité de capital que dans la mesure où elle reste dans la sphère de la reproduction du capital; autrement elle n'est qu'une somme d'argent, rien de plus. Ce mouvement dans lequel une somme d'argent peut être considérée comme du capital, c'est le mouvement économique de la production et de l'échange de marchandises, dans lequel la force de travail de l'homme est elle-même une marchandise. Ainsi, une somme d'argent n'est du capital que dans la mesure où elle relie le possesseur des moyens de production, le capitaliste, aux ouvriers salariés qui, par la dépense de leur force de travail, produisent une **plus-value** accaparée par le capitaliste, laquelle s'ajoute au capital initial. En dehors de ce **rapport entre des hommes**, on ne peut comprendre la nature véritable du mode de production capitaliste et de son économie. En résumé, comme l'écrit Engels:

> *"L'économie ne traite pas de choses, mais de rapports entre des personnes, en dernière instance entre des classes." (4)*

Ainsi, étudier les rapports de production, c'est étudier les rapports entre les hommes dans l'activité de production sociale. Dans une société de classes, c'est étudier les rapports entre les classes, entre les possesseurs des moyens de production et ceux qui en sont dépossédés. Dans la société capitaliste, c'est étudier les rapports entre la bourgeoisie et le prolétariat, principalement. Dans la société socialiste, dont la tâche est de liquider les rapports de production capitalistes et de les remplacer par des rapports de production communistes, l'étude des rapports de production consiste en fait à étudier comment le prolétariat liquide les rapports de production antérieurs, comment en d'autres mots, il liquide la bourgeoisie et le capitalisme. C'est, essentiellement, la lutte de classes. Il n'est donc pas étonnant que tous les révisionnistes s'acharnent à vouloir freiner la transformation révolutionnaire des rapports de production; ils veulent tout simplement freiner la lutte de classe du prolétariat, dont le but est la liquidation du capitalisme à tout point de vue, c'est-à-dire de tous les rapports sociaux et de tous les rapports de production bourgeois. Ces rapports bourgeois, on les trouve dans les rapports de production et dans la superstructure. Pour comprendre l'ampleur de la tâche de la révolution socialiste, il faut voir maintenant ce que sont les rapports de production, ce que sont les forces productives, et les rapports entre la superstructure et l'infrastructure.

> *"Les rapports de production comprennent trois domaines:*
> *1) La forme du système de propriété des moyens de production.*
> *2) La place des hommes dans la production et leur rapports mutuels.*
> *3) La forme de répartition des produits.*
> *La forme du système de propriété recouvre le problème de savoir à qui appartiennent* **les moyens de production (qui comprennent les moyens de**

travail comme les machines, les usines, la terre et les objets de travail comme les matières premières). *Dans les rapports de production, la forme de propriété des moyens de production est ce qu'il y a de plus important, c'est la base des rapports de production. Au cours du développement de l'humanité, sont apparues les sociétés primitive, esclavagiste, féodale, capitaliste et socialiste. Toutes se différencient par les formes différentes de propriété des moyens de production. La forme de propriété des moyens de production détermine la place des hommes dans la production et leurs rapports mutuels, et c'est d'elle que découle la forme de répartition des produits." (5)*

Comme on le sait, la révolution socialiste substitue à la propriété privée des moyens de production la propriété sociale ou socialiste. Toutes les révolutions socialistes dans l'histoire se sont attaquées au système de propriété des moyens de production en expropriant la bourgeoisie et les autres classes exploiteuses, comme les propriétaires terriens féodaux là où ils existaient encore. L'expropriation de la bourgeoisie est la première mesure fondamentale de la révolution socialiste dans le domaine économique, celle sans laquelle le prolétariat ne peut s'attaquer aux autres aspects de la vie sociale et économique.

Mais la révolution ne peut en rester là, car les rapports de production ne concernent pas seulement

1 la forme du système de propriété des moyens de production, mais aussi
2 **la place des hommes dans la production et leurs rapports mutuels** et
3 **la forme de répartition des produits.**

Ainsi, à l'abolition de la propriété privée des moyens de production correspond aussi une révolution dans la place des hommes dans la production et leurs rapports mutuels. Ce domaine des rapports de production comprend les rapports entre le travail manuel et le travail intellectuel, le système de gestion de la production, la forme de contrôle de la production, l'organisation du travail. En système capitaliste, ces rapports entre les hommes, ce sont les rapports entre le capitaliste et l'ouvrier, entre le contremaître et l'ouvrier, entre les techniciens, cadres, ingénieurs et intellectuels divers et la classe ouvrière. Ainsi, révolutionnariser les rapports de production ne peut s'arrêter avec l'expropriation de la bourgeoisie et la conversion de la propriété privée des moyens de production en propriété sociale; le prolétariat au pouvoir doit aussi s'attaquer à cet autre domaine des rapports de production que sont la place des hommes dans la production et leurs rapports mutuels. Tantôt nous avons vu que pour Marx et Engels, les rapports de production sont les rapports entre les classes. La transformation révolutionnaire des rapports de production dans le domaine des rapports entre les hommes dans la production, c'est mener là aussi la lutte de classe contre la bourgeoisie.

Un même processus révolutionnaire doit aussi nécessairement se réaliser dans le domaine de la répartition des produits, le troisième élément des rapports de production. Dans le système capitaliste, la forme de répartition des produits c'est l'échange de marchandises. Les produits du travail sont répartis sous forme de marchandises. Ces marchandises peuvent être obtenues contre une quantité équivalente de valeur. La quantité de produits-marchandises qu'on peut se procurer est donc déterminée par la quantité de valeur dont on dispose. La transformation révolutionnaire des rapports de production dans le domaine de la forme de répartition des produits, cela veut dire éliminer l'économie marchande, éliminer la marchandise, donc aussi éliminer le support matériel de la valeur par laquelle on se procure les marchandises, c'est-à-dire la monnaie. Le socialisme est une société où la force de travail cesse d'être une marchandise au sens propre du terme. Bien que le salaire demeure comme forme générale de rémunération du travail, le système du salariat, entendu comme système d'exploitation de la force de travail de l'ouvrier et d'extortion de la plus-value accaparée par une minorité d'exploiteurs, disparaît. Les profits réalisés dans divers secteurs de l'économie deviennent la propriété de la société toute entière et servent son développement. Apparaît alors la rémunération selon le principe "à chacun selon son travail" qui élimine le parasitisme et qui proclame "qui ne travaille pas, ne mange pas". La révolutionnarisation continue dans la forme de répartition des produits conduit déjà sous le socialisme à la réduction des écarts de salaires et conduira inévitablement à la société communiste, sans marché, sans marchandises, sans monnaie, et donc à l'abolition du salaire comme forme de rémunération du travail, et où l'on pourra appliquer le principe **à chacun selon ses besoins.**

L'erreur à éviter ici est de réduire la transformation révolutionnaire des rapports de production à la seule forme du système de propriété des moyens de production. Ce serait dire, par exemple, que le socialisme est achevé parce qu'il n'y aurait plus de propriété privée des moyens de production, que la propriété d'Etat est de 100%, etc. Cette erreur

consisterait à réduire le contenu des rapports de production à la forme juridique de la propriété, en négligeant les rapports réels entre les hommes dans la production. Le progrès du socialisme, ou encore la régression des formes capitalistes dans les rapports de production, se mesure aussi à la régression des traits du capitalisme dans la place des hommes dans la production et leurs rapports mutuels, et dans la forme de répartition des produits propre au capitalisme. Il importe d'insister sur le fait que ces deux derniers aspects peuvent être des moyens de réintroduire ou de maintenir l'exploitation de l'homme par l'homme, dans la mesure où ils seraient le biais par lequel une certaine catégorie de personnes, une nouvelle bourgeoisie, s'accaparerait le contrôle de la production sociale et une plus-value produite par la classe ouvrière. Cela est tout à fait possible sans la propriété privée juridique des moyens de production, comme sous le capitalisme tel que nous le connaissons au Canada.

C'est d'autant plus vrai que l'Etat bourgeois — dirigé par la bourgeoisie, ancienne ou nouvelle — devient lui-même un exploiteur, un **capitaliste collectif** dont les diverses fonctions économiques et politiques contribuent **directement** à la mise en valeur et à l'accumulation capitaliste. Un Etat capitaliste sans propriété privée juridique ou formelle des moyens de production est un phénomène non seulement possible, mais déjà réalisé en Union soviétique. A un certain degré de développement de la production sociale de type capitaliste, en particulier à son stade le plus développé, le stade monopoliste, l'exploitation de la classe ouvrière par la bourgeoisie peut se passer de la propriété privée juridique des moyens de production, pour se réaliser essentiellement, voire même exclusivement par l'entremise du capitaliste collectif que devient l'Etat entre les mains de la bourgeoisie. D'où l'importance capitale, quand on analyse un pays socialiste, d'accorder la place qui lui revient à la question de savoir quelle classe détient le pouvoir d'Etat.

Les forces productives

"Pour qu'il y ait production, il faut non seulement que les hommes entrent en relation entre eux, mais aussi qu'ils entrent en relation avec la nature. L'homme doit soumettre la nature et la transformer. La capacité qu'a l'homme de soumettre la nature et la transformer, c'est ce qu'on appelle les forces productives. Les forces productives sont formées de ces deux éléments que sont l'homme et le matériel (c'est-à-dire les moyens de production). Parmi les forces productives, les instruments de production constituent un facteur important. C'est l'utilisation de tel ou tel outil qui reflète la capacité plus ou moins grande qu'ont les hommes de soumettre la nature. Pourtant nous ne devons pas considérer que les instruments de production comme le facteur décisif des forces productives. "Le facteur décisif, c'est l'homme et non le matériel" (Mao Tsé-toung). Sans l'homme, pas d'outil, pas de technique. Sans l'union entre l'homme et l'outil, même le meilleur des robots ne pourrait jamais marcher." (6)

Ainsi, quand nous parlons des **forces productives**, il ne faut jamais oublier que nous parlons de deux choses: **l'homme**, sa force de travail manuelle et intellectuelle, les qualités de cette force de travail (division du travail, sa qualification, sa spécialisation, etc.) et les **moyens de production** (machines, outils, usines, terre, matières premières).

Parler des forces productives c'est donc aussi parler du facteur humain dans la production. Accuser les révisionnistes de ne s'occuper que des forces productives, c'est une critique incomplète de la déformation du marxisme dans ce domaine. Il est vrai que les révisionnistes accordent la place principale aux facteurs matériels dans la production et qu'ils négligent le facteur humain, c'est-à-dire la créativité des masses travailleuses, leur niveau de conscience et de connaissance, etc. Mais ils ne peuvent pas ne pas s'occuper de ce facteur humain. Le fait qu'ils le secondarisent dans leur théorie ne fait que masquer la façon dont ils s'en occupent dans la pratique, c'est-à-dire du point de vue du capitalisme. Ce point de vue capitaliste dans la façon de comprendre les forces productives, c'est celui qui fait prédominer l'expert sur les masses, celui qui cultive l'élitisme parmi certaines couches de travailleurs, celui qui accorde un traitement de faveur aux intellectuels, aux cadres et aux techniciens supérieurs, celui qui met en place un système de surveillance et d'organisation du travail qui échappe au contrôle des masses, etc. En résumé, la "théorie des forces productives" des révisionnistes, c'est en fait une théorie qui prône les rapports de production capitalistes sous prétexte d'accroître la quantité des produits. Ils diront bien sûr qu'ils ne veulent pas préserver ou instaurer les rapports de production capitalistes, et ils invoqueront le pourcentage de propriété d'Etat pour le prouver, mais en réalité leur façon d'aborder la question des forces productives et leur développement est basée entièrement sur la

conception bourgeoise des rapports de production.

Nous avons parlé plus haut de la contradiction entre les forces productives et les rapports de production. Par ce qui précède, on voit quil faut aussi considérer leur unité dialectique. La façon dont on comprend le développement des forces productives recouvre toujours une façon donnée de comprendre les rapports de production et le facteur humain dans les forces productives, ainsi que les liens entre les rapports de production et les forces productives. Rompre l'unité dialectique entre les forces productives et les rapports de production, accorder la place principale aux forces productives, et, dans les forces productives, aux facteurs matériels, tout cela est la négation que dans une époque révolutionnaire, les rapports de production, leur transformation révolutionnaire, jouent le rôle principal.

Il n'est pas rare d'entendre les révisionnistes invoquer des vérités générales pour nier la révolution dans la pratique. Ils invoquent par exemple le rôle déterminant des forces productives sur l'évolution des rapports de production pour freiner la transformation révolutionnaire **consciente** de ces derniers. Ils invoquent aussi le rôle déterminant de la forme de propriété des moyens de production pour freiner la révolution dans les autres domaines des rapports de production, laquelle exige une action consciente qui bouleverse les intérêts de certaines catégories de personnes. Les révisionnistes sont très habiles dans ces manoeuvres "théoriques" opportunistes dont le but (et l'effet) est de préserver le statu quo et de maintenir l'exploitation de l'homme par l'homme.

Infrastructure et superstructure

Dans la longue citation reproduite au début de cet article, Marx écrit:

"L'ensemble de ces rapports de production constitue la structure économique de la société, la base concrète sur laquelle s'élève une superstructure juridique et politique et à laquelle correspondent des formes de conscience sociales déterminées." (7)

La superstructure comprend donc le système politique (les formes de pouvoir d'état, armée, police, système judiciaire, droit, etc.) et l'idéologie qui lui correspond (philosophie, littérature, système scolaire, etc.). La base économique, ce sont les rapports de production.

On a vu que la révolution survient quand les rapports de production sont devenus une entrave au développement des forces productives. Mais nous n'avons pas expliqué comment survient cette transformation révolutionnaire qui liquide les rapports de production périmés et qui les remplace par de nouveaux, plus conformes au développement des forces productives. Pour expliquer ce processus, il faut expliquer le rapport entre la superstructure et l'infrastructure.

La transformation des anciens rapports de production, leur liquidation et leur remplacement par de nouveaux, tout cela nous ramène à la lutte de classes. En effet, les rapports de production sont les rapports entre les hommes, ce sont, en dernière analyse, les rapports entre les classes. Liquider les rapports de production capitalistes, c'est liquider la forme de propriété des moyens de production que le capitalisme a adoptée (la propriété privée), c'est liquider les rapports capitalistes dans le travail, c'est, finalement, liquider la forme de circulation que prennent les produits sous le capitalisme (le marché). Pour faire cela, il faut inévitablement s'attaquer et détruire les moyens par lesquels les capitalistes maintiennent et reproduisent ces rapports de production. Bref, c'est s'attaquer à la superstructure capitaliste, à son Etat, à son armée, à sa police, à son idéologie, son école, son système judiciaire, etc., pour la remplacer par une superstructure qui permettra l'éclosion et le développement des nouveaux rapports de production. Telle est la conception marxiste du socialisme et de la place de l'action révolutionnaire consciente dans la superstructure. Marx a écrit à ce propos:

"Ce socialisme est la **déclaration permanente de la** *révolution, la* **dictature de classe** *du prolétariat comme point de transition nécessaire pour arriver à la* **suppression des différences de classes en général**, *à la suppression de tous les rapports de production sur lesquels elles reposent, à la suppression de toutes les relations sociales qui correspondent à ces rapports de production, au bouleversement de toutes les idées qui émanent de ces relations sociales." (8)*

Ainsi, bien que l'infrastructure économique soit, en dernière instance, le facteur déterminant dans la contradiction entre la superstructure et l'infrastructure, la superstructure joue à son tour un rôle essentiel soit pour maintenir les conditions économiques existantes, soit pour les transformer radicalement. Comme l'écrit Staline:

"La superstructure est justement engendrée par la base pour servir celle-ci, pour l'aider activement à se consolider et à s'affermir, pour lutter activement en vue de liquider la vieille base périmée avec la vieille superstructure." (9)

La réalité concrète dont nous parlons ici, ce sont des rapports entre les classes, entre groupes d'hommes dont certains veulent maintenir la base et la superstructure du capitalisme et d'autres qui veulent les liquider. En particulier, la bourgeoisie se sert de son Etat pour maintenir en place les conditions économiques, politiques et idéologiques de l'exploitation de l'homme par l'homme, dont elle tire sa puissance et sa richesse. Le prolétariat s'organise pour renverser cette superstructure dans le but de s'attaquer à la transformation révolutionnaire de la base économique. Tel est le rapport général entre la superstructure et l'infrastructure dans la lutte révolutionnaire. C'est ainsi que les classes révolutionnaires de l'histoire **mènent jusqu'au bout** le conflit entre les forces productives et les rapports de production. Dans ces conditions, c'est-à-dire à une époque révolutionnaire, l'action au niveau de la superstructure joue le rôle décisif; elle est la condition pour transformer la base économique, pour révolutionnariser les rapports de production et pour libérer les forces productives.

L'économie sous le socialisme

"En théorie, il est hors de doute qu'une certaine période de transition s'étende entre capitalisme et communisme. Elle doit forcément associer les caractéristiques et les particularités propres à ces deux structures économiques de la société. Cette période transitoire ne peut manquer d'être une phase de lutte entre l'agonie du capitalisme et la naissance du communisme ou, en d'autres termes, contre le capitalisme vaincu, mais non anéanti, et le communisme déjà né, mais encore très faible." (...)

"A l'époque de la dictature du prolétariat, le système économique de la Russie, c'est la lutte que mène à ses premiers pas le travail uni selon les principes communistes, dans le cadre d'un immense Etat, contre la petite production marchande et contre le capitalisme qui se maintient et qui renaît sur la base de cette production." Lénine ([10])

Après ce que nous venons de voir, on comprendra que "la lutte entre l'agonie du capitalisme et la naissance du communisme", dont parle Lénine, et sur laquelle il insiste à deux reprises ici, se mène nécessairement dans les trois domaines des rapports de production. Pour les révisionnistes, pour les tenants de la "théorie des forces productives", le socialisme se caractériserait plutôt et avant tout par une productivité accrue du travail, par la possibilité de planifier la production et par la généralisation de la grande production hautement socialisée. En somme, le socialisme serait d'abord caractérisé par un accroissement des forces productives. Selon cette logique, toute mesure ayant pour **but immédiat** d'accroître certaines forces productives prendra à leurs yeux une allure socialiste. C'est ainsi, par exemple, que les révisionnistes yougoslaves ont massivement "importé" le capital, les techniciens et les méthodes de gestion des pays capitalistes, qu'ils ont donné pleins pouvoirs aux cadres dirigeants des entreprises et aux moyens économiques pour stimuler la production (comme le système des primes à la production), tout cela sous prétexte que c'était le meilleur moyen, à court terme, d'accroître les forces productives dans leur pays "en voie de développement". On sait maintenant que cette "modernisation" s'est faite au prix d'un chômage massif, d'un exode de la main-d'oeuvre vers les pays de l'Europe de l'Ouest et d'une différenciation sociale où la bourgeoisie "coopérative" jouit de privilèges proprement capitalistes.

La conception révisionniste du socialisme liquide la lutte pour révolutionnariser les rapports de production; elle liquide l'essence du socialisme dans le domaine économique. De ce fait elle ouvre toute grande la porte au rétablissement du capitalisme — plus exactement, sur les terrains souvent plus obscurs que sont les rapports entre les hommes dans la production et la forme de répartition des produits. Bien que le socialisme ait aussi pour but de développer les forces productives, ce qui est important pour la transformation même des rapports de production, il a pour but fondamental la révolutionnarisation complète de la société et des anciens rapports de production, bref la lutte pour combattre et achever "le capitalisme vaincu, mais non anéanti".

---

1. **Karl Marx,** *Contribution à la critique de l'économie politique*, **Editions sociales, Paris, 1977, pp. 2-3**
2. **Idem**
3. **Idem**
4. **F. Engels,** *La "Contribution à la critique de l'économie politique" de Karl Marx*, **reproduit dans le recueil: Marx, Engels,** *Etudes philosophiques*, **Editions sociales, Paris, 1974, p. 131**
5. *Etudions l'économie politique*, **Editions du Centenaire, Paris, 1977, pp. 11-12**
6. **Idem, p. 12**
7. **Karl Marx,** *Contribution à la critique de l'économie politique*, **op. cit, p. 2**
8. **Karl Marx,** *Les luttes de classes en France (1848-1850)*, **Editions sociales, "Classiques du marxisme", Paris, 1970, p. 147**
9. **Staline,** *Le marxisme et les problèmes de linguistique*, **Editions en langues étrangères, Pékin, p. 3**
10. **Lénine,** *L'économie et la politique à l'époque de la dictature du prolétariat*, **Editions en langues étrangères, Pékin, 1977, p. 3**

A propos du livre de Charles Bettelheim
Questions sur la Chine après la mort de Mao Tsé-toung

Pas de dictature du prolétariat sans parti prolétarien

La voie du socialisme est pavée d'embûches et il n'est pas de grande victoire du prolétariat sans échecs temporaires plus ou moins prolongés. C'est cette réalité que l'exemple de la Chine illustre plus que tout autre aujourd'hui même. Le grand enthousiasme suscité par la Grande Révolution culturelle prolétarienne dans de nombreux pays capitalistes et surtout parmi le mouvement de la jeunesse a fait place à la déception suscitée par les gestes de trahison répétés de la direction du PCC, dont le voyage de Deng Xiaoping (Teng Siao-ping) à Washington et l'agression chinoise au Vietnam ne sont que les derniers en date. Cet enthousiasme, souvent puéril il faut le dire, a fait place à une confusion importante au sein du mouvement marxiste-léniniste et du mouvement ouvrier.

Devant cette confusion, nombreux sont ceux qui s'interrogent sur les questions fondamentales du socialisme et du programme communiste car il ne faut pas se le cacher, l'opportunisme a remporté une victoire temporaire et cela, non seulement en Chine, mais aussi au Vietnam où les dirigeants du pays semblent plus intéressés à servir les intérêts expansionnistes de l'URSS qu'à promouvoir l'unité des peuples indochinois née dans la lutte contre l'impérialisme. Une telle situation crée les conditions propices à la floraison de toute une série d'interprétations étrangères au marxisme-léninisme qui s'acharnent à démontrer aux peuples et à la classe ouvrière l'incapacité du marxisme-léninisme de mener le prolétariat à la victoire. Parmi ces théories, on retrouve au premier rang le trotskysme qui prétend trouver dans la situation actuelle la confirmation de son point de vue contre-révolutionnaire niant le rôle dirigeant du parti prolétarien dans la révolution et pour le maintien de la dictature du prolétariat. Faisant écho à ces points de vue, de nombreux critiques, dont Charles Bettelheim, se présentent aussi comme les "critiques de gauche" du révisionnisme.

C'est là que réside toute l'importance du dernier livre de Charles Bettelheim, *Questions sur la Chine après la mort de Mao Tsé-toung* **qui demeure un exemple remarquable d'une critique du révisionnisme qui mène elle-même au révisionnisme.**

On se rappellera peut-être qu'en donnant sa démission de la présidence des Amitiés franco-chinoises en mai 1977, l'auteur de ce livre se trouvait parmi les premières personnalités "amies" de la Chine à dénoncer la nouvelle direction du Parti communiste chinois. L'auteur est d'ailleurs connu dans les milieux universitaires de France et d'Amérique par ses écrits nombreux sur la planification économique en Inde et en Chine, comme par ses écrits sur les luttes de classes en URSS. D'abord "soviétologue", et maintenant sinologue accompli, Charles Bettelheim aurait somme toute une influence négligeable si ses idées se limitaient au cadre restreint des universités bourgeoises et des cercles intellectuels. Mais ce n'est pas le cas. Si l'individu n'est pas largement connu, ses idées, elles, ont une influence non négligeable en ce qu'elles reprennent sous des couleurs de marxisme, et en les théorisant, les préjugés les plus largement répandus sur le socialisme et la dictature du prolétariat, et cela, à la sauce de la lutte contre le révisionnisme. Il n'est plus suffisant en effet aujourd'hui, pour tromper les masses, de se contenter de combattre le socialisme en reprenant les idées les plus réactionnaires sur la "dictature de gauche", encore faut-il qu'on soit en mesure de couvrir ces points de vue d'un semblant de marxisme-léninisme, pire, d'un semblant de lutte contre le révisionnisme. C'est là justement le rôle de Charles Bettelheim comme on le verra,

et en particulier de son dernier ouvrage: **Questions sur la Chine après la mort de Mao Tsé-toung. (*)**

Les 20 jours qui ébranlèrent le monde

Questions sur la Chine après la mort de Mao Tsé-toung se veut être un effort d'explication des changements majeurs survenus en Chine après la mort de Mao, comme le dit Bettelheim:

"Un premier effort de réflexion systématique sur les changements politiques qui ont eu lieu en Chine depuis

---

(*) Concernant l'histoire de l'auteur, Charles Bettelheim, le lecteur pourra se référer à la première partie du livre de Claude Variet, *Critique de Bettelheim, La Révolution d'Octobre et les luttes de classes en URSS*, **TOME 1, ed. NBE, Paris, 1978, pp. 39 à 98. On y apprendra entre autres que Charles Bettelheim a tour à tour défendu les critiques trotskystes de la dictature du prolétariat en URSS dans les années 30 et les conclusions du XXe Congrès du PC(b)US qui devaient amorcer le retour au capitalisme en URSS.**

octobre 1976 et sur les conditions qui les ont préparés." (1)

Charles Bettelhein ne mâche pas ses mots. La direction actuelle du PCC et de l'Etat chinois révise sur tous les plans la Grande Révolution culturelle prolétarienne, et ce, grâce au coup d'Etat qui l'a portée au pouvoir en octobre 1976 avec l'arrestation de la soi-disant "Bande des quatre". Ce coup d'Etat est pour Bettelheim l'aboutissement d'un processus. Voilà qui semble évident, un coup d'Etat n'est pas un malheur qui tombe soudainement du ciel, c'est un geste politique bureaucratique, bourgeois, qui résulte d'un certain degré d'exacerbation de la lutte de classes. Ainsi, Bettelheim tentera d'en identifier les sources, d'analyser les causes qui ont pu mener à la politique actuelle des dirigeants du PCC, bref, les sources du révisionnisme en Chine.

Voici comment Bettelheim explique l'origine du coup d'Etat:

> *"Ce processus (qui a abouti au coup d'Etat, n.d.l.r.) a été favorisé par la priorité donnée aux formes d'organisation dirigées par en haut au détriment du mouvement des masses et leur organisation multiforme; il est lié à l'abandon de la forme politique de la Commune." (2)*

Précisons sur le champ que lorsque Bettelheim parle de la Commune, il fait référence à l'expérience de la Commune de Shanghaï qui s'est déroulée de janvier à février 1967. Dans le plus grand centre industriel de Chine, les masses insurgées auraient alors détruit le comité municipal de la ville et instauré ce que Bettelheim appelle *"un nouvel organe du pouvoir" (3)* basé essentiellement sur les organisations révolutionnaires de masse issues directement de la Révolution culturelle.

La Commune de Shanghaï ne dura que 20 jours. La forme communale fut remplacée par les comités révolutionnaires, ces organes du pouvoir réunissant des représentants des masses, des cadres du Parti communiste et de l'Armée populaire de libération. (*)

Ces 20 jours que dura la Commune de Shangaï paraissent aux yeux de Bettelheim être les 20 jours qui ébranlèrent le plus le monde. Et sans exagérer, on doit dire que dans l'exemple de la Commune de Shanghaï, et dans les décisions qui amenèrent sa disparition, Charles Bettelheim croit avoir trouvé les conditions mêmes qui ont pu amener le PCC sur la voie du révisionnisme, et l'Etat chinois sur la voie de la restauration du capitalisme.

En effet, l'élimination de la forme de la Commune de Shanghaï aurait mené au "dépérissement du mouvement de masse".

> *"Ces décisions (remplacement de la Commune par les comités révolutionnaires, n.d.l.r.) conduisent au dépérissement du mouvement de masse et augmentent le poids des dirigeants de l'APL au sein des appareils du Parti et de l'Etat...* **Aux mouvements de masses** *caractéristiques des premières années de la Révolution culturelle se substituent dès lors des* **campagnes de critique organisées d'en haut."** *(4)*

Tout le problème de la Commune de Shanghaï vient donc du fait que son élimination a freiné le développement du mouvement spontané des masses au profit de "campagnes de critiques organisées par en haut". Et quel est donc cet appareil "d'en haut" qui représente un frein pour le développement du mouvement de masse en Chine? C'est bien sûr le Parti communiste! Et Bettelheim n'hésitera pas à poser la question de fond qui est au coeur de l'ensemble de son ouvrage:

> *"Les rapports contradictoires du parti aux masses conduisent aussi à se poser la question: le pouvoir est-il entre les mains des masses, de leurs organisations et de leurs éléments avancés, ou est-il entre les mains du parti? Ou, encore, le pouvoir est-il exercé* **par** *les travailleurs, ou est-il exercé* **pour** *les travailleurs (en supposant que le parti dirigeant puisse rester longtemps au service des travailleurs sans être placé sous leur contrôle effectif)?" (5)*

Voilà donc les termes du débat posés. Suivant Bettelheim, toute la question n'est pas de savoir si c'est la bourgeoisie ou le prolétariat qui exerce le pouvoir, mais le parti ou les travailleurs, le parti devant entrer irrémédiablement dans des rapports contradictoires avec les masses. Plus simplement, la question pourrait se formuler comme suit: La dictature, sous le socialisme, est-elle celle du prolétariat ou bien celle du parti? Le parti et l'Etat étant bien sûr des appareils placés au-dessus des masses et entrant donc en contradiction avec leurs aspirations.

Et pourquoi le parti en vient-il à entretenir des "rapports contradictoires" avec les masses, pourquoi en vient-il à s'opposer au développement du mouvement de masse? Est-ce une question de ligne politique, cela vient-il du fait que le parti s'est écarté des intérêts fondamentaux du prolétariat et qu'il s'est mis à défendre ceux de la bourgeoisie? Non, pas du tout. C'est encore la Commune de Shanghaï qui nous fournira la réponse tant attendue:

> *"Cette attitude de la majorité des vieux cadres (qui s'opposaient à la Commune de Shanghaï, suivant Bettelheim, n.d.l.r.), et la volonté de maintenir l'unité de l'existence du Parti, conduisent le bureau politique à "rétrécir le front d'attaque" et à "désigner des cibles personnelles." (6)*

La cause? Les vieux cadres du Parti qui s'opposaient au développement de la révolution certes, mais aussi **"la volonté de maintenir l'unité et l'existence du Parti"**, volonté qui amène à "rétrécir le front d'attaque" et à "désigner des cibles personnelles". C'est à l'unité du parti et à son existence même qu'il faut s'en prendre ici et plus loin Bettelheim n'hésitera pas à théoriser son point de vue, à en faire une affirmation valable pour toutes les formations sociales. L'unité de pensée et d'action du parti communiste devient le symbole du "monolithisme" et du "totalitarisme", et cela, quelle que soit la ligne qui dirige le parti:

> *"(...) concernant toutes les formations sociales dans lesquelles la ligne politique réelle est* **censée être définie et fixée** *par les instances suprêmes d'un parti dirigeant, et où elle apparaît comme étant ainsi fixée. Cette apparence, liée à l'existence de certains rapports politiques, peut donner naissance au* **mythe** *d'une "direction unique" et du "monolithisme", ou, symétriquement, au mythe du "totalitarisme". (7)*

Au débat, entre le pouvoir du parti ou celui des travailleurs, vient de se rajouter celui entre la dictature et la démocratie. Et bien sûr, on laissera entendre que le pouvoir du parti est synonyme de dictature, alors que le pouvoir des travailleurs, c'est la démocratie, mieux, la *"démocratie poussée jusqu'au bout". (8)*

Les termes de ce débat ne sont guère nouveaux comme on l'aura constaté, mais il convient d'y revenir une fois de plus surtout qu'on tente cette fois de nous les présenter sous l'apparence de la lutte contre le révisionnisme, et sa version la plus actuelle, le révisionnisme chinois. Cette façon de poser la question consiste à opposer le parti aux masses, et la démocratie à la dictature en prenant bien soin d'éviter de poser la question en termes de positions de classes, au niveau de la ligne politique.

Bref, on évite soigneusement de se demander quelle ligne dirige et guide le parti, de même on évite de poser la question de quelle démocratie et de

---

(*) Voir à ce propos l'article du journal EN LUTTE! no 112 (vol. 5, no 17) du 13 avril 1978, p. 16: ***Il y a dix ans Mao se portait à la défense des comités révolutionnaires en Chine.***

quelle dictature parle-t-on, de celles du prolétariat ou de celles de la bourgeoisie. On préfère poser la question dans l'abstrait comme s'il existait une démocratie au-dessus des classes qui ne soit pas en même temps la démocratie et la dictature d'une classe, comme si la question fondamentale du lien entre le parti et les masses n'était pas en dernier ressort celle de savoir quelle ligne, quelles positions de classe guident le parti communiste.

La Commune de Shanghaï a peut-être représenté en Chine la naissance d'un nouveau pouvoir, mais les questions de fond qu'y a vues Bettelheim ne sont pas quant à elles tellement nouvelles.

"Un parti renouvelé et transformé"?

Expliquant les erreurs du PCC, Bettelheim explique:

"Les limitations imposées dans ce domaine à l'expérimentation des masses ont fermé la voie à la découverte des formes d'unité qui pourraient assurer le rôle déterminant des organisations de masses, tout en n'excluant pas qu'un parti renouvelé et transformé joue un rôle idéologique dominant". (⁹)

C'est là une autre leçon tirée semble-t-il de l'expérience historique de la Commune de Shangaï. On ne saurait reprocher à Bettelheim de rêver d'une société où tout le pouvoir émane de la base, d'une société de "démocratie poussée jusqu'au bout", n'est-ce pas là l'idéal de tous les marxistes-léninistes, celui de la société communiste débarrassée des classes et donc où l'Etat de domination d'une classe sur une autre disparaît et, avec lui, le parti. Mais ce qui dans le programme des communistes constitue l'objectif ultime de la lutte de la classe ouvrière s'appuyant sur l'analyse rigoureuse des lois de l'histoire devient dans l'esprit de Bettelheim une pure utopie, un simple prétexte en fait pour nier le rôle dirigeant du parti prolétarien durant toute la période d'édification du socialisme. Nier le rôle dirigeant du parti prolétarien, remettre en question son existence même, c'est bien ce qu'il faut comprendre lorsque Bettelheim nous parle d'un "parti renouvelé et transformé" qui doit jouer "un rôle idéologique dominant".

Certes, Monsieur Bettelheim n'est pas un imbécile. Ainsi, plusieurs affirmations de son livre traitant de la question du parti et de son rapport avec les masses, prises séparément, apparaissent fondées. Ainsi, en est-il des mises en garde contre les privilèges accordés à ceux qui occupent des fonctions dirigeantes dans le parti et l'Etat et du danger que sur cette base se constitue une nouvelle bourgeoisie. Ainsi, en est-il du danger de bureaucratisation de l'Etat et du parti. Ce sont certes là des conditions qui peuvent freiner la révolution et même permettre le retour au capitalisme et il n'est pas question de nier que ces facteurs aient pu jouer un rôle dans le retour au capitalisme en URSS et dans la voie empruntée aujourd'hui par le PCC. De même il restera à analyser plus précisément les erreurs qui ont certainement favorisé l'accession au pouvoir aujourd'hui en Chine et au sein du PCC d'une clique révisionniste. Mais on ne doit pas par ailleurs hésiter à affirmer que les points de vue avancés par Bettelheim sont contraires au marxisme-léninisme et vont à l'encontre des leçons que nous apprend l'expérience historique du prolétariat. Prises dans leur ensemble, ces affirmations amènent le lecteur à conclure que pour Bettelheim tout rapport hiérarchique dans le parti et dans l'Etat est par essence un rapport bourgeois et que le rôle dirigeant du parti prolétarien n'est qu'un frein à la lutte du prolétariat pour l'édification du socialisme.

C'est donc dire que pour Bettelheim, l'arrivée d'une clique de révisionnistes à la direction du PCC et de l'Etat chinois vient de l'incapacité des dirigeants révolutionnaires de se débarrasser du parti pour, semble-t-il, laisser le pouvoir aux masses.

Tout son discours consiste à liquider le rôle dirigeant du parti sous le prétexte de promouvoir le plein essor du mouvement de masse sans contraintes, c'est-à-dire sans parti dirigeant:

"Entraver l'essor de l'activité des masses c'est s'opposer à la révolution. Aussi, celle-ci ne peut pas se poursuivre lorsque des entraves sont mises à la libre organisation des travailleurs; lorsque des tentatives sont faites pour imposer aux masses et aux membres du parti une "pensée unifiée" (...)". (¹⁰)

Non seulement, le parti du prolétariat ne devrait pas être un parti dirigeant, un dirigeant pratique et politique de la lutte de classes, mais encore ne devrait-il pas tenter "d'imposer aux masses et aux membres du parti une "pensée unifiée"". Et cette pensée, ce doit bien être la pensée marxiste-léniniste, l'idéologie de la classe ouvrière sur la base de laquelle il serait semble-t-il néfaste de s'unir comme un seul homme pour la diffuser et en faire une arme entre les mains des prolétaires. Cela donne déjà une idée plus précise du "parti renouvelé et transformé" que nous propose Bettelheim, ainsi que du "rôle idéologique dominant" qu'il entend jouer.

Mais les choses se clarifient lorsque Bettelheim nous explique l'origine de cette conception qui ferait du parti un corps bureaucratique placé au-dessus des masses et qui semble vivre à leurs dépens. L'origine de ces déviations vient plus précisément de l'Union soviétique des années 30:

"L'existence de rapports politiques bourgeois, doublée d'un système de privilèges, constitue en tout cas une base sur laquelle se reproduisent les formes dégénérées et transformées de l'idéologie bolchévique (les formes de l'idéologie bolchévique qui résultent de la transformation de cette idéologie au cours des années 30 ont servi en Union soviétique à la défense de privilèges semblables). Je pense que cette existence explique — en l'absence d'un mouvement de masse mettant ces rapports radicalement en cause — que les critiques dirigées en Chine contre les erreurs de Staline n'aient pu être poussées jusqu'au bout et prendre une forme systématique". (¹¹)

Les erreurs de Staline, voilà bien la cause de tous les problèmes! On a enfin une idée plus claire de l'enseigne idéologique à laquelle loge Charles Bettelheim... c'est à celle du trotskysme. Il en aura fallu des mots pour cacher cela et on doit avouer que l'entreprise est subtile!

Si on ramasse tous ces morceaux ensemble, négation du rôle dirigeant du parti communiste, rabaissement de son rôle à un rôle idéologique, exaltation du mouvement spontané des masses, identification de tout organe du pouvoir au bureaucratisme, et enfin, l'identification de la source de toutes ces erreurs à l'Union soviétique des années 30, on a là en effet un tableau cohérent du point de vue trotskyste sur la question du parti prolétarien. C'est dans les années 30 en effet que s'est développé le mouvement trotskyste érigeant la liberté de fraction en principe, mouvement qui devait devenir dans les années suivantes, en particulier durant la Deuxième Guerre mondiale, une véritable officine de l'impérialisme pour combattre la dictature du prolétariat en URSS. Sur l'ensemble de ces questions, les points de vue de Bettelheim et des trotskystes manifestent une étonnante similitude.

Le point de vue de Bettelheim, comme celui des trotskystes, se caractérise en apparence par son "démocratisme", par ses revendications contre l'action et la "pensée unifiée" du parti communiste, contre l'interdiction des fractions, et même contre l'interdiction des partis bourgeois sous le socialisme. Bettelheim, plus loin en effet, critiquera

dans son livre les dirigeants révisionnistes chinois, non pas pour avoir rétabli dans leurs droits les anciens partis "démocratiques" (lire bourgeois), mais parce que ceux-ci ne sont plus que des *"vieux partis momifiés qui ne représentent plus rien et ne recrutent plus et ne peuvent plus recruter"* (12). Plus à droite que Hua Guofeng, Bettelheim déplore que ces partis n'aient plus la vigueur d'autrefois. Cet exemple illustre clairement que sous la liberté que proclament à tout rompre les trotskystes, et sa variante que représente Bettelheim, se cache en fait un point de vue de classe: la liberté d'expression non pas du prolétariat, mais de la bourgeoisie.

C'est ce qu'il faut comprendre en effet lorsque Bettelheim critique les révisionnistes chinois pour ne pas avoir favorisé suffisamment la renaissance des partis bourgeois. C'est ce qu'il faut comprendre aussi lorsque Bettelheim critique le parti du prolétariat quand il agit sur la base d'une pensée unifiée, la pensée marxiste-léniniste, l'idéologie de la classe ouvrière. La liberté d'expression dans la société socialiste, ce serait en fait la liberté d'expression et d'organisation de la bourgeoisie, et cette liberté, appliquée au sein du parti, ce serait la liberté de développer des conceptions étrangères au marxisme-léninisme et aux intérêts du prolétariat.

Et par-dessus le marché, Bettelheim prétend lutter contre le bureaucratisme qui menace constamment de gangrener le parti. Et le subterfuge est exactement le même. Comme pour la liberté érigée en absolu, Bettelheim nous présente le bureaucratisme comme un phénomène absolu, indépendant des classes sociales et inhérent à toute forme d'Etat:

> *"De même, selon les conceptions développées par le Parti bolchévique au cours des années 30, la révolution assurerait l'existence d'un pouvoir reposant fondamentalement sur des "rapports politiques prolétariens", ce qui occulte (camoufle, n.d.l.r.) l'existence d'un appareil d'Etat séparé des masses et reproduisant donc des rapports politiques bourgeois". (13)*

L'Etat devient le synonyme ici de "rapports politiques bourgeois", et cela vaudrait pour tout Etat puisque "l'Etat sera toujours un instrument de coercition aux mains d'une classe" un pouvoir placé **au-dessus** de la société et qui *"lui devient de plus en plus étranger"* (14) comme disait Lénine. Or, le bureaucratisme n'est pas un phénomène inévitable inhérent à toute forme d'Etat, le bureaucratisme est le représentant au contraire d'une idéologie bien précise, de l'idéologie bourgeoise et de tout le parasitisme qu'elle comporte. Le bureaucratisme représente un danger sous le socialisme non pas parce qu'il est inhérent à toute forme d'Etat, mais bien justement parce qu'il est la conséquence inévitable de l'infiltration de l'idéologie bourgeoise dans les rangs du parti et de l'Etat.

De même, l'opposition entre le parti et les masses n'est pas une chose absolue comme nous le présente Bettelheim. Si cette opposition existe et se maintient, il ne faut pas en chercher la cause dans l'existence même du parti et dans son rôle dirigeant, mais bien dans son programme. Là encore Bettelheim a évité la question politique fondamentale, si le parti entre en contradiction avec la classe dont il est supposé représenter l'avant-garde, c'est que son programme s'est écarté des intérêts de cette classe et du marxisme-léninisme.

Et comment, selon Bettelheim, les masses et les communistes lutteront-ils contre le bureaucratisme "inévitable" contre cette manifestation de l'idéologie bourgeoise dans le parti et dans l'Etat? Mais tout simplement en encourageant l'expression du point de vue bourgeois, en remettant sur pied cette fois de véritables partis bourgeois, et en rompant surtout l'unité de fer du parti autour du programme marxiste-léniniste, programme qui ne vise qu'à défendre les intérêts d'une seule classe, la classe ouvrière.

On a beau retourner les raisonnements du professeur Bettelheim dans tous les sens, on n'arrivera pas à d'autres conclusions. Bettelheim invite le prolétariat à lutter contre les manifestations de l'idéologie bourgeoise, en encourageant l'expression du point de vue de la bourgeoisie dans la société en général comme dans le parti. Comme si l'idéologie de la bourgeoisie, ou de la petite bourgeoisie, avaient la vertu miracle de combattre leurs propres effets.

Non, les points de vue de Bettelheim n'ont qu'un objectif: inviter le prolétariat à se lancer dans la guerre, car le socialisme représente justement cette guerre de classe encore plus difficile que la prise du pouvoir, sans état-major, sans une direction unifiée capable d'unir les forces vives du prolétariat et des masses opprimées dans la lutte contre les survivances du capitalisme.

De la Commune de Shanghai à la Commune de Paris: maintenir ou non la dictature du prolétariat

Le rôle du parti prolétarien en tant que dirigeant du prolétariat révolutionnaire pour assurer le maintien et le développement de la dictature du prolétariat sur tous les aspects de la vie sociale n'est pas une question secondaire. C'est au contraire la question fondamentale du maintien ou non de la dictature du prolétariat sur les classes exploiteuses. Notre auteur le sait fort bien et c'est pourquoi toutes ses batteries sont dirigées justement sur cette question. A la manière d'un démocrate bourgeois ou d'un Jimmy Carter à la défense des droits de l'homme, mais avec l'art consommé d'un universitaire marxiste, Bettelheim consacre l'essentiel de ses énergies à opposer démocratie et dictature, à opposer la direction unifiée du parti prolétarien dans la lutte de classes à l'essor du mouvement de masse.

Ce n'est certes pas par ignorance qu'il tente de nous faire croire que Lénine lui-même et, avant lui, Marx, niaient le rôle dirigeant du parti prolétarien sous le socialisme.

> *"Pour Marx, dans* **La guerre civile en France**, *la commune est l'organe du pouvoir, elle est la forme politique de la dictature du prolétariat. De même, pour Lénine, dans* **L'Etat et la révolution**, *les soviets sont les organes du pouvoir des travailleurs. Dans ces deux textes, le rôle dirigeant d'un parti révolutionnaire n'est même pas mentionné." (15)*

Ainsi, faudrait-il s'en prendre à Lénine pour ne pas avoir écrit un livre sur la question du parti en lieu et place de **L'Etat et la révolution**, ouvrage qui ne fut d'ailleurs jamais terminé justement parce que le développement de la révolution en Russie appelait Lénine et le PC(b)US à se consacrer entièrement aux tâches de direction de la lutte du prolétariat, direction sans laquelle la révolution prolétarienne n'aurait jamais pu triompher en Russie.

Laissons à nos lecteurs le soin de constater tout le mensonge que révèlent de tels propos, en particulier dans le cas de Lénine qui déclarait ce qui suit:

> *"La dictature du prolétariat est une lutte opiniâtre sanglante et non sanglante, violente et pacifique, militaire et économique, pédagogique et administrative contre les forces et les traditions de la vieille société. La force de l'habitude chez les millions et les dizaines de millions d'hommes est la force la plus terrible. Sans un parti de fer, trempé dans la lutte, sans un parti jouissant de la confiance de tout ce qu'il y a d'honnête dans la classe en question, sans un parti sachant observer l'état d'esprit de la masse et influer sur lui, il est impossible de mener cette lutte avec succès." (16)*

Et Lénine ajoutait:

"Nier la nécessité du parti et de la discipline du parti (...) cela équivaut à désarmer entièrement le prolétariat au profit de la bourgeoisie. Cela équivaut à faire siens les défauts de la petite bourgeoisie que sont la dispersion, l'instabilité, l'inaptitude à la fermeté, à l'union, à l'action conjuguée, défauts qui causeront inévitablement la perte de tout mouvement révolutionnaire du prolétariat, pour peu qu'on l'encourage." ([17])

Et d'où Lénine devait-il tirer ces enseignements? De l'expérience historique du prolétariat, et en particulier de l'expérience de la Commune de Paris. La Commune de Paris a évidemment beaucoup moins d'intérêt pour monsieur Bettelheim que l'historique Commune de Shanghaï. C'est justement parce que la Commune de Paris démontra au prolétariat révolutionnaire qu'il est impossible de prendre le pouvoir, et surtout de le conserver, sans un parti dirigeant qui constitue l'instrument indispensable pour que le prolétariat exerce **sa** dictature sur les classes exploiteuses. Cette leçon essentielle pour le prolétariat n'a peut-être pas été démontrée par la Commune de Shanghaï, mais elle l'a été par plus de 100 ans d'histoire, tant en URSS, en Albanie, que par l'exemple négatif du Chili d'Allende.

Ce que Lénine nous apprend ici est fort simple. C'est que la guerre révolutionnaire que mène le prolétariat n'est pas une soirée de gala. C'est que cette guerre pour être remportée demande l'organisation la plus rigoureuse et la plus systématique de toutes les forces du prolétariat, de là dépend la victoire. Comme il ne serait pas question de se lancer d'un avion en plein vol sans parachute, il n'est pas question que le prolétariat se lance dans la lutte révolutionnaire sans un parti révolutionnaire s'appuyant sur la science de la lutte de classes, le marxisme-léninisme. C'est là une question éminemment pratique, une question de vie et de mort pour ainsi dire. Si au contraire, on croit que les hommes arriveront au communisme par la seule voie naturelle, "inconsciemment", et bien, c'est qu'on croit qu'il y a quelque part une "providence" qui les guide.

La nécessité de l'unité de pensée et d'action du parti du prolétariat n'est pas non plus une invention de l'esprit. Elle est au contraire une condition indispensable commandée par les nécessités de la lutte de classes sous le socialisme. Ce qui implique aussi que l'existence de fractions est incompatible avec l'unité du parti du prolétariat.

"Certes, les partis de la IIe Internationale qui combattent la dictature du prolétariat et ne veulent pas mener les prolétaires à la conquête du pouvoir, peuvent se permettre ce libéralisme qu'est la liberté de fraction, car ils n'ont aucunement besoin d'une discipline de fer. Mais les partis de l'Internationale communiste, organisant leur travail sur la base de cette tâche: conquête et consolidation de la dictature du prolétariat, — ne peuvent accepter ni "libéralisme", ni liberté de fractions. Le parti, c'est l'unité de volonté excluant tout fractionnisme et toute division du pouvoir dans le parti." ([18])

Paradoxalement, l'unité au sein du parti, l'interdiction des fractions est loin d'être le synonyme du bureaucratisme tel qu'on l'entend dire par le professeur Bettelheim et tous les groupes trotskystes. L'expérience historique illustre au contraire que c'est justement en l'absence d'une direction unique que se constituent les castes et les empires personnels et qu'est ainsi enfreint l'exercice de la démocratie au sein du parti. C'est ainsi par exemple que les débats démocratiques sur les questions fondamentales du programme et de la ligne politique sont remplacés par les jeux de coulisse qui se déroulent à l'insu des membres du parti et des masses, c'est ainsi que sont enfreintes les décisions démocratiques du congrès et que la discipline consciente que présuppose l'adhésion au parti devient la discipline aveugle, bourgeoise, de la petite école. Et c'est ainsi que se dissipent progressivement les liens étroits qui doivent unir le parti aux larges masses et qu'ils sont remplacés par le renforcement des appareils d'Etat et de l'appareil judiciaire comme c'est présentement le cas en Chine.

* * *

Tout l'opportunisme des idées de Charles Bettelheim réside précisément en ce qu'elles conduisent tout droit au contraire de ce que Bettelheim prétend défendre: l'essor de la révolution et le triomphe du socialisme.

Si l'analyse des erreurs de la révolution chinoise devra être faite, s'il apparaît évident que l'arrivée de Deng Xiaoping (Teng Siao-ping) au pouvoir n'est certes pas le fruit d'une génération spontanée, ce n'est pas du point de vue de Bettelheim qu'il faudra entreprendre ce bilan. Ce bilan, il faudra l'entreprendre au contraire du point de vue du marxisme-léninisme, du point de vue d'analyser si le PCC fut vraiment le parti dirigeant du prolétariat chinois, s'il a su maintenir dans ses rangs l'unité nécessaire sur la base d'un programme marxiste-léniniste. Adopter au contraire le point de vue de Bettelheim et des trotskystes reviendrait à rejeter du revers de la main plus de 100 ans d'expérience du prolétariat révolutionnaire qui ont démontré à maintes reprises la nécessité d'un parti dirigeant marxiste-léniniste comme instrument essentiel au maintien de la dictature du prolétariat.

---

1. **Charles Bettelheim**, *Questions sur la Chine après la mort de Mao Tsé-toung*, **Editions Maspéro, Paris, 1978, p. 7**
2. **Idem, p. 101**
3. **Idem, p. 96**
4. **Idem, p. 100**
5. **Idem, p. 101-102**
6. **Idem, p. 99**
7. **Idem, pp. 72-73**
8. **Idem, p. 111**
9. **Idem, p. 110**
10. **Idem, p. 112**
11. **Idem, p. 109**
12. **Idem, p. 114**
13. **Idem, p. 104**
14. **Lénine**, *L'Etat et la révolution*, **Editions en langues étrangères, Pékin, p. 9**
15. **Charles Bettelheim, op. cit, p. 102**
16. **Lénine**, *La maladie infantile du communisme*, **Editions en langue étrangères, Pékin, 1970, p. 32**
17. **Idem, p. 31**
18. **Staline**, *Les principes du léninisme*, **Ed. Naim Frasheri, Tirana, p. 108**

LE MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN MARCHE

Les documents publiés dans le cadre de cette chronique sont des documents que nous jugeons importants de porter à la connaissance de nos lecteurs, soit à cause de leur intérêt politique ou historique, soit tout simplement à cause des faits ou des données qu'ils fournissent. Ils ne peuvent par contre engager la rédaction d'UNITÉ PROLÉTARIENNE au delà de la présentation et des commentaires qui les accompagnent.

La rédaction d'UNITÉ PROLÉTARIENNE

La crise économique et financière dans le monde capitaliste

A l'heure où la crise économique s'abat sur les masses laborieuses de notre pays, il apparaît de plus en plus clairement qu'on ne saurait comprendre la crise actuelle au Canada sans comprendre les liens qui l'unissent à la crise économique que traverse le capitalisme à l'échelle mondiale. C'est pourquoi nous reproduisons ce texte tiré de la revue Albanie aujourd'hui de novembre-décembre 1974 (no 6 (19)). Malgré les années qui nous séparent du moment où il est paru, le texte de nos camarades albanais conserve toute son actualité et fournit une analyse rigoureuse des caractéristiques fondamentales des crises du monde capitaliste depuis la Seconde Guerre mondiale. Ces caractéristiques nouvelles des crises à notre époque, loin de limiter l'étendue et la profondeur de la crise mondiale du système capitaliste, n'ont fait qu'en aiguiser la contradiction antagoniste qui oppose la propriété privée des moyens de production et le caractère social de la production capitaliste. Nos lecteurs trouveront là un instrument de choix pour comprendre les divers phénomènes complexes de la crise actuelle, crise sur la base de laquelle s'élève la résistance toujours plus grande du prolétariat et des masses opprimées.

LE MONDE CAPITALISTE CONTINUE DE SE DEBATTRE DANS UNE PROFONDE CRISE ECONOMIQUE ET FINANCIERE QUI SE DEVELOPPE DANS LE CADRE DE LA CRISE GENERALE DU CAPITALISME. LA CRISE ACTUELLE A GRAVEMENT EBRANLE LE SYSTEME CAPITALISTE EN GENERAL ET LES PAYS CAPITALISTES INDUSTRIALISES EN PARTICULIER, AVEC EN PREMIER LIEU LES ETATS-UNIS D'AMERIQUE, EPICENTRE DE L'IMPERIALISME MONDIAL. CES SECOUSSES SE SONT D'ABORD FAIT SENTIR DANS LA PRODUCTION, AVANT DE S'ETENDRE A LA DISTRIBUTION, A L'ECHANGE ET A LA CONSOMMATION, AU COMMERCE, AUX FINANCES, AUX CHANGES, A LA BOURSE, ETC.

Ces secousses ne touchent pas seulement la sphère économique et financière du système capitaliste mondial, elles revêtent un caractère multiforme: politique, idéologique, économique, social et militaire; car elles comptent parmi les plus vastes et les plus graves enregistrées depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Comme cela a été souligné par de nombreux experts en économie, le monde capitaliste avance rapidement vers une crise économique semblable à celle des années 30. Sonnant l'alarme, l'hebdomadaire américain «Business Week» admettait il y a quelque temps que «les Etats du monde capitaliste se trouvent maintenant plus que jamais confrontés au plus sérieux défi lancé depuis la période des années 30»; la revue anglaise «Economist» elle, allant encore plus loin, indiquait que «la faillite économique est plus que possible. La stagnation mondiale ne constitue plus seulement une menace, elle a effectivement commencé».

La crise actuelle n'est donc pas un simple approfondissement de la crise générale du capitalisme; elle se caractérise par l'explosion simultanée de nombreux conflits, considérables et aigus. Cette crise a si rudement secoué la superstructure politique du capitalisme que les gouvernements tombent les uns après les autres donnant à la crise un caractère tout à la fois politique, économique et social. La relève des gouvernements bourgeois est dans le même temps une vaine tentative pour justifier les échecs, en les attribuant à certains individus et à leur politique erronée, et pour créer l'illusion qu'on sortira de la crise. Dans ce contexte, on dresse des programmes, on projette des mesures, on fait grand tapage, on promet de surmonter les difficultés en appelant en particulier les masses travailleuses à se serrer encore plus la ceinture et à consentir de nouveaux sacrifices.

En septembre 1971, dans un discours très important, le camarade Enver Hoxha, s'arrêtant sur ces problèmes, a notamment indiqué: «Au sein du capitalisme mondial, et en particulier au sein de l'impérialisme américain, a éclaté maintenant la plus grande crise qu'on ait vue depuis la Seconde Guerre mondiale... C'est une crise générale, économique, politique, idéologique et militaire, c'est une crise de tous les Etats capitalistes, de leurs infrastructures et superstructures, c'est la crise de leurs régimes et de leurs alliances. Et cette grande crise, qui vient à peine de commencer, par la suite deviendra ca-

tastrophique». Les trois années qui se sont écoulées depuis lors ont démontré et démontrent au mieux tout le bien-fondé de cette prévision. Récemment, le camarade Enver Hoxha a de nouveau exposé et traité de façon très claire et argumentée l'état réel de la crise qui a saisi le monde capitaliste à la gorge, ainsi que le processus d'aggravation de cette crise. Dans le discours qu'il a prononcé le 3 octobre, devant les électeurs de la circonscription électorale 209 de la ville de Tirana, il a dit entre autres: «Regardez ce qui se passe actuellement dans le monde! Une grave crise économique et financière frappe tous les pays capitalistes. L'inflation fait des ravages et elle atteint des taux astronomiques. Les caisses des grandes banques ont commencé à se vider, les endettements sont devenus accablants et les spéculations monétaires se sont intensifiées à l'extrême. Le chômage aussi a commencé à s'étendre et les prix ne cessent de monter. La vie est de plus en plus chère et la situation des masses laborieuses s'aggrave constamment».

La réalité capitaliste actuelle est très triste et très sombre. Les prévisions économiques annoncent pour le monde capitaliste les grandes tempêtes de la crise. Le poids de cette crise se fait sentir dans toutes les infrastructures et superstructures du monde capitaliste; il déchire toujours plus le masque des théories apologétiques qui parlaient de capitalisme florissant, de capitalisme «populaire», «démocratique», «humanitaire», de «société de consommation», etc. En vérité, le capitalisme n'a nullement changé de nature. Il n'a pas «rajeuni», il ne s'est pas «démocratisé» et il n'est pas devenu «populaire». Il est demeuré capitalisme; et en tant que tel il ne sera balayé de l'histoire que par la révolution prolétarienne. «La société dite de consommation, tant vantée par la bourgeoisie comme «la société de demain», a dit le camarade Enver Hoxha dans son discours du 3 octobre, n'est plus qu'une société pourrie en décadence qui découvre toujours plus les anciennes plaies éternelles du capitalisme qu'elle cherchait à dissimuler».

Quelques traits essentiels de la crise actuelle

Les violentes secousses de la crise, que traverse maintenant le monde capitaliste, ne sont ni nouvelles ni fortuites, ni partielles ni passagères. Elles ne découlent pas seulement de la crise de l'énergie comme s'efforcent de le faire croire les milieux monopolistes et officiels impérialistes. C'est une crise multilatérale qui ne trouve pas son origine dans la question du pétrole et de l'embargo, mais qui a commencé bien avant. Vers le milieu des années 60 et en particulier au début des années 70, s'est engagée une dégradation générale du système monétaire capitaliste: les monnaies de tous les pays capitalistes ont été entraînées dans le processus irrésistible de la libre fluctuation des changes. Les spéculations monétaires se sont intensifiées d'une année à l'autre et elles ont maintenant atteint leur comble. La crise a enfanté la crise. La crise financière et monétaire a donné le feu vert au jeu des cours. C'est pourquoi cette crise a engendré la crise du système bancaire. Depuis l'année dernière est venue s'y ajouter la crise énergétique.

Avant la crise énergétique, les Etats capitalistes – y compris les Etats-Unis d'Amérique – étaient déjà aux prises avec l'inflation chronique, le chômage et la hausse en flèche des prix. Ces phénomènes sont devenus maintenant encore plus aigus et ils ne cessent de s'aggraver.

L'actuelle crise économique et financière du capitalisme présente des caractéristiques qui se manifestent dans certaines directions principales:

Premièrement, elle s'est étendue aussi bien aux métropoles qu'à la périphérie du capitalisme; aussi bien dans son système artériel que dans ses membres; tel un virus, elle s'est introduite dans toutes les cellules de la vie économique et sociale du capitalisme. Cette crise «végétait» dans la «serre» de la crise générale du capitalisme et elle a commencé à se manifester vers l'été de l'année dernière. Elle se distingue par son ampleur et sa profondeur, par les grandes proportions qu'elle est en train de prendre, par ses conséquences destructrices dans le monde capitaliste tout entier. Tous les facteurs structurels et conjoncturels du monde capitaliste agissent avec une force extrême et entraînent l'aggravation des conflits politiques, économiques, et sociaux à l'échelle nationale et internationale.

Deuxièmement, une autre caractéristique de la crise actuelle c'est d'avoir attiré dans ce bourbier toute la reproduction capitaliste. Il ne s'agit plus maintenant d'une crise mais d'un ensemble de crises. Parallèlement à la crise de la production industrielle et de la production agricole, on voit sévir avec force d'autres crises comme la crise de l'énergie, la crise monétaire, le besoin de matières premières, etc. Deux ans ne se sont pas même écoulés depuis la dernière crise de surproduction qui a englobé les pays capitalistes industrialisés et voilà qu'ils glissent à nouveau vers l'abîme de la dépression. Ces pays se trouvent maintenant devant la perspective de perdre même le bénéfice de la courte accalmie des années 1972-1973 où l'on a enregistré une augmentation passagère de la production industrielle.

Ce qui est caractéristique en ce moment c'est que les processus de récession qui englobent le système capitaliste mondial s'entremêlent avec les processus d'inflation, de «soif» d'énergie, de secousses monétaires, de chute prononcée du cours des actions, de faillite des banques et des firmes capitalistes et d'autres phénomènes de même nature. Tout cela aggrave encore plus la situation et donne de plus en plus à cette crise les traits de la crise des années 1929-1933.

Troisièmement, ce qui marque l'économie capitaliste actuelle c'est son développement en zigzag et la baisse de ses rythmes de développement. Ces rythmes sont si bas qu'ils ne supportent plus aucune comparaison. Les prévisions les plus optimistes pour 1974, selon les observateurs de la conjoncture du marché, laissent entrevoir que l'économie capitaliste marquera le pas. La récession économique touche les Etats-Unis, l'Italie, le Japon, l'Angleterre, l'Espagne, l'Allemagne Fédérale et les autres pays capitalistes.

Quatrièmement, dans la période actuelle, les crises prennent souvent la forme de crises monétaires, d'inflation et de hausse des prix, c'est-à-dire qu'elles se manifestent plus particulièrement dans la sphère de la circulation, quoiqu'elles aient leur source dans la production capitaliste. De la sphère de la circulation elles passent dans celle de la production et toutes deux s'entremêlent dans le processus de la reproduction capitaliste y causant de nouvelles disproportions. Cela est à rattacher à la position dominante du capital financier, au renforcement de la position dominante des banques et du capital bancaire, à la consolidation des positions dominantes de l'oligarchie financière impérialiste, à la grande extension de l'exportation du capital et toutes ses conséquences, à l'extension des rapports de crédit capitaliste, à l'extension des «aides», au financement des guerres et des agressions dans divers pays du monde, aux spéculations capitalistes sur les marchés impérialistes internationaux, etc.

Cinquièmement, une autre particularité des crises actuelles c'est leur passage im-

médiat d'un pays capitaliste à un autre, d'une branche de l'économie à une autre, de la sphère de la production à la sphère de la circulation et vice-versa – tout cela en raison des rapports d'interdépendance et des rapports d'Etat à Etat au sein du système capitaliste mondial.

Sixièmement, dans le développement cyclique convulsif du capitalisme actuel, dans son ensemble et dans certains pays en particulier, le système économique américain a exercé une forte influence négative, de par sa position dominante dans le système capitaliste mondial, de par son rôle de gendarme international contre la liberté et l'indépendance des peuples et de «créditeur» des pays vassaux.

Septièmement, les sociaux-impérialistes soviétiques eux aussi se sont engagés dans des spéculations monétaires et, pour surmonter leurs embarras ils cherchent à mettre à profit les difficultés des autres pays – en particulier des pays membres du COMECON –, en vue de les soumettre et de les exploiter économiquement et politiquement. On connaît désormais les spéculations auxquelles se livrent les chefs du Kremlin, sur les marchés internationaux, en ce qui concerne le pétrole, le gaz, la course à l'appropriation des gisements de métaux rares de pays satellites, comme l'uranium et le titane, l'achat à bas prix des matières premières des pays sous-développés et la vente à ces pays des produits industriels soviétiques à des prix plus élevés que ceux du marché international.

Les pays membres du COMECON dépendent entièrement de la métropole soviétique pour ce qui est des matières premières, des combustibles, des machines, des outillages, etc. Ainsi 90% des importations tchécoslovaques de pétrole, de minerai de fer et de métaux ferreux, 90% des importations de céréales panifiables, plus de 60% des importations de coton, plus de 50% des importations de soufre et de phosphorites, etc., sont de provenance soviétique. On comprend facilement les conséquences économiques et politiques qu'entraîne une telle dépendance.

Selon des statistiques, à partir de 1980 les pays de l'Europe de l'Est auront besoin d'environ 150 millions de tonnes de pétrole soviétique par an. Ce pétrole leur sera fourni par Moscou en contrepartie des investissements que feront ces pays pour la mise en valeur des gisements pétrolifères de Sibérie. En d'autres termes, ces pays devront diminuer leurs investissements à l'intérieur du pays pour mettre ces capitaux à la disposition des sociaux-impérialistes soviétiques, sinon il leur faudra courir après le pétrole.

Par diverses spéculations, les sociaux-impérialistes se procurent des produits très importants comme des minéraux et des concentrés de métaux non-ferreux, du coton à longues fibres, du caoutchouc naturel, des huiles végétales, des cotonnades, du riz, etc. Selon certaines statistiques, de 1960 à 1971, ils ont acheté à bas prix aux pays sous-développés 1,7 milliard de dollars de caoutchouc et 1,6 milliard de coton. D'autre part, de 1973 à 1980, les pays du Moyen-Orient s'acquitteront de leurs dettes et de leurs obligations commerciales, en livrant à l'Union Soviétique du pétrole à un prix de 20% inférieur à celui pratiqué sur le marché international. Dans le même temps c'est à prix élevé que l'Union Soviétique vend du pétrole à ses satellites.

C'est par de tels procédés que les impérialistes révisionnistes soviétiques rivalisent avec les impérialistes américains; c'est à qui s'imposera le plus vite sur les marchés «libres» pour y investir ses capitaux, pour y vendre ses produits et pour acheter à bon marché les matières premières de ces pays. Tout en rivalisant les deux superpuissances procèdent au partage économique du monde.

La baisse des rythmes de production

L'abaissement des rythmes de production est caractéristique de tous les pays capitalistes industrialisés. Au cours du deuxième trimestre de cette année les rythmes de production ont baissé de 8,8% aux Etats-Unis, ce qui représente la baisse la plus grande de ces 7 ou 8 dernières années. La situation économique du pays s'est détériorée encore plus ces dernières années. Elle est plus mauvaise que ce que l'on avait envisagé – indiquait une revue américaine – et d'ores et déjà sont réunies toutes les prémisses d'une baisse ultérieure des rythmes de développement économique.

Dans l'économie de l'Angleterre, au cours de ces 3 ou 4 années, on a remarqué de longues périodes de stagnation en alternance avec des baisses sensibles des rythmes d'accroissement de la production. La part de la production industrielle anglaise dans la production industrielle du monde capitaliste est actuellement inférieure à 6,5%, contre 9,3% au début des années 60; soit une baisse de plus de 30%.

Plusieurs branches de l'économie de la R.F. d'Allemagne, dont l'industrie métallurgique, l'industrie chimique, l'industrie automobile, ont enregistré à la fin du premier semestre de cette année une baisse de production de 2,1% par rapport à la période correspondante de l'année dernière.

L'abaissement des rythmes de production s'accompagne d'une non-utilisation chronique des capacités productives, ce qui est caractéristique du mode de production capitaliste. Selon la presse bourgeoise elle-même «les capacités productives des branches d'industrie qui produisent les moyens de production, aux Etats-Unis, en Angleterre, en R.F. d'Allemagne, n'ont travaillé ces 2 ou 3 dernières années qu'aux 3/4 de leur capacité». Nous traversons actuellement, a récemment déclaré un sénateur américain, une grande dépression. Nous ne traversons pas seulement une crise de fièvre, nous sommes condamnés à la paralysie. Et cet état de choses est marqué, entre autres, par une baisse des rythmes de production».

Dans les années 60, en particulier dans les années 65-70, les positions économiques et financières des Etats-Unis sur le marché capitaliste ont eu tendance à s'affaiblir et en même temps on a assisté à une certaine «élévation» de leurs rivaux. Ainsi en 1955, les Etats-Unis réalisaient 52% de la production industrielle du monde capitaliste, en 1960 47% et en 1972 seulement 43%. Cette diminution de la part des Etats-Unis dans la production industrielle capitaliste a favorisé l'extension relative du champ spécifique des autres pays capitalistes, en tant que conséquence de la loi objective du développement inégal, du capitalisme au niveau économique et politique. Comme l'a dit V.I. Lénine, à l'époque de l'impérialisme, le développement des pays capitalistes «tend à devenir plus inégal, mais l'inégalité se manifeste en particulier par la décomposition des pays les plus riches en capitaux». L'expérience a démontré et démontre aujourd'hui encore entièrement la justesse de cette conclusion.

Elévation sensible du taux d'inflation

L'inflation est l'une des plaies les plus graves du capitalisme et un aspect essentiel de sa crise économique et financière. Par suite de l'inflation, tous les canaux de circulation monétaire sont obstrués par l'énorme masse monétaire qui provient des déficits budgétaires chroni-

ques, et en premier lieu des grandes dépenses militaires. Le blocage des canaux de circulation monétaire entraîne aussi la hausse des prix, autre aspect de la crise actuelle du capitalisme.

Pendant la période 1971-1973 la masse des moyens de circulation des pays capitalistes industrialisés a augmenté de 2,5 fois par rapport à la moyenne annuelle de la production nationale globale et des besoins de la circulation intérieure.

En 1973 par rapport à la période 1966-1970 les taux de l'inflation furent les suivants: aux Etats-Unis environ 50% (aux Etats-Unis rien que durant ces 5 dernières années la masse de monnaie en circulation a augmenté de plus de 40% alors que le chiffre d'affaires intérieur des ventes au détail n'a augmenté que de 5 à 6%, en France d'environ 60%, au Canada de 47%, au Japon de 25%, en Italie de 28%, en Angleterre d'environ 4 fois, etc. «Aux Etats-Unis, a récemment déclaré le Secrétaire américain aux finances, Simon, il est impossible d'arrêter ou d'abaisser le taux d'inflation».

L'inflation est devenue partie intégrante du processus de reproduction capitaliste. Elle trouve sa source en premier lieu dans la domination des monopoles. Les consortiums et les trusts géants qui occupent des positions dominantes sur le marché capitaliste imposent de façon monopoliste des prix toujours plus élevés. L'intervention dans l'établissement des prix sur les marchés capitalistes est devenue maintenant leur politique générale. Cette politique de pillage trouve son expression la plus éclatante dans la grande hausse des prix des dérivés du pétrole.

L'inflation provient de la militarisation de l'économie et de la politique agressive et belliciste de l'impérialisme. Les dépenses militaires des Etats capitalistes ont dépassé en 1973 les 115 milliards de dollars – dont environ 83 milliards aux Etats-Unis. Si en 1966 les Etats-Unis possédaient 45,2% des forces militaires et 69,4% des dépenses militaires des pays capitalistes industrialisés, en 1973 leur part a augmenté respectivement de 49,5% pour les forces armées et de plus de 75% pour les dépenses militaires. Les dépenses militaires impérialistes ont atteint et continuent d'atteindre des sommes colossales. En 1973, le bloc agressif de l'OTAN a dépensé 16 milliards de plus qu'en 1960. Le Sénat des Etats-Unis a approuvé cette année un budget militaire de quelque 86 milliards de dollars. C'est le plus grand budget militaire enregistré jusqu'ici dans l'histoire des Etats-Unis. Ces dépenses et les déficits budgétaires qui en découlent ne font que créer une consommation parasitaire, que le marché capitaliste ne peut cacher qu'en augmentant la masse de monnaie dévaluée en circulation et en élevant le taux d'inflation [1]).

Ce taux élevé d'inflation et la distorsion du cycle de reproduction capitaliste, en tant que conséquence directe de la militarisation de l'économie et de l'extension de l'expansion économique et militaire impérialiste, ont entraîné et entraînent encore l'augmentation du chômage et de la paupérisation des larges masses travailleuses de ces pays, en premier lieu des pays capitalistes industrialisés.

Montée en flèche des prix

Dans tous les pays capitalistes, en premier lieu dans les pays industrialisés, parallèlement à une forte inflation, on remarque une hausse sans précédent des prix intérieurs, en particulier des prix de vente au détail et des prix du marché international capitaliste. Selon les informations et les aveux de la presse bourgeoise elle-même, la hausse des prix a éclaté comme une tempête, soufflant sur tout le système capitaliste sans exception, dépassant les limites envisagées par les économistes bourgeois et les milieux d'affaires.

La hausse des prix s'est abattue sur le centre de l'impérialisme international, les Etats-Unis d'Amérique. Dans une analyse consacrée à ce problème et présentée devant la Commission des affaires financières de la Chambre des Représentants du Congrès américain, le Secrétaire aux finances, William Simon, a déclaré que «les Etats-Unis connaissent maintenant la plus grande hausse des prix de toute leur histoire» et que ces prix «sont tellement enracinés dans l'économie du pays que le processus d'assouplissement sera long et difficile».

La hausse des prix du monde capitaliste n'est plus désormais un phénomène qui ressortirait de la comparaison avec une autre période relativement éloignée (de 3, 5 ans ou plus); c'est un phénomène qui se manifeste chaque mois et chaque jour à des rythmes élevés. Maintenant il ne s'agit plus d'une augmentation des prix de 2,3,5 ou même 7%, d'une période à l'autre; mais d'une augmentation qui va du simple au double, au triple, etc.

La hausse des prix n'est plus d'un niveau qui «n'engendre pas l'inquiétude» quant aux conjonctures économiques capitalistes, intérieures et extérieures. Cette hausse est profondément ressentie par l'économie capitaliste, comme ses graves conséquences pour la classe ouvrière et les larges masses travailleuses. En tant que telle, elle engendre l'aggravation des conflits sociaux, et des contradictions antagonistes de la société capitaliste; en particulier de sa contradiction fondamentale entre le caractère social de la production et la forme privée capitaliste d'appropriation.

Au cours de la période allant de septembre 1972 à septembre 1973, les prix de vente au détail des produits industriels ont augmenté respectivement de 13% aux Etats-Unis, de 13,5% au Japon, de 19,4% au Canada, de 28% en Italie, etc; les prix des matières premières pour la même période ont augmenté en moyenne, pour ces quatre pays, de 30 à 47%, tandis que de septembre 1973 à septembre 1974 cette hausse a été deux fois plus grande.

Au cours du premier semestre de cette année, aux Etats-Unis, le niveau des prix des articles de consommation courante était 4 fois plus élevé qu'en 1972. Au mois de juillet dans ce pays les prix des produits de consommation courante ont augmenté en moyenne de 14% par rapport au mois de juin; les loyers ont augmenté de 11,6%; le coût des services médicaux d'environ 10% etc. En Italie le prix des pâtes alimentaires, principal aliment du peuple italien, a été majoré au mois d'août de cette année de plus de 30% par rapport à la période correspondante de l'année précédente. Au Japon le prix du riz, un des principaux produits alimentaires de ce pays, a augmenté récemment de 32%.

Une hausse considérable a été enregistrée dans les prix du sucre, de la viande, des graisses, des produits agricoles, des combustibles, des transports, des services médicaux, des produits pharmaceutiques, des vêtements, etc. Sur les marchés capitalistes tous les articles sont soumis à la hausse continuelle des prix.

Les prix des articles d'import-export des marchés capitalistes connaissent une hausse très prononcée et irrésistible. Ces marchés, comme on le sait, fonctionnent selon un système de prix «libres» et variables, et l'on y applique des cours de change exposés aux coups continus de la crise monétaire et financière.

Il faut noter aussi l'importante hausse des prix des articles industrialisés, comme les aciers, les tuyaux de divers types, les machines, les instruments divers, les équipements énergétiques, les voitures, les équipements électriques, les articles de

pétrochimie, etc. Les prix des produits alimentaires et non alimentaires traités par l'industrie – sucre, graisses alimentaires, peaux ont été fortement majorés tout comme les prix de certains autres produits d'origine agricole: coton, céréales, café, etc. Par ailleurs le prix des aciers est 3,4 fois supérieur à celui de l'année dernière, celui des tuyaux d'acier plus de 3 fois, celui du fer profilé 2,3 fois, celui de la tôle 2,2 fois, celui des laminés de zinc 5,4 fois, celui des électrodes à soudure 2,4 fois, celui des fibres de nylon 2 fois, celui des peaux plus de 4,5 fois, celui du sucre 3,4 fois, celui des graisses alimentaires plus de 2 fois, celui du café 1,7 fois, celui du blé 1,7 fois, etc.

La hausse des prix sur les marchés internationaux s'effectue à des rythmes si rapides qu'on ne sait jusqu'où cela ira. Les milieux monopolistes se sont efforcés et s'efforcent encore de tirer de cette situation des profits maximums en spéculant fortement sur le dos des masses travailleuses comme de leurs propres partenaires.

On sait désormais comment les dynasties pétrolières des Etats-Unis d'Amérique et les monopoles qui y sont attachés se sont efforcés et s'efforcent toujours de profiter de la crise de l'énergie pour leurs propres intérêts: en augmentant sensiblement les prix des dérivés du pétrole et en jetant la panique sur le marché capitaliste mondial. C'est ce qu'ils cherchent à faire maintenant dans d'autres sphères d'échanges; ils dictent de façon monopoliste des prix élevés qui ne correspondent nullement au coût social de la production. Ils font cela non seulement pour s'assurer des profits mais encore pour faire concurrence à leurs rivaux.

L'augmentation du chômage et la hausse du coût de la vie

Dans beaucoup de pays capitalistes le nombre de chômeurs ne fait qu'augmenter et il atteint des chiffres qu'on n'avait pas enregistrés depuis des années.

Aux Etats-Unis, les chômeurs représentent 5,3% de la population active du pays. Dans les régions pauvres (où habitent 29 millions de personnes) les chômeurs représentent 7% de la population active. Chez les noirs les chômeurs représentent 10,8% de la population active et les jeunes de ces régions en représentent 18,8%.

En Angleterre on compte actuellement plus de 700.000 chômeurs et on marche vers le million. La récente victoire électorale des travaillistes n'arrange pas la situation, qui demeure grave. En R.F. d'Allemagne, que les milieux bourgeois pensaient à l'abri du chômage, on trouve à présent plus de 500.000 sans travail. Dans ce pays, rien que durant la première quinzaine de septembre on a licencié 50.000 travailleurs immigrés. En Italie, pays capitaliste qui exporte le plus de main-d'oeuvre, un tiers seulement de la population a un emploi. L'armée des chômeurs italiens s'élève à environ 1 million.

A la suite de l'élévation du taux d'inflation, de l'augmentation du chômage et surtout de la hausse des prix des articles de consommation courante, le coût de la vie s'est élevé de façon continue. En 1973 le coût de la vie dans les pays capitalistes industrialisés est de 3,5 fois supérieur à celui de 1950; et au cours de ces dix dernières années il a augmenté de 73% en Angleterre, de 104% en Espagne, de 57% en Italie, de 46% au Canada, de 45% aux Etats-Unis, de 70% en France, de 43% en R.F. d'Allemagne de 80% au Japon, etc.

Notre économie socialiste ne connaît pas ces phénomènes qui sont les compagnons de route du capitalisme; elle se développe de façon planifiée, à des rythmes stables et rapides, de façon proportionnée; elle sert directement les intérêts vitaux des masses travailleuses et l'élévation continue de leur niveau de vie. «Chez nous, a dit le camarade Enver Hoxha dans son discours du 3 octobre, aucun de ces phénomènes ne se produira jamais».

Il est un fait que personne ne peut contester: alors que dans le monde capitaliste les prix montent en flèche, en Albanie ils n'ont subi aucune hausse. Nos prix sont stables, planifiés par l'Etat socialiste. Il en est ainsi aussi bien pour les articles de consommation courante produits dans le pays, que pour les articles de consommation courante que nous sommes obligés d'acheter sur les marchés étrangers à des prix plus élevés qu'auparavant. Cette différence de prix est couverte par l'Etat socialiste et ne touche en aucune façon le consommateur.

Malgré cela, pour faire face aux incidences de notre commerce avec les pays capitalistes et révisionnistes sur notre économie – en particulier en ce qui concerne les prix à l'importation et l'achat des marchandises envisagées – le Parti et le Gouvernement ont fixé aux masses travailleuses la tâche d'intensifier leurs efforts pour accomplir et dépasser les prévisions du plan, la tâche d'accroître les exportations et de diminuer les importations, la tâche de réaliser encore plus d'économies. Les masses travailleuses ont très bien compris la portée de ces tâches et elles ont accentué leur mobilisation et leur enthousiasme au travail, dans tous les secteurs et dans toutes les branches de l'économie populaire.

---

1) Les récentes mesures anti-inflationnistes proposées au Congrès par le président Ford ont été accueillies avec méfiance et scepticisme. Elles frappent les masses travailleuses et les couches moyennes sans toucher les intérêts du grand capital monopoliste.

KIÇO KAPETANI: journaliste, spécialiste des problèmes économiques.

La lutte de classe dans le domaine politique durant la période du socialisme

Dans cet article de la revue Albanie aujourd'hui no 2 (39), 1978, nos camarades albanais synthétisent les acquis importants du mouvement communiste international et de l'édification du socialisme en Albanie sur la poursuite de la lutte de classes sous la dictature du prolétariat. Le libéralisme et le bureaucratisme constituent des courants idéologiques bourgeois qui peuvent freiner considérablement la marche en avant du prolétariat vers le communisme et permettre l'accession au pouvoir d'une nouvelle bourgeoisie. Ce que nous apprennent nos camarades albanais, c'est que ces courants ne sont nullement inévitables et qu'ils peuvent être combattus et que leurs conséquences peuvent être éliminées en autant qu'on leur mène une lutte implacable, une lutte qui ne saurait souffrir aucune hésitation. Dans cette lutte, l'élément déterminant, c'est certes le rôle dirigeant du parti prolétarien, son unité de fer autour de la ligne marxiste-léniniste, et son lien indéfectible avec les masses. On comprendra toute l'importance d'une telle contribution au moment où le mouvement communiste international a pour tâche historique d'approfondir les sources du retour au capitalisme en Chine, au moment où il a pour tâche aussi de tirer tous les enseignements de l'expérience soviétique, de ses acquis positifs comme de ses expériences négatives.

LE PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE A MENE DE FAÇON JUSTE LA LUTTE DE CLASSE A TOUTES LES ETAPES DE LA REVOLUTION ET DANS TOUS SES PRINCIPAUX DOMAINES, POLITIQUE, ECONOMIQUE ET IDEOLOGIQUE. A DES PERIODES DETERMINEES, TELLE OU TELLE FORME DE LA LUTTE DE CLASSE EST DEVENUE PREEMINENTE, MAIS DANS TOUS LES CAS, CETTE LUTTE, COMME L'A SOULIGNE LE VIIe CONGRES DU PARTI, A ETE MENEE FRONTALEMENT EN ETANT AXEE SUR LA QUESTION DU POUVOIR D'ETAT. ELLE A ETE CONTINUE ET APRE ET C'EST A TRAVERS ELLE QU'A ETE ASSUREE LA PROGRESSION ININTERROMPUE DE LA REVOLUTION SOCIALISTE. L'EXPERIENCE DE L'ALBANIE EST UNE NOUVELLE CONFIRMATION DE LA VERITE MARXISTE-LENINISTE SELON LAQUELLE DANS LE PROCESSUS DE LA LUTTE DE CLASSE MENEE POUR RENVERSER L'ANCIEN MONDE, DANS LA LUTTE POUR DEFENDRE ET CONSOLIDER LES CONQUETES REALISEES DANS LA CREATION DE L'ORDRE NOUVEAU, SOCIALISTE, L'HEROISME PROLETARIEN SE MANIFESTE AVEC ENCORE PLUS DE FORCE QUE DANS LA LUTTE POUR LA PRISE DU POUVOIR.

L'instauration de l'ordre socialiste, tout comme sa préservation et son renforcement incessants sont indissolublement liés au rôle dirigeant du parti marxiste-léniniste. C'est dans cette liaison que trouve précisément son expression concentrée le rôle dirigeant que la classe ouvrière exerce dans l'Etat et la société socialiste. **Seul le parti révolutionnaire de la classe ouvrière,** — dit le camarade Enver Hoxha, **— armé de la théorie marxiste-léniniste, fait prendre conscience à la classe de sa mission historique, indique clairement les objectifs de la lutte et les voies à suivre pour les atteindre. Le Parti organise, éduque, mobilise et dirige la classe et tous ses alliés dans la lutte complexe pour l'instauration de la dictature du prolétariat et l'édification du socialisme».**[1] On en déduit que la sauvegarde, le renforcement et la révolutionnarisation plus poussée du Parti, l'élévation continue de son rôle dirigeant dans toute la vie du pays, dans tous les domaines et à tous les niveaux, constituent une des directions essentielles de la lutte de classe sur le plan politique durant toute la période historique du socialisme.

1. — La lutte de classe dans le domaine politique pour la sauvegarde, le renforcement et le perfectionnement de la dictature du prolétariat

Le renversement du pouvoir politique des classes exploiteuses et l'instauration de la dictature du prolétariat sont une condition essentielle à remplir pour mettre fin au système d'oppression et pour édifier la société nouvelle, socialiste. La réalisation de cette tâche constitue l'objectif essentiel de la lutte de classe que mène le prolétariat dans les conditions de l'ordre exploiteur, car l'essence de cette lutte, comme le soulignent les classiques du marxisme-léninisme, se ramène précisément à la question du pouvoir d'Etat. Dès la Lutte de libération nationale, qui, dans les conditions de l'Albanie, prit le caractère d'une véritable révolution populaire, le Parti communiste d'Albanie (aujourd'hui Parti du Travail), avec à sa tête le camarade Enver Hoxha, considéra la question du pouvoir d'Etat comme la question fondamentale, il la lia étroitement et la fondit en un tout avec la lutte pour la libération nationale, avec la lutte pour la création du nouveau pouvoir, du pouvoir populaire. Le Parti, dit le camarade Enver Hoxha, ne permit jamais que les ennemis intérieurs et les ennemis extérieurs enlèvent au peuple son pouvoir et fassent que celui-ci ait versé son sang en vain, mais il a suivi une ligne conséquente, grâce à quoi il a rendu possible en Albanie l'existence et l'action d'un seul pouvoir, le nouveau pouvoir populaire, qui, avec la libération de la Patrie, se mit à exercer les fonctions de la dictature du prolétariat.

Même après l'instauration du pouvoir populaire, la question du pouvoir d'Etat demeura la tâche fondamentale de la lutte de classe. La lutte des ennemis, comme l'a montré leur activi-

té dans le passé, ainsi que les menées des groupes découverts ces dernières années, indépendamment du domaine où elles se sont déployées, ont eu pour but la liquidation de la dictature du prolétariat et la restauration de la dictature des classes exploiteuses.

La lutte de classe, qui se poursuit durant toute la période historique du socialisme, est donc, en dernière analyse, lutte pour la question du pouvoir d'Etat, de la dictature du prolétariat.

La dictature du prolétariat constitue la question fondamentale du marxisme-léninisme et l'attitude à l'égard de cette dictature a constitué et constitue toujours la ligne de démarcation qui sépare les marxistes-léninistes, d'un côté, et les opportunistes de toutes les couleurs, de l'autre. Les ennemis de la révolution et du socialisme, en s'efforçant de préserver le pouvoir de la bourgeoisie là où il n'a pas été renversé et de le restaurer là où il a été renversé, ont dirigé leurs coups contre la dictature du prolétariat, comme le font aujourd'hui entre autres les révisionnistes modernes soviétiques, yougoslaves et ceux des autres pays. A cette fin, ils répandent toutes sortes de «théories», comme celles de «l'Etat du peuple tout entier», «le système d'autogestion directe des producteurs», ou du «socialisme démocratique» sans dictature du prolétariat. Le PTA a démasqué constamment les points de vue antimarxistes des révisionnistes modernes. Le VII[e] Congrès du PTA également a mis en relief avec force le grand tort que cause la propagande révisionniste et la nécessité pour tous les marxistes-léninistes partout dans le monde de lui livrer une âpre lutte.

La dictature du prolétariat constitue non seulement l'essence de la lutte de classe durant toute la période historique du socialisme, mais aussi l'arme principale de la conduite de cette lutte sur tous les fronts de l'édification socialiste. Elle conduit la révolution socialiste jusqu'au bout et remplit sa mission historique, qui est la construction du communisme, en s'acquittant de ses fonctions. La révolution socialiste se poursuit ou s'interrompt selon que, durant le développement de la lutte de classe, la dictature du prolétariat est préservée ou renversée. Ces deux processus sont démontrés par l'expérience historique elle-même et la synthèse marxiste-léniniste de cette expérience constitue une réalisation de grande importance dans la lutte du prolétariat international pour la conduire dans la voie du succès et en garantir le progrès, en évitant la défaite et en barrant tous les accès à un tournant régressif, pour assurer le triomphe complet de la cause de la révolution et du socialisme.

Synthétisant la nouvelle expérience historique de la dictature du prolétariat, le camarade Enver Hoxha a fait ressortir «qu'il est parfaitement possible, après qu'elle a été instaurée, de maintenir la dictature du prolétariat toujours pure, intacte et inébranlable à tous ses maillons et dans toutes les directions, en la développant et en la perfectionnant constamment».[2] C'est ce qu'a démontré l'expérience révolutionnaire du PTA et de l'Albanie, où la dictature du prolétariat s'est maintenue inébranlable et la révolution socialiste est allée constamment de l'avant vers la victoire totale et définitive. Cette expérience, qui a trouvé une illustration et une synthétisation complète dans la nouvelle Constitution de la RPS d'Albanie, constitue une contribution précieuse à la théorie et à la pratique du socialisme scientifique.

Le PTA et le camarade Enver Hoxha ont indiqué que la sauvegarde, le renforcement et le perfectionnement de la dictature du prolétariat sont possibles seulement si l'on reste fidèle à la lutte de classe, en conduisant cette lutte toujours dans la juste voie, sans défaillance et avec fermeté. En cette question vitale, il est très important de déterminer clairement les objectifs contre lesquels est dirigée cette lutte de classe pour préserver la dictature du prolétariat tant de **la contre-révolution armée, que de la contre-révolution révisionniste «pacifique».**

Le danger de la contre-révolution armée est connu depuis longtemps. C'est par cette contre-révolution qu'ont été vaincus la Commune de Paris en 1871 et plus tard, après la Première Guerre mondiale, les pouvoirs prolétariens instaurés en Hongrie et en Allemagne. Mais, dans d'autres cas, cette contre- révolution a été écrasée par les coups de la révolution. Telle est l'expérience du pouvoir soviétique de l'époque de Lénine et de Staline, qui défit la contre-révolution armée à l'issue d'une longue lutte. De même, l'expérience de notre pays donne un exemple de la manière dont peut être étouffée dans l'oeuf toute tentative de contre-révolution armée.

Par conséquent, le refoulement de la contre-révolution armée et son écrasement complet se posent au prolétariat triomphant comme **des tâches indispensables et pleinement réalisables.** Ce qui est exigé en cette matière c'est d'aiguiser constamment sa vigilance à l'encontre de l'ennemi extérieur et intérieur et de frapper immédiatement et avec fermeté toute activité de sa part. Le PTA et l'Etat albanais ont toujours eu cette nécessité présente à l'esprit, et ils ont considéré la lutte contre l'ennemi de classe comme «un devoir primordial pour le Parti, pour l'Etat et pour nos travailleurs».[3]

L'ennemi de classe déploie son activité dans tous les domaines, et cette activité se manifeste tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. De dedans, elle se manifeste dans la résistance des ennemis de classe et dans leurs tentatives de restauration, et de l'extérieur dans les visées agressives de l'impérialisme, du social-impérialisme et des autres réactionnaires pour étouffer et détruire l'ordre socialiste, ainsi que dans les moyens idéologiques que le monde capitaliste-révisionniste met en oeuvre contre nous.

Les ennemis de l'extérieur et de l'intérieur agissent en liaison et en étroite collaboration entre eux. L'activité de l'ennemi intérieur, là où elle se manifeste, bénéficie toujours de l'aide et de l'appui de l'ennemi extérieur et, de même, l'action de l'ennemi extérieur excite et utilise, là où elle se manifeste, l'action de l'ennemi intérieur. L'histoire de l'édification du socialisme dans notre pays témoigne de cette fusion des menées des ennemis extérieurs et intérieurs en un front uni. C'est cette collaboration qui a été à la base des nombreux actes de sabotage, de terreur et de subversion qui ont été entrepris dans le pays et qui allèrent jusqu'à des révoltes armées, comme le furent celles des ennemis à Koplik en 1945 et à Shkodër en 1946. L'activité hostile des bandes armées, qui pénétrèrent dans le pays de l'étranger ou qui furent formées par les ennemis sur le territoire du pays dans les premières années qui suivirent la Libération et qui comprenaient 84 bandes et plus de 1.500 criminels hors-la-loi, se déploya avec une sauvagerie extrême. Pour réussir à les anéantir totalement, il fut nécessaire de soutenir de durs et sanglants affrontements, où perdirent la vie 463

martyrs.

C'est aussi sur la base de cette liaison et de cette collaboration que furent lancées les attaques de l'ennemi extérieur contre l'Albanie socialiste, que furent organisées les interventions et les provocations brutales des impérialistes américains et anglais et de leurs valets; que furent ourdis les plans diaboliques des révisionnistes yougoslaves, qui visaient même à annexer l'Albanie et à supprimer son indépendance nationale; que furent montés les complots communs et organisés les farouches blocus capitalistes et révisionnistes, qui se firent encore plus dangereux à la suite de l'apparition sur la scène des renégats khrouchtchéviens. Dans les conditions actuelles, alors que l'Albanie socialiste tient haut levé le drapeau de la révolution et du socialisme, rejeté par les révisionnistes modernes, soviétiques en tête, l'action des ennemis de l'extérieur et de l'intérieur est devenue encore plus intense et la coordination de leurs menées encore plus dangereuse.

Cependant, l'histoire a connu, outre la contre-révolution armée, une contre-révolution d'une autre nature, la contre-révolution révisionniste «pacifique» aux conséquences tout aussi amères et terribles pour le prolétariat que la contre-révolution armée. C'est ce qui s'est produit avec l'arrivée au pouvoir des cliques révisionnistes. Ce que les Kerenski, les Koltchak, les Denikine, l'Entente ou les hordes hitlériennes n'étaient parvenus à réaliser par la force des armes, les revisionnistes khrouchtchéviens l'ont fait de manière «pacifique». En Union soviétique, la dictature du prolétariat a été renversée, on a sapé tout ce qui était socialiste et restauré le capitalisme. Cette dégénérescence «pacifique» s'est produite aussi dans les pays ex-socialistes.

Ainsi que l'enseigne l'expérience historique, les principaux ennemis dont l'action tend à faire dégénérer la dictature du prolétariat sont au nombre de deux: le bureaucratisme et le libéralisme.

Le bureaucratisme frappe la dictature du prolétariat à des points névralgiques. Il sclérose le parti de la classe ouvrière et mine son rôle dirigeant, il rompt les liens du pouvoir avec le peuple et fait obstacle à la participation des masses travailleuses au gouvernement du pays, paralyse la démocratie socialiste et cultive chez les cadres la présomption, avec tous les maux qu'elle entraîne, avec le «respect» de soi et le mépris des masses, etc.

Et le libéralisme est tout aussi dangereux. A travers lui pénètrent dans le parti de la classe ouvrière, dans l'Etat socialiste et dans les masses travailleuses les tendances à faire des concessions à l'égard de la politique et de l'idéologie de l'ennemi, à renoncer aux normes de la morale prolétarienne, à adopter un esprit de conciliation avec le mode de vie bourgeois-révisionniste et avec les défauts et les faiblesses, etc. Souvent le libéralisme se présente sous les mots d'ordre mensongers de la «liberté» et de la «démocratie» et il se pose en «adversaire du bureaucratisme» afin de semer plus facilement sa graine empoisonnée.

Le bureaucratisme et le libéralisme, étant tous deux des dangers mortels pour le socialisme, s'entrelacent entre eux, se complètent et s'alimentent. On le voit clairement dans l'exemple négatif des pays révisionnistes. En Yougoslavie l'orientation principale du révisionnisme et de la restauration capitaliste est l'orientation libérale, mais parallèlement on a vu se créer l'appareil bureaucratique. En Union soviétique, la voie de la dégénérescence bureaucratique est typique, mais elle s'est liée étroitement avec les manifestations de dégénérescence libéralo-bourgeoise, comme le furent celles dans le domaine de la culture et de l'art, du mode de vie, etc. ou la campagne tristement fameuse de «déstalinisation» qui fut entamée précisément sur le mot d'ordre de la libéralisation.

Le socialisme, de par sa nature, ne constitue une source ni de libéralisme ni de bureacratisme. Ces manifestations ne sont pas caractéristiques pour le socialisme. Mais tant que la lutte de classe se poursuit, tant que la pression hostile agit de l'intérieur et de l'extérieur, et que subsistent encore certaines «tares» du passé, en même temps que les différences essentielles entre le travail intellectuel et le travail manuel, etc., ces manifestations ne peuvent être entièrement évitées sous le socialisme. Il en est de même en ce qui concerne les autres manifestations que sont le technocratisme et l'intellectualisme, qui présentent les mêmes dangers et qui s'expriment dans l'absolutisation du rôle de la technique, de la science et de l'intelligentsia technique, dans la surestimation du travail intellectuel et la sous-estimation du rôle des masses, dans l'éviction de la classe ouvrière de la direction de l'Etat et de la société socialiste.

Dans sa lutte de classe pour renforcer et perfectionner constamment la dictature du prolétariat et pour faire avancer la révolution et l'édification socialiste, le PTA a porté des coups incessants à toute manifestation de libéralisme et de bureaucratisme. Les mesures prises ont été de nature tout à la fois politique et idéologique, économique et administrative. Les enseignements du PTA et du camarade Enver Hoxha sur les causes qui maintiennent en vie le bureaucratisme et le libéralisme dans les conditions du socialisme et sur la manière de les traiter sur les plans politique et idéologique, en considérant ces phénomènes comme des expressions des conceptions réactionnaires, et la lutte contre elles comme une importante composante de la lutte de classes, sont d'une grande importance théorique et pratique.

Synthétisant l'expérience albanaise et l'expérience internationale concernant les manifestations de libéralisme et de bureaucratisme dans la société socialiste, le PTA et le camarade Enver Hoxha ont indiqué que les manifestations de bureaucratisme et de libéralisme constituent un grand danger pour les destinées du socialisme, mais si on ne leur laisse pas le champ libre pour agir et qu'on les combatte constamment et résolument, alors **leurs conséquences sont pleinement évitables.** Ces conséquences se sont manifestées dans les pays ex-socialistes, mais ces conséquences ont été évitées en Albanie. Grâce aux mesures incessantes prises par le PTA, le bureaucratisme et le libéralisme n'ont jamais trouvé un terrain favorable pour modifier le caractère prolétarien de l'Etat albanais.

L'essence de la lutte de classe contre le bureaucratisme et le libéralisme est constitué par l'établissement et l'application de rapports toujours justes entre la démocratie et le centralisme; entre les organes élus et ceux de l'administration; entre les cadres et tous les autres employés, d'une part, et les masses travailleuses, de l'autre; entre la liberté et les droits des citoyens, d'une part, et leurs devoirs envers l'Etat et la société socialiste, d'autre part. C'est

précisément à l'essence de cette question que se rattachent toutes les mesures qu'a prises le Parti pour extirper les manifestations de bureaucratisme et de libéralisme.

L'organisation et le fonctionnement du système de la dictature du prolétariat, de toute la vie étatique et sociale socialiste, reposent toujours sur le principe du centralisme démocratique, qui a pour fondement la direction centralisée de la vie du pays par la classe ouvrière à travers son Parti et son Etat, la combinaison de la direction centralisée avec l'initiative créatrice des organes locaux et des masses travailleuses. A travers la lutte de classe est maintenu un juste rapport entre la démocratie et le centralisme, qui, dans une société authentiquement socialiste, sont en unité dialectique, se complètent et s'entraident. C'est dans le processus de cette lutte que sont assurés l'établissement et la mise en oeuvre du rapport concret entre le centralisme et la démocratie, fondés sur la connaissance approfondie des problèmes concernant ce rapport, dont les traits varient d'une période de développement à une autre, d'un domaine d'activité à un autre, d'un pays à un autre.

Le maintien de justes rapports entre les organes représentatifs et ceux de l'administration est également important. Les organes représentatifs constituent la base politique de l'Etat socialiste. Tous les organes exécutifs et administratifs en sont issus de façon élective, ils dépendent d'eux et leur rendent des comptes. C'est là une grande question de principe qui relève de l'essence du caractère démocratique de notre Etat. Dans ce cas, la lutte de classe vise à extirper toute manifestation de formalisme dans l'activité des organes représentatifs et à faire en sorte que tous les autres organes d'Etat leur soient entièrement et effectivement subordonnés.

Les justes rapports entre les cadres et tous les autres employés, d'une part, et les masses travailleuses, de l'autre, sont déterminés sur la base du principe marxiste-léniniste selon lequel dans l'Etat socialiste c'est la classe au pouvoir qui gouverne de concert avec tout le peuple travailleur, alors que les cadres sont leurs serviteurs. Le PTA et le camarade Enver Hoxha ont souligné constamment la nécessité de la lutte de classe pour la préservation des cadres de la dégénérescence bourgeoise-révisionniste, afin qu'ils s'imprègnent des qualités prolétariennes, qu'ils se fondent avec le peuple et fassent passer avant toute chose les intérêts du peuple et du socialisme.

Dans la lutte de classe menée pour la préservation des rapports requis entre la liberté et les droits, d'une part, et la discipline et les devoirs des citoyens, d'autre part, le PTA a recommandé que la lutte soit menée à la fois sur deux fronts: tant contre les tendances centralistes-bureaucratiques à rétrécir la démocratie socialiste et à la rendre formelle, que contre les tendances et les conceptions libérales-anarchistes sur la démocratie, qui conduisent à la sape de la dictature du prolétariat. Ainsi donc, la lutte est concentrée, d'une part, contre les manifestations bureaucratiques de certains employés et cadres qui ne tiennent pas compte des droits des travailleurs et, en particulier, de leur droit à participer au gouvernement du pays, qui observent des attitudes arbitraires et étouffent la critique par en bas; d'autre part, contre les tendances et les actions inconscientes de certains travailleurs qui estiment, comme l'a dit le camarade Enver Hoxha au VII[e] Congrès du PTA que, étant en démocratie, «ils n'ont que des droits et pas de devoirs, que seuls l'Etat et la société ont envers eux des obligations dont ils ne manquent pas d'exiger l'exécution alors qu'eux seraient libres de se comporter et d'agir à leur guise, de violer comme si de rien n'était la discipline du travail et la discipline sociale, les lois et les règlements de l'Etat et de la société».[4]

Les mesures importantes qui ont été et qui seront prises dans la lutte contre le bureaucratisme et le libéralisme ne sont pas purement organisationnelles, elles se distinguent avant tout par leur profond contenu idéologique et politique. L'aspect idéologique de ces mesures s'exprime dans le fait que les manifestations de bureaucratisme et de libéralisme sont traitées en tant que manifestations dans la pratique de l'influence des idéologies étrangères. Leur aspect politique s'exprime dans la défense des intérêts du peuple travailleur, dans l'approfondissement de la ligne de masse et dans les mesures tendant au renforcement de la dictature du prolétariat. Enfin, l'aspect organisationnel de ces mesures (qui ont sans aucun doute une profonde signification idéologique et politique) se rattache étroitement à la

tendance à rapprocher toujours plus le pouvoir du peuple, à réduire les maillons et le personnel superflu des appareils administratifs, à envoyer des cadres et des employés travailler directement dans la production aux côtés des ouvriers et des coopérateurs, à travers la rotation systématique des cadres, etc.

Dans la lutte pour la sauvegarde et le renforcement de l'ordre socialiste, une grande importance revient au contrôle prolétarien, tant à celui qui est exercé d'en haut, à travers le Parti et l'Etat, qu'à celui qui est exercé d'en bas — le contrôle ouvrier et paysan direct. La nécessité de l'exercice de ce contrôle d'en haut et d'en bas, qui répond au principe fondamental de l'organisation et de la direction de toute la vie de la société socialiste, au centralisme démocratique, ainsi que le rôle de ce contrôle sont sensibles dans tous les domaines de notre vie. Toutefois, dans la lutte contre le bureaucratisme et le libéralisme, le contrôle direct, d'en bas, de la classe ouvrière et de la paysannerie, sous la conduite du Parti, revêt une importance particulière. Le bureaucratisme et le libéralisme, de par leur nature, sont antipopulaires, aussi les masses travailleuses ont-elles elles-mêmes un très grand intérêt à voir combattre ces manifestations. La participation directe des masses travailleuses à la lutte contre le libéralisme et le bureaucratisme constitue la condition indispensable de l'heureux développement de cette lutte.

Le marxisme-léninisme nous enseigne et l'expérience de l'édification socialiste en Albanie a confirmé de façon convaincante que le contrôle ouvrier et paysan direct est une arme efficace dans la lutte de classe pour le renforcement de la dictature du prolétariat et une école où la classe apprend l'art de l'administration. La nécessité de ce contrôle se pose non seulement lorsque le nouvel appareil d'Etat vient d'être créé, mais aussi lorsque l'Etat socialiste a atteint un degré relativement élevé de développement et que la classe ouvrière au pouvoir, en alliance avec la paysannerie coopératrice, a créé un grand nombre de nouveaux cadres fidèles au socialisme.

Le contrôle ouvrier et paysan direct est indispensable pour mener avec succès la lutte de classe dans le domaine de la réalisation des tâches par les employés et les cadres de nos organes et de nos appareils. La mise en oeuvre de l'activité de contrôle direct exercé par les ouvriers et les paysans, traduit dans les faits le grand enseignement de la Commune de Paris selon lequel «la classe ouvrière, pour ne pas perdre à nouveau sa propre domination qu'elle vient de conquérir, doit, d'une part, éliminer la vieille machine d'oppression jusqu'alors employée contre elle-même, mais d'autre part prendre des assurances contre ses propres mandataires et fonctionnaires», aviser pour empêcher que «ces organismes, dont le sommet est le pouvoir d'Etat, ne se transforment de serviteurs de la société en maîtres de celle-ci».[5]

Tous ces problèmes ne peuvent être compris si l'on fait abstraction des organisations de masse, qui sont une très importante partie intégrante du système de la dictature du prolétariat. Lorsque nous parlons du renforcement et de la révolutionnarisation de la dictature du prolétariat, cela implique nécessairement aussi le renforcement et la révolutionnarisation des organisations de masse elles-mêmes. C'est à celles-ci que revient aussi la grande tâche de participer de façon permanente et de jouer un rôle actif dans le domaine politique comme dans tous les autres domaines de la lutte de classe. On ne saurait concevoir le développement de la lutte de classe pour la préservation, le renforcement et le perfectionnement de l'Etat socialiste, pour l'extension et l'approfondissement continus de la démocratie socialiste sans intégrer dans le cours de cette lutte l'activité des organisations de masse, qui, sous la direction du Parti, jouent un rôle irremplaçable dans la révolution et dans l'édification du socialisme. Le rôle des organisations de masse, loin de diminuer tant soit peu dans les conditions de la dictature du prolétariat, va au contraire s'accentuant.

Dans la pratique de l'édification socialiste, le Parti a déterminé clairement la place et le rôle des organisations de masse dans le système de la dictature du prolétariat et il a démasqué les thèses et les pratiques des révisionnistes modernes, en ce qui concerne tant la prétendue «indépendance» des organisations de masse vis-à-vis du Parti de la classe ouvrière, que leur transformation en appendices de l'appareil d'Etat. Le PTA a combattu et il combat toujours pour la croissance et l'animation continues du rôle des organisations de masse, en tant qu'organismes importants de la liaison du Parti avec les masses. Cette lutte consiste dans l'étroite liaison des organisations de masse avec le Parti, dans l'établissement et le renforcement incessant du rôle dirigeant du Parti en leur sein. Le Parti n'a jamais permis et il ne permet aucune opposition des organisations de masse à l'Etat de dictature du prolétariat soi-disant au nom de la «défense» des intérêts des travailleurs. Pour le PTA est également étrangère toute tendance à convertir les organisations de masse en annexes des appareils d'Etat et à entraver le contrôle des masses sur les organes d'Etat.

2. — La lutte de classe dans le domaine politique pour la défense de l'indépendance nationale et de la Patrie socialiste

Le seule voie permettant d'assurer la défense de l'indépendance nationale et de la Patrie socialiste ainsi que de toutes les autres victoires de notre révolution, est celle de la lutte de classe résolue contre la moindre atteinte qui leur est portée, contre le moindre affaiblissement. La lutte pour la préservation et le renforcement de la Patrie socialiste est menée avec une âpreté particulière dans les conditions de l'encerclement capitaliste-révisionniste de notre pays. Le Parti du Travail d'Albanie et le camarade Enver Hoxha ont souligné constamment que cet encerclement n'est nullement passif et purement géographique, mais un encerclement menaçant et actif, qui nous combat dans tous les domaines et dans tous les sens.

La résistance victorieuse à la pression que l'encerclement capitaliste-révisionniste exerce envers nous a exigé et exige toujours de nos gens une compréhension approfondie de classe des situations internationales, elle exige qu'ils vivent ces situations en considérant tous les problèmes sous cet angle Ils ont regardé cette pression, dans toute la diversité des formes et des moyens à travers lesquels elle s'exerce, comme une expression de la lutte incessante que le monde capitaliste-révisionniste mène contre l'Albanie socialiste et ils y ripostent par leur lutte de classe résolue sous la conduite du Parti.

Dans notre lutte de classe pour la

rupture et l'anéantissement de l'encerclement, nous ne restons pas passifs, au contraire, nous réagissons activement et dirigeons nos coups tant contre les efforts de la coalition impérialiste-révisionniste pour mettre à genoux l'Albanie socialiste, que contre l'ennemi intérieur qui collabore et se met au service de l'ennemi extérieur.

Les impérialistes et les révisionnistes ne renoncent jamais à leurs desseins d'étouffer ou de contrecarrer la révolution et le socialisme. Les impérialistes et les révisionnistes, dit le camarade Enver Hoxha, ont braqué leurs fusils sur l'Albanie, mais nous avons braqué nos canons sur eux. «Cette coalition est sur le pied de guerre, mais nous le sommes aussi. Nous nous sommes mesurés avec elle et nous l'avons emporté, nous nous mesurerons à nouveau et nous l'emporterons encore. C'est ce qui se produira à l'avenir également. C'est pourquoi, jusqu'à la fin, la victoire nous appartiendra, elle appartiendra à notre peuple et à notre Parti.»[6]

Si farouche que soit l'activité de l'ennemi extérieur et intérieur, si coordonnée, organisée et puissante que soit son action dirigée contre nous, il est parfaitement possible de l'anéantir. Cela exige que nous menions constamment une lutte sévère et judicieuse contre les ennemis extérieurs et intérieurs.

Le Parti du Travail d'Albanie et le peuple albanais apprécient l'indépendance comme une grande victoire et ils considèrent sa préservation comme étant inséparable de la dictature du prolétariat. Au cours de la Lutte de libération nationale, la lutte pour la libération du pays des occupants fascistes fut étroitement liée et se fondit en un tout avec celle menée pour le renversement du pouvoir des classes exploiteuses, collaboratrices des occupants étrangers vendues à l'impérialisme. Mais aujourd'hui aussi, la sauvegarde de l'indépendance du pays est indissociable de l'existence et du renforcement de la dictature du prolétariat. Dans les conditions particulières de l'Albanie, qui subit l'action féroce de l'encerclement capitaliste-révisionniste, et dans une situation internationale toujours plus marquée par les complots et la rivalité des superpuissances impérialistes, l'indépendance complète du pays est impossible sans la dictature du prolétariat. Dans ces conditions, seul le peuple, avec à sa tête la classe ouvrière et son avant-garde révolutionnaire, est décidé jusqu'au bout et capable de défendre la véritable indépendance.

La défense de l'indépendance du pays constitue un objectif important de la lutte de classe dans le domaine politique. C'est ce que consacre aussi la Constitution de la RPSA, qui énonce clairement que le peuple, sous la conduite du PTA, défendra à tout prix et en toute circonstance sa Patrie socialiste, que dans le feu de sa lutte populaire il réduira en cendres tout agresseur ou groupe d'agresseurs qui oserait toucher à l'Albanie socialiste. En Albanie socialiste la signature de tout acte de capitulation ou l'acceptation de l'occupation du pays, et toute spéculation éventuelle pour brader l'indépendance de la Patrie sont condamnées comme une trahison. De même, il a été barré la voie aux tentatives possibles des éléments hostiles et traîtres pour solliciter une «aide» soi-disant au nom du peuple albanais et pour «légaliser» l'intervention de l'impérialisme, du social-impérialisme ou d'autres forces réactionnaires. C'est la défense de l'indépendance que soutient aussi la déclaration solennelle inscrite dans la Constitution et selon laquelle nul, à part les organes nommément désignés par la Constitution, ne peut exercer au nom de la RPS d'Albanie la souveraineté du peuple et ses attributions. C'est cette indépendance que soutient aussi l'interdiction de l'établissement de bases et de troupes étrangères sur le territoire de l'Albanie socialiste.

L'indépendance, qui caractérise dans tous les cas un Etat véritablement socialiste, peut se réaliser même dans un Etat non socialiste. A l'époque actuelle, la lutte des divers Etats et peuples pour assurer leur indépendance contre la politique de pillage néo-colonialiste de l'impérialisme et du social-impérialisme, connaît un vigoureux essor. La lutte pour l'obtention et la sauvegarde de l'indépendance des Etats, même quand elle ne se rattache pas à la lutte pour le socialisme, revêt de l'importance pour la lutte générale contre l'impérialisme et le social-impérialisme. C'est pourquoi l'Albanie socialiste, en défendant son indépendance dans tous les domaines et sous toutes les formes, mène dans sa politique extérieure, une âpre lutte de classe contre toute forme d'agression, d'exploitation coloniale, de tutelle, de diktat et d'hégémonie, d'oppression nationale et de discrimination raciale. Elle s'en tient au principe de

l'autodétermination des peuples, de l'exercice de la pleine souveraineté nationale et de l'égalité de tous les pays dans les relations internationales. Elle a démasqué en cette matière toutes les «théories» néo-colonialistes, comme le sont celles de la prétendue «interdépendance des nations», de la «souveraineté limitée», à l'aide desquelles l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique s'efforcent de légitimer leurs pratiques d'asservissement à l'égard des autres pays et des autres Etats. Un Etat véritablement socialiste, comme l'est la RPS d'Albanie, rejette pour lui-même, et combat pour les autres, toute forme de dépendance, d'intervention et de diktat imposés du dehors.

C'est à travers une âpre lutte de classe que **la défense de la Patrie socialiste** a été et est toujours assurée. Cette lutte ressort non seulement dans nos justes conceptions marxistes-léninistes sur la défense, qui sont diamétralement contraires à celles de nos ennemis, mais dans l'importance particulière que revêt la question de la défense dans les conditions de notre pays.

Dirigeant la défense du pays, le Parti a considéré constamment cette question comme le devoir suprême et a rattaché sa réalisation à la préparation militaire du peuple tout entier organisé dans les Forces armées. «La Patrie, a dit le camarade Enver Hoxha, appartient au peuple tout entier, c'est pourquoi elle est défendue non seulement par l'armée régulière, portant l'uniforme, mais par tout le peuple en armes, organisé et préparé militairement.»[7] Le Parti du Travail d'Albanie a mis en oeuvre les enseignements léninistes sur le remplacement de «l'armée de caserne» par le peuple en armes, en faisant «de chaque citoyen un soldat et de chaque soldat un citoyen». Il a fait reposer toute l'activité et la préparation militaires du peuple sur le développement de la guerre populaire selon les principes de l'art militaire populaire. Cela constitue une contribution importante du PTA à la défense et au développement des idées marxistes-léninistes sur l'armée et la défense.

L'expérience historique a démontré que, une fois l'armée révolutionnaire de la dictature du prolétariat créée, celle-ci, dans des conditions déterminées, peut dégénérer et se transformer en une arme de domination sur le peuple, comme cela s'est produit dans l'Union soviétique révisionniste et dans les autres pays ex-socialistes qui suivirent son exemple, ou comme tenta de le faire dans l'armée le groupe putschiste découvert et anéanti ces dernières années. Dans l'Armée populaire, c'est la politique prolétarienne qui est au poste de commande, et c'est là le gage qu'elle restera une armée consciente de la révolution, toujours fidèle au peuple et au socialisme.

Donner la primauté à la politique veut dire que dans notre armée de la dictature du prolétariat, le facteur politique prime sur le facteur militaire. Cela ne signifie nullement une sous-estimation du rôle de l'arme et de la préparation militaire, au contraire l'équipement de l'armée en armements et en moyens techniques modernes, ainsi que la préparation militaire sont au centre de l'attention du Parti et de l'Etat de dictature du prolétariat. Dans le processus de la lutte de classe, les problèmes de la défense sont toujours traités d'un oeil politique de classe par le Parti, et celui-ci établit toujours de justes rapports sur les questions de l'art militaire. C'est ainsi par exemple qu'un juste rapport dialectique a été établi entre l'homme et les armes, qui, comme nous l'enseigne le Parti, jouent un grand rôle dans la guerre, mais non pas le rôle décisif, car ce rôle décisif appartient à l'homme, à sa capacité, à sa haute conscience, et à sa détermination de verser son sang sur le champ de bataille et de vaincre les agresseurs.

Les mesures prises par le Parti en temps voulu pour le rétablissement de la fonction de commissaire politique, pour la création des comités de Parti dans l'armée, pour la suppression des grades, etc. ont beaucoup contribué au renforcement de la défense de la Patrie. Ces mesures ont trouvé l'approbation unanime du peuple et, dans le même temps, elles ont suscité la colère et l'opposition des ennemis, qui, comme l'a souligné le VII[e] Congrès du Parti, se sont efforcés, jusqu'au moment où ils ont été découverts, d'introduire dans l'armée des méthodes et des pratiques odieuses des armées bourgeoises-révisionnistes.

La lutte pour le renforcement de la défense s'est toujours guidée sur le principe de l'appui sur ses propres forces. Le Parti, appliquant ce principe avec persévérance, a conduit le peuple dans la révolution au cours de la Lutte de libération nationale et il a été victorieux. Et actuellement, en s'appuyant sur le facteur intérieur, sur la préparation militaire du peuple et sur sa disposition à faire face à tout agresseur ou coalition d'agresseurs, en tout temps et en toute circonstance, notre défense est sûre, indépendamment des sacrifices qu'il nous faudra consentir.

Le principe de l'appui sur le facteur intérieur dans le domaine de la défense a pris une importance particulière après la trahison des révisionnistes khrouchtchéviens, qui ont fait les tentatives les plus brutales de type fasciste pour intervenir dans nos affaires intérieures et pour mettre en danger l'indépendance de notre pays. Si ces ennemis ont échoué chez nous par ces méthodes qui leur ont réussi ailleurs, c'est parce qu'ils n'ont trouvé aucune faille dans les rangs du Parti et du peuple.

Dans une lutte incessante contre les ennemis extérieurs et intérieurs, contre leur activité farouche et criminelle à l'encontre du PTA et du peuple albanais, la défense du pays s'est renforcée. Le peuple albanais épris de liberté, combattant et inflexible, et ses Forces armées ont été éduqués par le Parti, en cas d'agression, à ne pas limiter leur tâche à refouler les ennemis, mais à lutter jusqu'à leur anéantissement complet et définitif. En même temps, ils seront toujours aux côtés des peuples qui luttent pour conquérir la liberté ou pour la défendre contre les superpuissances ou contre l'activité agressive des autres Etats capitalistes et révisionnistes.

3. — La lutte de classe dans le domaine politique pour la préservation et le renforcement de l'unité du peuple autour du Parti

La préservation et le renforcement de l'unité du peuple autour du Parti constitue une direction importante de la lutte de classe dans le domaine politique. Sans cette unité il serait impossible d'instaurer et de consolider la dictature du prolétariat elle-même, d'assurer l'indépendance du pays et de défendre la Patrie socialiste. L'unité d'acier du peuple autour du Parti et de son Comité central, avec à sa tête le camarade Enver Hoxha, est la source de toutes les victoires remportées jusqu'à ce jour et le gage de futures victoires en-

core plus considérables.

Le Parti et le camarade Enver Hoxha nous enseignent que l'unité du peuple et la lutte de classe ne s'excluent pas mutuellement, qu'il existe au contraire entre elles une liaison dialectique, qui se manifeste dans le fait que, d'une part, l'unité du peuple autour du Parti constitue une arme puissante pour l'heureux développement de la lutte de classe, cependant que, par ailleurs, le développement juste et conséquent de la lutte de classe entraîne de lui-même la préservation et le renforcement de cette unité.

L'application de la ligne du Parti pour l'édification du socialisme et la défense de la Patrie a été et demeure la question essentielle de la lutte de classe dans le domaine politique. A l'étape actuelle de la lutte de classe il est impératif et très important d'accentuer toujours plus la ligne du Parti, en sorte que celle-ci devienne le plus compréhensible possible pour les masses non seulement dans les directions générales, mais sous tous ses aspects, afin qu'elles se convainquent encore plus de la justesse de cette ligne et qu'elles se mobilisent pour la mettre en oeuvre. Le socialisme est l'ordre social qui se construit pour les masses et par les masses elles-mêmes, sous la direction du Parti, aussi plus ces masses affermiront leur prise de conscience, plus elles connaîtront à fond la ligne du Parti qui les conduit, et plus elles seront actives dans la lutte pour l'édification du socialisme et la défense de la Patrie.

Diffuser et inculquer toujours plus profondément le marxisme-léninisme dans les masses est un autre objectif important de la lutte de classe, car c'est seulement sur la base de la conception révolutionnaire du monde propre à la classe ouvrière, qu'il est possible d'assurer la construction du socialisme et la défense de la Patrie, et de préserver aussi l'unité du peuple autour du Parti. En Albanie, le marxisme-léninisme est l'idéologie dominante et c'est sur la base de ses principes que se développe l'ordre social socialiste dans son ensemble, c'est lui qui donne le ton à tout le développement de la vie spirituelle du pays et qui conditionne ce développement. Sur la base du marxisme-léninisme et dans une âpre lutte de classe contre les anciennes souillures de l'agression idéologique bourgeoise-révisionniste se développe le processus très important, le plus profond et le plus complexe dans tout l'affrontement contre l'ancien monde, le processus de la formation et de la trempe de l'homme nouveau. C'est à travers une âpre lutte de classe que nos hommes se pénètrent de la conception du monde et de la morale prolétariennes, pour combattre les influences de l'idéologie bourgeoise révisionniste, des survivances des anciens usages, des mentalités et de la psychologie petite-bourgeoise, en extirpant et en fustigeant en ce sens toute conception et tout phénomène qui porte atteinte à l'unité du peuple. Cette lutte vise à faire en sorte que les gens de chez nous vivent toujours en révolution, qu'ils se caractérisent par une haute conscience politique, par un héroïsme exemplaire dans le travail et par l'esprit de sacrifice quand les intérêts du Parti, du socialisme et de la Patrie sont en jeu.

La lutte pour la préservation et le renforcement de la propriété socialiste, qui constitue le fondement de l'ordre social, est aussi une lutte pour le renforcement de l'unité du peuple. En ce domaine, la lutte de classe est menée dans le sens du développement ininterrompu des forces productives et du perfectionnement continu des rapports de production socialistes, qui constituent les deux aspects du nouveau mode de production socialiste; elle tend à éliminer graduellement les débris et les tares que les rapports de production socialistes ont hérité du passé, comme le sont «le droit bourgeois» dans le domaine de la répartition, les différences entre le travail intellectuel et le travail manuel, entre la ville et la campagne.

L'alliance des deux classes amies, la classe ouvrière et la paysannerie coopératrice, sous la direction de la classe ouvrière, constitue le fondement de la dictature du prolétariat, son principe suprême. La lutte de classe pour le renforcement de l'alliance entre ces deux classes amies est une lutte pour le renforcement de l'unité du peuple. Ces deux classes constituent l'écrasante majorité du peuple et de même qu'elles assumèrent le rôle déterminant dans la Lutte de libération nationale c'est à elles qu'appartient aujourd'hui aussi le rôle décisif dans l'édification et la défense du socialisme.

La préservation et le renforcement de l'unité du peuple autour du Parti est un processus continu, qui va de pair avec l'approfondissement de la révolution socialiste elle-même. Cette unité se réalise non pas en camouflant artificiellement les contradictions, mais en les connaissant et en les résolvant correctement à travers la lutte de classe. Si nous nous dérobions à ces contradictions et que nous ne menions pas la lutte de classe pour les résoudre, cela serait lourd de conséquences pour l'unité elle-même. Cela concerne aussi bien les contradictions entre nous et les ennemis, qui se résolvent principalement au moyen de la violence, de la contrainte, que les contradictions au sein du peuple qui se résolvent par la persuasion, le travail d'éducation. Pour résoudre aussi les contradictions au sein du peuple, il est nécessaire de mener une lutte incessante, sans pactiser avec les défauts et les erreurs, avec les manifestations et les attitudes étrangères. Si celles-ci sont camouflées et si, au nom d'une prétendue unité, la critique à leur encontre n'est pas développée et approfondie, cela ne serait pas l'unité véritable, mais une unité mensongère et formelle.

Ainsi, dans le développement de la lutte de classe pour la préservation et le renforcement continus de l'unité du peuple autour du Parti il est important de connaître et de résoudre les deux types de contradictions qui existent dans la société socialiste. Une inexacte compréhension du caractère de ces deux types de contradictions qui existent dans notre société, la confusion des contradictions antagonistes avec les contradictions non antagonistes, dit le camarade Enver Hoxha, nuit à la ligne du Parti, en conduisant à des attitudes sectaires et opportunistes, au détriment de l'unité du peuple. Dans le développement juste et conséquent de la lutte de classe pour le renforcement et l'unité il est important d'avoir toujours bien en vue:

Premièrement, de maintenir constamment une ligne de séparation bien nette avec l'ennemi de classe. Avec l'ennemi de classe il n'y a ni ne peut y avoir d'unité ni d'attitude conciliante. Les contradictions avec lui sont antagonistes, inconciliables et elles ne peuvent en aucune manière être traitées comme des contradictions au sein du peuple. En cette question, il importe de combattre âprement toute tendance à l'atténuation artificielle de la lutte de classe contre les débris des classes renversées ou les nouveaux éléments hostiles. Le Parti du Travail d'Albanie n'a pas seulement observé une attitude résolue, ferme et

rigoureuse dans la pratique de notre révolution à l'encontre de l'ennemi de classe, mais il a démasqué constamment les thèses des révisionnistes modernes en faveur de l'atténuation ou de l'extinction, sous le socialisme, de la lutte de classe contre l'élément ennemi. Les révisionnistes modernes, agissant en ennemis masqués de la classe ouvrière, altèrent la véritable nature des contradictions de classe qui nous opposent à nos ennemis sous le socialisme, et présentent les choses comme si ces contradictions, à la suite de la construction des bases du socialisme, ont perdu leur caractère antagoniste, et que, de ce fait, «la lutte doit céder la place au rapprochement et à l'accord». Or, en vérité, il ne saurait être question d'aucune attitude de modération et de conciliation à l'égard de l'ennemi de classe, car cette conciliation coûterait au prolétariat et au socialisme, comme elle a coûté cher à l'Union soviétique et aux autres pays qui lui ont emboîté le pas.

Deuxièmement, de tenir compte de la lutte permanente à mener aussi de l'autre côté, contre toute tendance à traiter les contradictions au sein du peuple comme des contradictions entre nous et les ennemis. Dans le processus de la lutte de classe pour la préservation et le renforcement de l'unité nous devons frapper durement et extirper les attitudes sectaires et libérales dans la solution des contradictions non antagonistes, attitudes qui risqueraient d'en faire des contradictions antagonistes.

Pour résoudre comme il se doit les contradictions au sein du peuple, il est très important de combiner judicieusement la méthode de la persuasion avec celle de la contrainte.

Le Parti et le camarade Enver Hoxha accordent une grande importance à la compréhension approfondie et à la rigoureuse application de rapports toujours justes entre la persuasion et la contrainte. La méthode de la persuasion est la principale, car la lutte contre les phénomènes négatifs qui se manifestent dans le travail et dans la vie de la société est dans une grande mesure une lutte qui se développe au sein du peuple. A ce propos, Lénine écrivait: «Nous devons d'abord convaincre, puis contraindre. Nous devons à tout prix d'abord convaincre puis contraindre.»[8]

La contrainte est nécessaire contre ceux qui commettent des actions coupables contre les lois et les règles sanctionnées par l'Etat socialiste. Les mesures administratives ou pénales prises par l'Etat prolétarien pour appliquer la contrainte servent principalement à arrêter les phénomènes négatifs, crimes ou autres infractions. Elles visent à combattre les conséquences découlant des actions contraires à la loi, mais elles ne suffisent pas pour arracher les racines du mal qui se cachent dans les conceptions étrangères à notre doctrine subsistant dans les esprits. Et ce but s'atteint principalement par la méthode de la persuasion.

Dans l'Etat socialiste, la méthode de la persuasion et celle de la contrainte sont mises en oeuvre en étant combinées entre elles. Si, contrairement aux conditions concrètes, on penche pour l'une ou pour l'autre, le juste rapport qui doit être maintenu entre elles, sera rompu. C'est ainsi que passer sur les fautes en se contentant de critiques continues, sous le prétexte que l'on effectue un travail d'éducation même lorsque les fautes sont graves ou répétées et qu'elles doivent être punies, est une pratique erronée. Une telle attitude, qui découle du fait que l'on ne comprend pas que la punition a elle aussi un caractère éducatif, aurait pour effet d'encourager les comportements qui sont contraires aux normes de notre droit et de notre morale socialistes. Au contraire, le recours non justifié à la méthode de la contrainte et l'abandon de la méthode de la persuasion conduirait à des frictions entre les masses et leur pouvoir, ce qui aurait des conséquences extrêmement graves, en ce qu'une telle pratique saperait l'unité du peuple et du Parti et mettrait en danger le socialisme.

VAHIT LAMA — Membre suppléant du Comité central du PTA. GRAMOZ HYSI — Juriste.

---

1. Enver Hoxha, Rapport au VIIe Congrès du PTA, éd. alb. p. 149.

2. Enver Hoxha, Rapports et discours, 1969-1970, éd. alb. p. 219.

3. Enver Hoxha, Rapport au Ve Congrès du PTA, éd. alb. p. 134.

4. Enver Hoxha, Rapport au VIIe Congrès du PTA, éd. alb. p. 142.

5. K. Marks - F. Engels, Oeuvres choisies, éd. alb. T. I, pp. 453-454.

6. E. Hoxha, Rapports et discours, 1967-1968, éd. alb. p. 37.

7. E. Hoxha, Rapport au VIe Congrès du PTA, éd. alb. p. 119.

8. V. Lénine, Oeuvres, éd. alb. t. 32, p. 242.

DISPONIBLES EN LIBRAIRIES

LÉNINE: L'OPPORTUNISME ET LA FAILLITE DE LA IIe INTERNATIONALE, L'IMPÉRIALISME ET LA SCISSION DU SOCIALISME

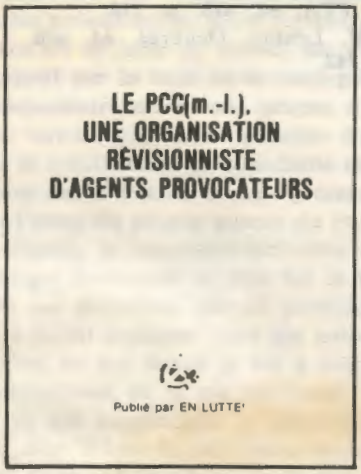
Les deux textes de Lénine que nous rééditons aujourd'hui sont de 1916, soit un an à peine avant la Révolution d'Octobre et trois ans avant la création de la IIIe Internationale, l'Internationale communiste.

A cette époque, la Première Guerre mondiale faisait rage. Dans tous les pays d'Europe s'approfondissait la crise révolutionnaire déclenchée par la guerre impérialiste.

Mais pour que la révolution triomphe, il faut plus que la révolte populaire, il faut plus que l'affaiblissement du pouvoir des classes exploiteuses. Pour donner une issue révolutionnaire à la crise révolutionnaire, il faut encore la force du facteur subjectif, c'est-à-dire l'existence d'une direction, d'un parti doté d'une tactique et d'une stratégie marxistes-léninistes, capable d'indiquer le chemin de la victoire et d'y guider la grande majorité des masses opprimées.

Or, nous savons que seul le prolétariat russe a réussi à tirer partie de la crise révolutionnaire provoquée par la guerre de 14-18. Seul le prolétariat russe, allié à la paysannerie, a renversé les classes exploiteuses, a instauré son pouvoir de classe et a su conserver ce pouvoir. Pourquoi a-t-il été le seul à mener la révolution à la victoire? Parce que, à la différence du Parti bolchévik en Russie, les partis de la IIe Internationale qui, depuis une vingtaine d'années, avaient dirigé la lutte pour le socialisme en Europe, ont à cette époque trahi la révolution. Ils ont abandonné le mot d'ordre révolutionnaire de "guerre civile contre la bourgeoisie". Ils ont prôné et pratiqué la collaboration de classes avec la bourgeoisie impérialiste sous le mot d'ordre de "défense de la patrie" dans la guerre impérialiste.

C'est cette trahison révisionniste de la révolution que Lénine analyse dans les articles que nous rééditons aujourd'hui. (Extrait de la présentation)



LE PCC(m.-l.), UNE ORGANISATION RÉVISIONNISTE D'AGENTS PROVOCATEURS

Le prétendu Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) fait aujourd'hui beaucoup parler de lui. Après près de 10 ans de sabotage systématique des luttes de la classe ouvrière canadienne, cette organisation se présente aujourd'hui sous un nouveau visage, celui de la lutte contre le révisionnisme et contre la "théorie des trois mondes". Mais l'analyse rigoureuse de la ligne politique du PCC(m.-l.) nous démontre que derrière ce nouveau maquillage, le programme du PCC(m.-l.) n'a guère changé depuis sa création. Ce programme en est un qui révise tous les principes fondamentaux du marxisme-léninisme, un programme qui ne s'est jamais démarqué du révisionnisme, un programme profondément nationaliste qui ne peut mener qu'au renforcement de la bourgeoisie impérialiste canadienne et à la défaite du prolétariat.

Non seulement le PCC(m.-l.) s'est-il autoproclamé le parti d'avant-garde de la classe ouvrière canadienne en 1970, non seulement a-t-il mis, depuis ce temps, toute son énergie à saboter la lutte pour l'unité des véritables marxistes-léninistes au Canada et même dans le monde, mais nous sommes en mesure d'affirmer que cette organisation n'est rien d'autre qu'une organisation de contre-révolutionnaires et d'agents provocateurs professionnels.

C'est par l'étude rigoureuse de la ligne politique et des pratiques du PCC(m.-l.), ainsi que de son histoire, que nous invitons nos lecteurs à approfondir la critique de cette organisation qui a beaucoup plus à voir avec le fascisme qu'avec le marxisme-léninisme.

PARAÎTRA BIENTÔT

L'IMPÉRIALISME ET LA RÉVOLUTION
Enver Hoxha

"La situation internationale actuelle est confuse, la crise s'aggrave dans les pays capitalistes-révisionnistes, la politique agressive des superpuissances crée de jour en jour de nouveaux et grands dangers pour la liberté et l'indépendance des peuples et pour la paix. Les théories bourgeoises et révisionnistes khrouchtchéviennes, titistes, "eurocommunistes" et, avec elles, les théories chinoises, s'inscrivent dans le grand plan stratégique de l'impérialisme et du révisionnisme moderne visant à détruire le socialisme et à étouffer la révolution.

Dans ces conditions, la défense du marxisme-léninisme, des principes de l'internationalisme prolétarien, l'attitude conséquente et révolutionnaire à l'égard des grands problèmes mondiaux constituent aujourd'hui pour notre Parti, ainsi que pour tous les véritables marxistes-léninistes, un devoir fondamental. Notre juste lutte doit raffermir chez les peuples et les hommes progressistes la confiance en la victoire de la cause de la révolution, du socialisme et de la libération des peuples. Notre Parti est sur la juste voie et il vaincra parce que les révolutionnaires et les peuples du monde sont avec lui, parce que la vérité marxiste-léniniste est avec lui." (Extrait de la conclusion.)

Procurez-vous les numéros déjà parus d'UNITÉ PROLÉTARIENNE!

(Tous les numéros se vendent au prix de $1.50 l'unité)

- **Vol. 1, No 1:** Pour une revue théorique nationale d'EN LUTTE! — Pour l'unification du mouvement marxiste-léniniste canadien.
- **Vol. 1, No 2:** Tirons les enseignements de la journée de grève générale du 14 octobre 1976 — La situation internationale et la lutte contre l'impérialisme et les deux superpuissances.
- **Vol. 1, No 3:** La voie de la révolution au Canada — Bilan de la conférence du 9 octobre sur l'unité des marxistes-léninistes canadiens.
- **Vol. 1, No 4:** Abattre la loi C-73 et tout contrôle des salaires: un pas important vers la destruction du pouvoir bourgeois — Notre lutte est double car notre oppression est double — La lutte pour un programme révolutionnaire.
- **Vol. 1, No 5:** Pour l'unité du prolétariat, pour l'unité des marxistes-léninistes, développons le programme de la révolution prolétarienne — Ouvriers canadiens, luttons contre les divisions nationales! — La social-démocratie, ou comment la bourgeoisie canadienne veut se sortir de la crise.
- **Vol. 1, No 6:** Dans l'analyse de la situation internationale: conserver le point de vue de classe — Le Progressive Workers' Movement et le Red Star Collective: un héritage d'économisme et de nationalisme bourgeois au sein du mouvement marxiste-léniniste.
- **Vol. 2, No 1:** Combattre pour l'unité du mouvement marxiste-léniniste international — Brève histoire de la lutte pour la reconstruction du parti prolétarien au Canada.
- **Vol. 2, No 2:** Les crises économiques sont inévitables sous le capitalisme — De quel programme le prolétariat canadien a-t-il besoin?
- **Vol. 2, No 3:** Pour réaliser sa mission historique, le prolétariat doit détruire l'Etat bourgeois — Le Canada dans la Deuxième Guerre mondiale — La lutte des autochtones, partie prenante de la révolution prolétarienne au Canada.
- **Vol. 2, No 4:** Le Canada est un pays impérialiste où la voie du progrès passe par la révolution prolétarienne — Les leçons de l'action des communistes et du Parti communiste canadien lors de la Seconde Guerre mondiale — A propos de la théorie des trois mondes: Indépendance nationale et révolution socialiste à l'époque de l'impérialisme.
- **Vol. 2, No 5:** Le "Parti des travailleurs", un nouveau déguisement de la social-démocratie et du trotskysme — Le programme communiste et les revendications immédiates.
- **Vol. 2, No 6:** Où vont les dirigeants actuels du Parti communiste et de l'Etat chinois — Le prolétariat seule classe révolutionnaire jusqu'au bout.
- **Vol. 3, No 1:** La lutte contre l'impérialisme est indissociable de la lutte contre l'opportunisme — Les nouvelles couches du prolétariat canadien.

Ci-inclus..... pour les numéros suivants d'UNITÉ PROLÉTARIENNE:

.....

.....

Faites parvenir votre chèque ou mandat postal à: UNITÉ PROLÉTARIENNE, A/S Librairie l'Etincelle, 4933, De Grand Pré, Montréal, Qué.

Nom .....

Adresse .....**Code postal** .....

Ville .....**Province /Etat/Comté** ..... **Pays** .....

Abonnez-vous aujourd'hui à EN LUTTE!

EN LUTTE! est le journal du Groupe marxiste-léniniste canadien EN LUTTE!/IN STRUGGLE!. Il paraît à chaque semaine, en anglais et en français, et est diffusé à travers tout le pays, de Halifax à Vancouver. Pour réaliser un journal hebdomadaire, nous avons grandement besoin du soutien de tous les ouvriers et progressistes canadiens.

Une des formes privilégiées de soutien consiste à s'abonner et à souscrire au journal, car cela constitue un revenu stable sur lequel nous pouvon compter pour aller de l'avant.

Le développement d'une presse communiste fait partie de la construction du Parti prolétarien marxiste-léniniste, et par le fait même, cela constitue un autre clou dans le cercueil de la bourgeoisie impérialiste canadienne.

TARIFS:

- **ABONNEMENT RÉGULIER: ☐ $10.00 pour 1 an**
- **ABONNEMENT 1ère CLASSE: ☐ $15.00 pour 1 an**
- **ABONNEMENT À L'ÉTRANGER: ☐ $15.00 pour 1 an**
- **ABONNEMENT D'ESSAI: ☐ $2.00 pour 8 numéros**
- **ABONNEMENT DE SOUTIEN: ☐ $10.00 plus n'importe quel montant pour 1 an**
- **ABONNEMENT AUX PUBLICATIONS D'EN LUTTE!: ☐ $75.00 pour 1 an**

Ci inclus $..... pour un abonnement commençant au numéro ..... et $..... à titre de soutien financier au journal.

NOM .....
ADRESSE .....
VILLE .....
PROV/ÉTAT/COMTÉ .....
PAYS .....
OCCUPATION .....
LIEU DE TRAVAIL .....

Envoyez de préférence des mandats à l'adresse suivante: Journal EN LUTTE! a/s Librairie L'ÉTINCELLE, 4933 de Grand-Pré, Montréal, Québec, Canada, ou à l'une des librairies "L'ÉTINCELLE" ou "SPARK" ou encore contactez un diffuseur.

LIBRAIRIES

MONTRÉAL

LIBRAIRIE L'ÉTINCELLE
4933 de Grand Pré, Montréal, Qué.
tél: (514) 844-0756
(une rue à l'ouest de St-Denis, au coin de St-Joseph métro Laurier, sortie St-Joseph)

Heures d'ouverture:
Lundi, Mardi, Mercredi: de 10h à 18h
Jeudi, Vendredi: de 10h à 21h
Samedi: de 10h à 17h

VANCOUVER

THE SPARK
2542, Kingsway, Vancouver, C.B.
tél: (604) 438-3121

Heures d'ouverture:
Lundi au Vendredi: de 19h à 21h
Samedi: de 10h à 17h

QUÉBEC

LIBRAIRIE L'ÉTINCELLE
110, St-Vallier ouest, Québec, Qué.
C.P. 3308, St-Roch
tél: (418) 522-2186

Heures d'ouverture:
Lundi, Mardi, Mercredi: de 12h à 17h30
Jeudi, Vendredi: de 12h à 21h
Samedi: de 10h à 17h

TORONTO

THE SPARK
2749, Dundas ouest, Toronto, Ont.
tél: (416) 763-4413
(½ mille au nord de Bloor)

Heures d'ouverture:
Mercredi au Vendredi: de 19h à 21h
Samedi: de 10h à 17h

Abonnez-vous à UNITÉ PROLÉTARIENNE

UNITÉ PROLÉTARIENNE est la revue théorique du Groupe marxiste-léniniste canadien EN LUTTE! paraissant à tous les deux mois. Elle publie des articles théoriques et d'analyse sur toutes les questions du programme communiste et de la révolution prolétarienne.

- **Abonnement régulier: ☐ $8.00 pour un an (6 numéros)**
- **Abonnement 1ère classe et étranger: ☐ $9.00 pour un an (6 numéros)**
- **Abonnement de soutien: ☐ $8.00 plus n'importe quel montant pour un an (6 numéros)**

Ci-inclus $..... pour un abonnement commençant au numéro ..... et $ ..... à titre de soutien financier à la revue.

NOM .....
ADRESSE .....
VILLE .....
PROV/ÉTAT/COMTÉ ..... **PAYS** .....
OCCUPATION .....
LIEU DE TRAVAIL .....

Envoyez de préférence des mandats à l'adresse suivante: EN LUTTE!, Revue UNITÉ PROLÉTARIENNE, a/s Librairie l'Etincelle, 4933 de Grand Pré, Montréal, Québec, Canada ou encore contactez un diffuseur.

ISSN 0707-7696

Vient de paraître

LA LC(m.-l.)C LA VOIX DU SOCIAL-CHAUVINISME AU CANADA

Au delà de l'apparat, des proclamations et des auto-proclamations de la Ligue dite "communiste", la nouvelle brochure d'EN LUTTE! révèle la véritable histoire de la Ligue. Car, née du regroupement des éléments les plus réformistes parmi ceux qui se réclamaient du marxisme-léninisme à l'époque, la création même de la Ligue ne fut rien d'autre qu'une tentative de coup de force en vue d'imposer au jeune mouvement marxiste-léniniste canadien la "nouvelle" théorie du nationalisme bourgeois: la "théorie des trois mondes".

Ce que démontre la nouvelle brochure d'EN LUTTE!, c'est que la ligne politique de la Ligue est fondamentalement **erronnée. Son analyse de la contradiction principale n'est qu'une fumisterie. Son programme, c'est le réformisme radical. Sa défense de l'indépendance du Canada et de la nation québécoise, c'est la collaboration avec la bourgeoisie et la scission du prolétariat. Son intervention dans le mouvement ouvrier et populaire, c'est le sabotage de la lutte politique contre l'Etat bourgeois. Son action dans les organisations de masse, c'est la course à la chefferie en vue de contrôler et de récupérer la révolte des masses et leur aspiration pour le socialisme.**

Ci-inclus..... pour..... copie(s) de la brochure *LA LC(m.-l.)C, LA VOIX DU SOCIAL-CHAUVINISME AU CANADA* **($2.50 la copie)**
Faites parvenir votre chèque ou mandat à l'adresse suivante:
A/S Librairie l'Etincelle, 4933 De Grand Pré, Montréal, Qué., Canada.

Nom .....
Adresse .....
Ville .....
Province/Etat .....
Pays .....

Bastion opportuniste, parti révisionniste, telle est finalement la nature de la Ligue qui, à part sa "devanture" chinoise, ne se distingue en rien quant au fond du programme du Parti "communiste" canadien (PCC). De l'invasion de la Tchécoslovaquie en 68, saluée par le PCC, à l'invasion du Vietnam par la Chine, saluée par la Ligue, c'est du pareil au même: l'apologie de l'impérialisme.

Il faut diffuser cette brochure, en faire une arme de combat. Faisons la pénétrer partout, y compris chez les militants de la Ligue dont la "conviction" est à la mesure de l'ignorance dans laquelle les maintient leur organisation...

Disponible aux librairies l'Etincelle et the Spark, envoyez vos commandes a/s Librairie l'Etincelle, 4933 de Grand Pré, Montréal, Qué. Canada.

201-15 Prix: $1.50